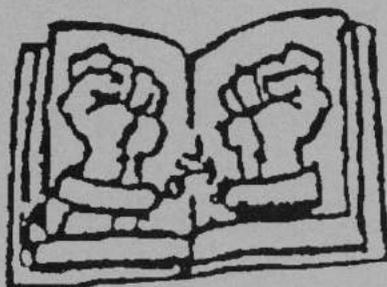


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 6 - JUIN 1999

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **La II^e Internationale et la guerre des Balkans (1912)** p. 9
- **Les soldats russes
dans les camps algériens (1918-1920)** p. 19
(Rémi Adam)
- **Moïse Solomonovitch Ouritski
et la Tchéka** p. 31
- **Vadim Rogovine** p. 35
— **L'Armée rouge en 1938**
— **A qui a profité la grande purge ?**
- **Par qui et quand a été trahie la révolution ?** p. 49
(Alexandre Podchtchékoldine)
- **L'URSS en 1932** p. 61
(Fiodor Dan)
- **Gramsci et le stalinisme** p. 67
(Giorgio Amico)
- **Rencontre au Goulag
avec la première femme de Léon Trotsky (1937)** p. 75
(Nina Ivanovna Gagen-Thorn)
- **Sur la mort de Léon Sedov** p. 81
- **Staline et le "séjour volontaire forcé" (1938, inédit)** p. 89
- **Souvenirs du Goulag** p. 93
(Nina Savoieva)
- **Le "non" de Léon Vikenti Lipski (1943)** p. 99

- **La résistance à Staline en URSS :
l'Union des jeunes socialistes
de Tcheliabinsk (1945) p. 107**
- ***L'Autre Résistance*
(suite) p. 113**
(Gérald Suberville)
- **Raffin-Dugens :
l'adhésion à la IV^e Internationale (1945) p. 119**
- **La grève de Cronstadt (1998) p. 127**
- **Sur le babouvisme méridional p. 131**
(Michel-André Iafelice)
- **Chronique des falsifications p. 135**
- **Pages oubliées :
Daniel Guérin : la situation
de la Tchécoslovaquie en 1939 p. 143**
- **Deux brochures du CERMTRI sur les Balkans p. 149**
- **Les archives du CERMTRI (suite) p. 153**

Présentation

Ce numéro s'ouvre sur la reproduction de textes consacrés à la guerre dans les Balkans en 1912, reproduits avec de nombreux autres dans deux numéros spéciaux des *Cahiers du CERMTRI*. Ils donnent des éléments de réflexion sur le drame qui se joue dans les Balkans depuis plus d'un siècle. La republication de l'article de Daniel Guérin paru en mars 1939 dans *Juin 36* sur l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler se situe dans le même cadre.

Nous publions ensuite une série d'études et de documents qui tournent autour de l'Union soviétique :

— Un extrait du livre de Rémi Adam, *Histoire des soldats russes en France, 1915-1920* (L'Harmattan), sur le destin des soldats russes envoyés en France en 1916 par Nicolas II, décimés lors des offensives Nivelle, puis parqués dans les camps de La Courtine et du Courneau, bombardés pour mutinerie, puis désarmés et, pour une partie d'entre eux, envoyés aux travaux forcés dans les camps édifiés en Algérie sous la houlette du même Nivelle. C'est un Goulag dont on ne parle jamais. Nous espérons que la lecture de ces pages poussera le lecteur à lire l'ouvrage en entier.

— Une note sur le chef de la Tchéka de Petrograd, Moïse Solomonovitch Ouritski, sur les réactions des cadres de la Tchéka à son égard et sur son assassinat, le 30 août 1918, le jour même où fut commis à Moscou l'attentat de Fanny Kaplan contre Lénine.

— Une analyse de la dégénérescence de la révolution russe, faite par l'historien Alexandre Podchtchekoldine. Cette analyse se situe dans le fil des conceptions développées dans le Parti bolchevique par le groupe du Centralisme démocratique (Sapronov-Vladimir Smirnov) (1).

(1) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, pages 43 à 51.

— Une analyse de l'URSS développée en 1932, par le dirigeant menchevique russe Fiodor Dan, qui représentait la social-démocratie russe en exil au comité exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste (II^e Internationale). Cette analyse débouche sur une perspective de réforme du régime stalinien, en même temps que Dan lie le sort ultérieur de la Russie soviétique au maintien ou non du système capitaliste.

— Deux textes qui concernent la famille de Trotsky : le récit d'une rencontre avec sa première femme, Alexandra Sokolovskaia, sur le chemin qui la mène de Kolyma, où elle était déportée, à Moscou, où elle s'attend à être fusillée, ce qui sera le cas ; puis, comme prolongement de la discussion engagée par Mark Goloviznine et Jean-Michel Krivine dans le n° 5 des *Cahiers*, une note de Jean-Jacques Marie sur la mort de Léon Sedov.

— Un court texte inédit de Staline de 1938 sur le Goulag et sa proposition, très caractéristique du stalinisme, d'introduire ce qu'il appelle lui-même (devant un public restreint de bureaucrates) le "*séjour volontaire forcé*".

— Deux études de Vadim Rogovine : l'une sur la situation de l'Armée rouge en 1938, au lendemain des purges ; l'autre est un bilan des conséquences sociales de ces purges, ou plus exactement de leurs bénéficiaires : les nouveaux promus, devant qui s'ouvraient brusquement de grandioses perspectives de carrière sur les cadavres des anciens bolcheviks de toutes tendances, décimés et liquidés.

— Le début des souvenirs de Nina Savoieva, médecin qui travailla à Kolyma, au Goulag, de 1940 à 1952.

— La présentation d'un des nombreux groupes d'opposition de jeunes Soviétiques, constitué celui-ci à Tcheliabinsk, dans l'Oural, au lendemain de la guerre. L'interview d'un des fondateurs de ce groupe poursuit l'étude des groupes d'opposition qui se sont constitués en URSS, dans le Parti communiste ou en dehors de lui.

— Enfin, un article sur la grève victorieuse des ouvriers des chantiers navals de Cronstadt, en octobre-novembre 1998. L'article souligne que, malgré les difficultés gigantesques suscitées par la privatisation-destruction et l'absence d'organisations ouvrières indépendantes, la lutte des classes en Russie, affaiblie, certes, est néanmoins toujours vivante.

L'étude de Giorgio Amico sur Gramsci et le stalinisme ouvre une discussion que les *Cahiers* poursuivront en republiant l'article sur Gramsci publié par Blasco dans *La Lutte ouvrière*, du 14 mai 1937.

Les nouvelles informations ici publiées sur Léon Vikenti Lipski — le membre du comité central du Parti communiste polonais et de son secrétariat national qui refusa, en 1938, de s'incliner devant la décision prise par Staline, et relayée par le comité exécutif du Comintern, de dissoudre le Parti communiste polonais —, puis fut

assassiné en juillet 1943, souligne la profondeur de la résistance issue des rangs mêmes des Partis communistes à la politique destructrice de Staline, résistance hier calomniée, aujourd'hui systématiquement occultée par les historiens à la mode.

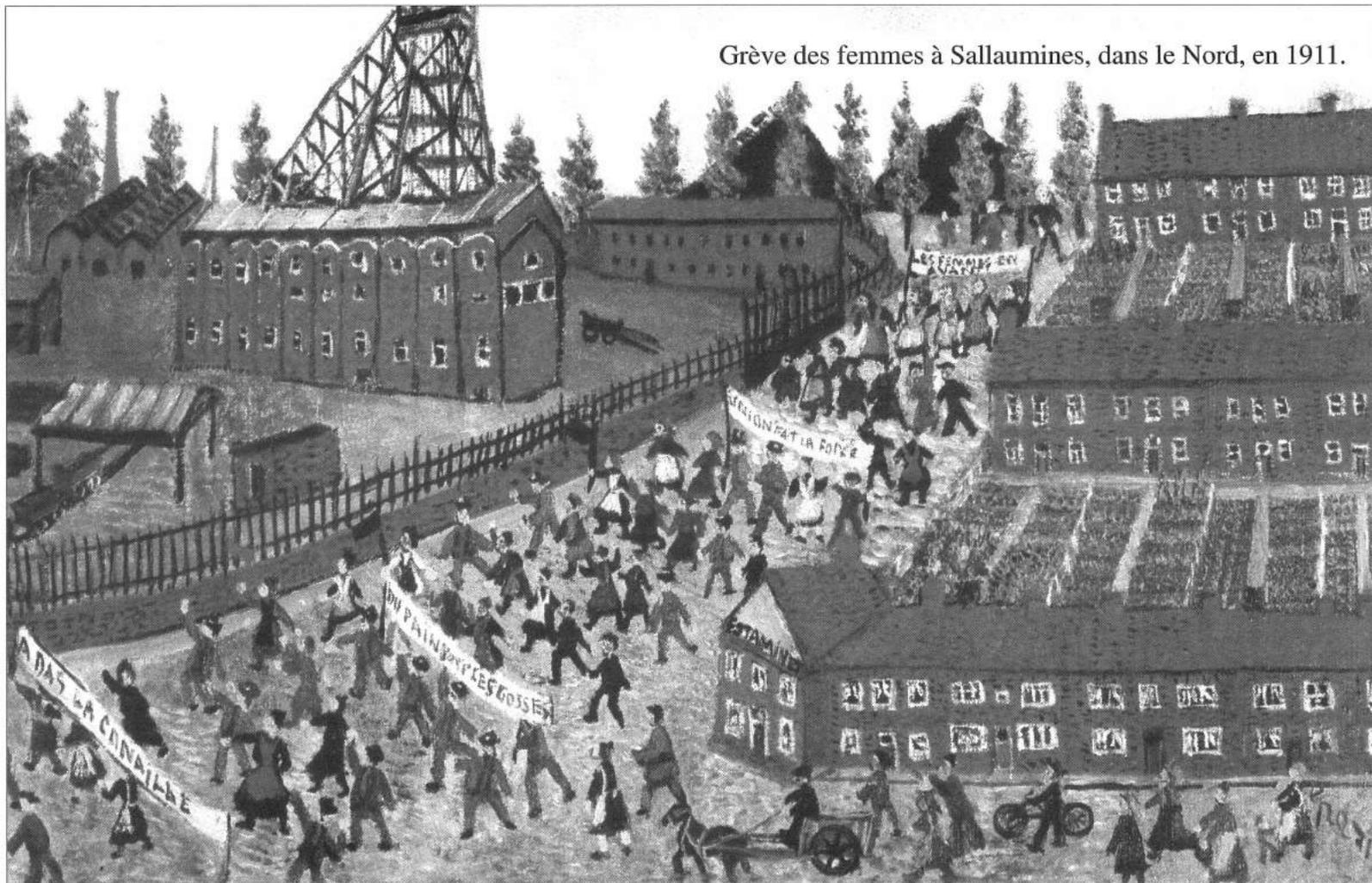
Les documents de Gérard Suberville issus de sa conférence au CERMTRI, le 10 avril 1999, prolongent les extraits de son ouvrage *L'Autre Résistance*, publiés dans le n° 5 des *Cahiers*. Ils soulignent la netteté de l'opposition entre ceux qui voulaient que la libération de l'oppression nationale soit en même temps une libération sociale et ceux qui voulaient, par la collaboration de classes, rétablir l'ordre ancien.

L'étude de Paul Collin sur Raffin-Dugens, extraite d'un mémoire inédit rédigé en 1972 sous la direction de Pierre Broué, retrace la dernière étape, tragiquement courte, mais politiquement significative, de Raffin-Dugens : l'ancien député socialiste de Kienthal, l'ancien secrétaire de la fédération communiste de l'Isère, exclu du Parti communiste français en mars 1945, consacre ses dernières forces, bien qu'aveugle et grabataire, à parachever l'œuvre politique de sa vie en adhérant à la IV^e Internationale.

Un article sur le babouvisme ramène enfin le lecteur vers les origines du communisme...

Jean-Jacques Marie

Grève des femmes à Sallaumines, dans le Nord, en 1911.



**La II^e Internationale
et la guerre
des Balkans
(1912)**

Au lendemain de la révolte à Istanbul, en 1908, des Jeunes Turcs, qui renverseront le sultan Abdul Hamid l'année suivante, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, qu'elle administrait déjà sous domination turque depuis le traité de Berlin de 1878.

Les appétits des grandes puissances se déchaînent autour de l'Empire ottoman moribond, qui contrôle encore tout le sud des Balkans et dont l'agonie réveille les aspirations nationales des peuples qu'il opprime depuis des siècles.

L'empire tsariste espère utiliser les circonstances pour reprendre les avantages conquis à la suite de sa guerre contre la Turquie en 1876-1877, puis quasiment annulés sous la pression de l'Angleterre par le traité de Berlin. En 1909, la Bulgarie proclame son indépendance.

En 1911, l'Italie attaque l'Empire ottoman en Afrique et, à la fin de la guerre, en 1912, conquiert la Tripolitaine (Libye). La Serbie, la Bulgarie, le Monténégro et la Grèce profitent de ce coup porté à l'Empire ottoman, qui s'effondre et abandonne la quasi-totalité de ses positions dans les Balkans, surtout au profit de la Bulgarie, soutenue par Moscou, par le traité de Londres, signé le 30 mai 1913.

A peine le traité est-il signé que les alliés de la veille se déchirent : la Bulgarie se retourne contre la Grèce et la Serbie, bientôt renforcées par la Turquie et la Roumanie, qui, ensemble, écrasent la Bulgarie.

Le traité de Bucarest (10 août 1913) retire à Sofia la majorité de ses conquêtes de la veille : la Macédoine à peine conquise est partagée entre la Serbie et la Grèce, la Roumanie fait main basse sur la région dite de la Dobroudja méridionale et l'Empire ottoman lui-même récupère la ville d'Andrinople, perdue quatre mois plus tôt.

C'est au début de ces guerres, où prisonniers de guerre et civils sont massacrés à tour de bras et qui annoncent la guerre mondiale toute proche, que se rapportent les textes, ci-après reproduits, de l'Internationale socialiste et des socialistes des Balkans et de Turquie.

La résolution de l'Internationale socialiste contre la guerre (29 octobre 1912)

LE Bureau socialiste international exprime son horreur profonde pour les massacres effroyables qui se perpètrent à cette heure dans la région balkanique et il envoie son salut le plus cordial aux socialistes des Balkans, qui, avec un courage héroïque, sont restés fidèles aux principes du parti dans les circonstances les plus difficiles.

Il reconnaît la force des raisons qui animent les peuples des Balkans à revendiquer leur indépendance et des garanties nécessaires pour tous les éléments de la péninsule, mais il est convaincu que ce grand objet aurait pu être atteint sans guerre, sans effusion de sang et sans ruines économiques si le problème n'avait été faussé par les ambitions dynastiques des chefs des Etats des Balkans, comme par les intrigues et les manœuvres des grands Etats, qui ont paralysé perfidement les efforts de régénération de la Turquie et qui n'ont d'autre but que de réduire les peuples balkaniques sous leur vasselage.

C'est donc dans la démocratisation progressive et dans l'union intime de tous les Etats des Balkans, y compris la Turquie, c'est dans la lutte contre l'oligarchie agraire que les classes ouvrières de la péninsule ont vu la solution du problème.

Mais par le développement des convoitises et des brutalités de l'Europe, par les coups de force et de trahison du

Maroc, de Bosnie-Herzégovine, de Tripoli, de Perse, par le jeu alternatif ou combiné des intrigues du tsarisme russe et des ambitions de la monarchie autrichienne, la guerre a été déclarée dans les Balkans. De cette guerre, peut sortir à toute heure un conflit général. Le devoir de tous les prolétaires, de tous les partis de l'Internationale, est plus grand et plus pressant que jamais.

Il faut qu'à la lumière sinistre des événements, ils fassent comprendre aux plus réfractaires les causes profondes du régime d'insécurité, de brutalité et de rapines qui sévit sur le monde.

Il faut qu'ils hâtent de tout leur effort l'avènement du socialisme, qui, seul, fera pénétrer un ordre durable et vrai dans les relations internationales livrées à l'anarchie capitaliste, aux convoitises financières, aux fureurs chauvines, aux sournoiseries diplomatiques et aux violences réactionnaires. Mais aussi, il faut que, dès maintenant, ils s'opposent de toute leur force à toute extension de la guerre, toute intervention intéressée et égoïste qui l'élargirait. Que le prolétariat se dresse contre la politique de guerre par toute la force de son organisation, par toute son action de masse, qu'il crie par toutes ses voix, qu'il signifie par tous ses actes qu'il ne laissera pas jeter à des conflits stupides et sanglants. C'est pour donner à la protestation et à l'action contre la guerre le plus d'unité possible et d'efficacité que le Bureau socialiste

international a décidé la convocation dans les plus brefs délais d'un congrès international extraordinaire. La meilleure préparation de ce congrès sera une agitation méthodique et intense de tous les groupements socialistes et ouvriers contre les fauteurs de conflits. Les heures prochaines seront pleines, sans doute, d'épreuves et de responsabilités pour le parti socialiste et pour le proléta-

riat. Il saura les affronter avec le courage dont ont fait preuve nos camarades engagés au centre même du conflit. Mais que les gouvernants sachent bien qu'il y aurait sans doute péril pour eux aussi à jouer avec le feu. Ce n'est pas impunément qu'ils allumeraient dans toute l'Europe un formidable incendie.

A bas la guerre !

Vive l'Internationale !

Le manifeste du Bureau socialiste international

Aux partis affiliés !

Bruxelles, le 12 octobre

A NOTRE invitation, les partis socialistes de Turquie et des Balkans se sont concertés pour publier contre la guerre une proclamation commune et s'entendre, conformément aux résolutions de Stuttgart (1907) et Copenhague (1910), sur les moyens à employer pour hâter la solution du conflit actuel.

Nous venons de recevoir ce document, que nous vous prions de porter, par voie de presse, à la connaissance de vos affiliés ainsi qu'à celle de l'opinion publique tout entière.

Seul, dans la tourmente des Balkans, le socialisme a travaillé pour la paix du monde.

Nos camarades d'Orient, malgré les passions déchaînées, malgré leur infériorité numérique fort compréhensible dans des milieux à développement capitaliste arriéré, n'ont pas hésité un seul instant, tant dans la rue qu'au Parlement, à faire appel au calme et à combattre les menées belliqueuses des classes capitalistes.

A la Skouptchina de Serbie, les deux députés socialistes Lapschevic et Kasle-

rovic — seuls contre toute la bourgeoisie — ont protesté énergiquement contre la guerre.

A la Sobranié de Bulgarie, l'unique député socialiste, Sakasoff, seul également contre toute la bourgeoisie, a élevé la voix pour la paix et, au sortir du Parlement, il a été assailli par la meute chauvine.

Nos camarades serbes et bulgares, qui ont bien mérité de l'Internationale ouvrière, ont montré que seule l'entente interbalkanique avec la Turquie — telle qu'elle a été précisée par les conférences des 7, 8 et 9 janvier 1910 et du 18 octobre 1911 et telle qu'elle est rappelée dans le manifeste commun des socialistes de Turquie et des Balkans — était de nature à résoudre le conflit d'une manière durable.

La même thèse a été défendue en de multiples occasions par nos camarades d'Autriche et de Hongrie et, le 8 octobre dernier encore, aux délégations, par le docteur Ellenbogen, parlant au nom du groupe socialiste tout entier. Dans ce pays, siège d'une grande puissance tout particulièrement intéressée aux affaires balkaniques, les socialistes n'ont cessé, tant au Parlement qu'à des meetings publics, de recommander une politique démocratique, tant intérieure qu'extérieure, basée sur l'autonomie des nationalités et

de nature à éviter des frictions pouvant aboutir à une conflagration générale.

Cette extension possible de l'incendie, le comité exécutif du Bureau socialiste international l'a signalée à son tour dans son manifeste de novembre 1911, publié à l'occasion de notre démonstration internationale contre la guerre tripolitaine. A ce moment, nous avons montré la conséquence logique de l'acte de brigandage de l'Italie, dû lui-même à la complicité de l'exemple : la conquête marocaine — dû encore à la complicité de l'acquiescement de ces mêmes grandes puissances, lesquelles, aujourd'hui, prétendent vouloir empêcher aux Balkans ce qu'elles ont toléré ou recommandé et même perpétré elles-mêmes au nord de l'Afrique.

Tout s'enchaîne dans le régime capitaliste. Si le Maroc a rendu possible Tripoli, si Tripoli a rendu possible l'appel sous les armes aux Balkans, demain, nous assisterons peut-être à d'autres mobilisations et certainement à une recrudescence des charges militaires. Celles-ci s'élevaient déjà à 11,5 milliards de francs par an. De 1910 à 1911, le chiffre a été augmenté de plus de 500 millions et, en 1912, nous avons assisté au vote de nombreux millions pour la marine anglaise. En ce moment même, le gouvernement d'Autriche-Hongrie annonce qu'il a besoin de 450 millions de crédits militaires nouveaux.

Ce développement incessant du militarisme ne peut que précipiter la calami-

té, et c'est pourquoi le socialisme international se doit à lui-même de répéter son cri contre la bestialité des guerres

Avec nos camarades des Balkans, nous protestons contre la violence armée et nous luttons pour le désarmement et l'arbitrage.

Avec nos camarades des Balkans, nous protestons contre l'hypocrisie des puissances, qui se posent en protectrices des nations balkaniques et font des parades pacifistes, alors qu'elles étranglent la Pologne, la Finlande et la Perse, et payent les équipes du brigandage monténégrin.

Et si nos groupements des Balkans n'ont pas encore l'influence nécessaire pour imposer chez eux leur volonté de vivre en paix et en liberté, nous comptons sur l'effort des grands partis socialistes pour examiner froidement les dangers de l'heure présente, préparer l'exécution des résolutions de nos congrès internationaux et envisager toutes les éventualités pour nous faire sortir du chaos.

Ce sera la tâche de la prochaine réunion du bureau.

**Le comité exécutif
du Bureau socialiste international :**
E. Vandervelde,
Ed. Anseele,
L. Furnemont

C. Huysmans, secrétaire

Le manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans

**Au peuple travailleur
des Balkans et d'Asie mineure !
A l'Internationale ouvrière !
A l'opinion publique !**

LA guerre est à nos portes. Quand ces lignes paraîtront, elle sera probablement un fait accompli.

Mais nous, les socialistes des pays balkaniques ainsi que du Proche-Orient, que la guerre atteint plus directement, nous ne nous laisserons pas entraîner par la vague chauvine. Nous élevons plus énergiquement encore notre voix contre la guerre et nous invitons les masses ouvrières et paysannes, avec toutes les démocraties sincères, à se joindre à nous pour opposer à la politique des violences sanglantes, qui traîne derrière elle les conséquences les plus funestes, notre conception de la solidarité internationale.

Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également, sur des monceaux de cadavres et de ruines, s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière, avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde.

La guerre aura, en outre, pour les pays balkaniques, d'autres consé-

quences, qui résultent de leur situation politique et géographique.

Dans le cas où il sortirait vainqueur du conflit et où l'Empire ottoman deviendrait l'objet d'un partage, la part léonine, c'est-à-dire les régions économiquement les plus riches et les points stratégiques les plus importants deviendront la proie des grandes puissances capitalistes, qui, depuis des siècles, s'arrachent les territoires d'Orient lambeau par lambeau.

L'Autriche à Salonique, la Russie au Bosphore et en Anatolie orientale, l'Allemagne occupant le reste de l'Anatolie et l'Italie l'Albanie du Sud — telle sera la carte probable de l'Orient après une débâcle éventuelle de l'Empire ottoman.

Or le jour où ils tomberont dans les griffes des grandes puissances, il en sera fait de l'indépendance nationale des Etats balkaniques. Les libertés politiques et publiques des peuples seront anéanties par le militarisme et l'autocratie monarchique, qui, forts de leur victoire sur les Turcs, exigeront de nouveaux crédits pour leurs armées en même temps que de nouveaux privilèges pour leurs souverains. Et, après ces dures épreuves, les luttes nationales entre les peuples ne seront pas closes. Elles deviendront alors plus acharnées encore, les uns et les autres aspirant à l'hégémonie.

La Turquie victorieuse nous donnera une recrudescence du fanatisme reli-

gieux et du chauvinisme musulman — le triomphe de la réaction politique —, la perte des quelques améliorations obtenues au prix de tant de sacrifices dans le gouvernement intérieur du pays. Elle amènera en outre le triomphe des impérialismes autrichien et russe, qui se poseront en sauveurs des puissances balkaniques battues, pour étendre leur protectorat intéressé à des peuples ruinés.

Pour justifier la guerre, les nationalistes des Etats des Balkans invoquent la nécessité de réaliser leur unité nationale, ou du moins d'obtenir l'autonomie politique pour leur nationaux qui se trouvent sous la domination turque.

Ce ne sont pas les partis socialistes qui s'opposeront à la réalisation de l'unité politique des éléments de chaque nation.

Le droit des nationalités à une vie autonome est la conséquence directe de l'égalité politique et sociale, et de la suppression de tout privilège de classe, de caste, de race ou de religion, demandées par l'Internationale ouvrière. Mais cette unité sera-t-elle réalisée par le fait d'un partage des populations et des territoires de la Turquie entre les petits Etats balkaniques ?

Les Turcs tombés sous la domination bulgare, serbe ou grecque, auront-ils leur unité nationale ?

Les Serbes de Novi Bazar et de la Vieille Serbie, les Bulgares, les Grecs, les Albanais de la Macédoine, qu'un partage mettrait éventuellement sous le joug de l'Autriche ou de l'Italie, les Arméniens et les Kurdes de l'Anatolie orientale, les Turcs, les Grecs, les Bulgares du vilayet d'Andrinople, qui peuvent devenir la proie de la Russie, réaliseront-ils leur unité nationale ?

La bourgeoisie et le nationalisme sont impuissants à constituer une unité nationale véritable et durable. Ce qui aura été créé par la guerre pourra être détruit par une autre guerre.

L'unité nationale, fondée par la subjugation d'éléments nationaux d'autres races, porte en elle un vice originel, qui la menace sans cesse. Le nationalisme ne fait que changer le nom des maîtres et les degrés de l'oppression, mais il ne les supprime pas. Seule la démocratie politique, avec l'égalité réelle pour tous les

éléments, sans différence de race, de religion et de classe, peut créer une véritable unité nationale.

L'argument nationaliste n'est, en réalité, qu'un prétexte pour les gouvernements balkaniques. Le véritable motif de leur politique n'est que la tendance vers l'expansion économique et territoriale, qui caractérise tous les pays à production capitaliste. Les voisins de la Turquie cherchent chez elle les mêmes avantages que les grandes puissances, cachées derrière les petits Etats : ils veulent des marchés pour le placement de leurs marchandises, de leurs capitaux et de cet excès de personnel bureaucratique pour lequel il n'y a plus de place dans les bureaux de la métropole.

Mais si nous marquons la lourde responsabilité des Etats balkaniques dans la guerre en perspective aussi bien que dans le passé, quand ils empêchèrent la transformation intérieure de la Turquie, si nous accusons de duplicité la diplomatie européenne, qui n'a jamais voulu de réformes sérieuses en Turquie, nous ne voulons nullement diminuer la responsabilité des gouvernements turcs eux-mêmes. Nous les dénonçons aussi au monde civilisé, au peuple de l'empire, et particulièrement aux masses musulmanes, avec l'appui desquelles ils ont pu maintenir leur domination. Nous reprochons au régime turc une absence totale de liberté réelle et d'égalité pour les nationalités — un manque absolu de sécurité et de garantie pour les droits et les biens des citoyens —, l'inexistence d'une justice et d'une administration bien organisées ou impartiales. Il a maintenu un système d'impôts des plus lourds et des plus vexatoires. Il est resté sourd à toutes les demandes de réformes pour les ouvriers et paysans musulmans et non musulmans. Il n'a soutenu que les féodaux et les tribus nomades, armées contre les agriculteurs sans défense.

Par leur inertie proverbiale, les gouvernements turcs n'ont fait que provoquer et entretenir la misère, l'ignorance, l'émigration et le brigandage, les massacres en masse en Anatolie et en Roumélie, en un mot l'anarchie, qui sert aujourd'hui de prétexte à des interventions et à la guerre.

L'espoir que le nouveau régime mettrait fin au passé en inaugurant une politique a été déçu. Les gouvernements "jeunes-turcs" successifs n'ont pas seulement continué les errements du passé : ils ont usé de l'autorité et du prestige d'un semblant de parlementarisme octroyé à la Turquie pour appliquer un système de dénationalisation et d'oppression avec un centralisme bureaucratique excessif, étouffant les droits des nationalités et les revendications des masses laborieuses.

Les hommes du nouveau régime ont même, sous certains rapports, dépassé l'ancien, qui avait élevé à la hauteur d'un système de gouvernement l'assassinat systématique des adversaires politiques.

Mais nous reconnaissons aux peuples — et aux peuples seuls — le droit de disposer de leur sort. A la guerre, que nous répudions de toutes nos forces, comme moyen de résoudre les problèmes politiques et sociaux, nous opposons l'action des masses conscientes et organisées.

A l'idéal sanglant des nationalités de disposer du sort des peuples par la guerre et de marchander leurs droits et leurs territoires, nous répondrons par l'affirmation de la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la conférence interbalkanique et socialiste de Belgrade, en 1909, d'unir étroitement, sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du Proche-Orient, sans distinction de race ou de religion.

En dehors de cette Fédération des peuples de l'Europe orientale, il n'y a pas d'unité nationale possible et durable pour eux. Il n'y aura pas de progrès économique et social rapide, car leur développement sera continuellement menacé par des retours perpétuels de la réaction intérieure et de la domination étrangère.

En ce qui concerne plus spécialement l'Empire ottoman, nous considérons qu'une réforme radicale dans ses rapports intérieurs peut seule rétablir la paix et la vie normale, éloigner les interventions étrangères et les dangers de guerre, et, enfin, rendre possible la Fédération démocratique des Balkans.

Ce n'est pas en essayant de ranimer des projets vieux d'un demi-siècle, héri-

tés d'une bureaucratie à courte vue, que le gouvernement turc pourra résoudre le problème des nationalités.

C'est en accordant l'égalité réelle par l'octroi de l'autonomie concrète aux nationalités pour leurs institutions culturelles — écoles, églises, etc. — et en établissant le gouvernement local (le self-gouvernement) par régions, cantons et communes, avec la représentation proportionnelle des éléments ethniques et des partis, avec l'égalité des langues.

Seule une administration dans laquelle les divers éléments ethniques de l'empire seront représentés donnera les garanties nécessaires d'impartialité.

Seule la réforme agraire, la réforme des impôts, une législation sociale et des garanties pour les droits d'association et de réunion donneront aux masses ouvrières et paysannes musulmanes ce minimum de satisfaction qui les attachera au régime nouveau.

Ces réformes peuvent contrarier la bureaucratie turque, c'est-à-dire les quelques milliers d'individus attachés à leurs privilèges. Mais elles seront profitables au plus haut degré au peuple turc, que le régime actuel réduit aux fonctions exclusives de soldat et de gendarme, courant à toutes les frontières et dans toutes les provinces pour combattre les calamités amassées sur ce pays par l'incapacité de l'oligarchie turque.

La solution des grands problèmes qui agitent les populations de l'Empire ottoman garantira la sécurité nationale des musulmans et leur permettra de s'appliquer en tout repos à leur développement économique, politique et social.

Voilà le programme pour la réalisation duquel nous faisons appel, non seulement au concours du prolétariat des Balkans, mais aussi à celui du socialisme international.

Nous, les socialistes des Balkans et du Proche-Orient, nous avons la haute conscience du double rôle qui nous incombe à l'égard du prolétariat mondial et envers nous-mêmes.

Remontant le courant belliqueux déchaîné par les gouvernements et par la presse chauvine, luttant contre les sentiments enracinés et nourris par une éducation faussée, destinée à favoriser la

lutte entre nationalités et la domination des classes, nous accomplirons, sans défaillance, notre devoir de solidarité internationale. En fait, nous nous trouvons simplement aux avant-postes, car la guerre des Balkans porte en elle un danger imminent pour la paix générale. En réveillant tous les appétits capitalistes des grands Etats, en donnant la prépondérance dans la vie politique aux éléments impérialistes, avides de conquêtes, elle peut provoquer non seulement le conflit entre nations, mais encore la guerre civile. Et, comme les gouvernements capitalistes de plusieurs pays sont acculés par les victoires successives du prolétariat dans leurs derniers retranchements, ils ne manqueront pas de saisir l'occasion qui leur sera offerte pour noyer dans le sang des masses ou d'étrangler par une législation restrictive notre mouvement d'émancipation, de civilisation et de progrès humain.

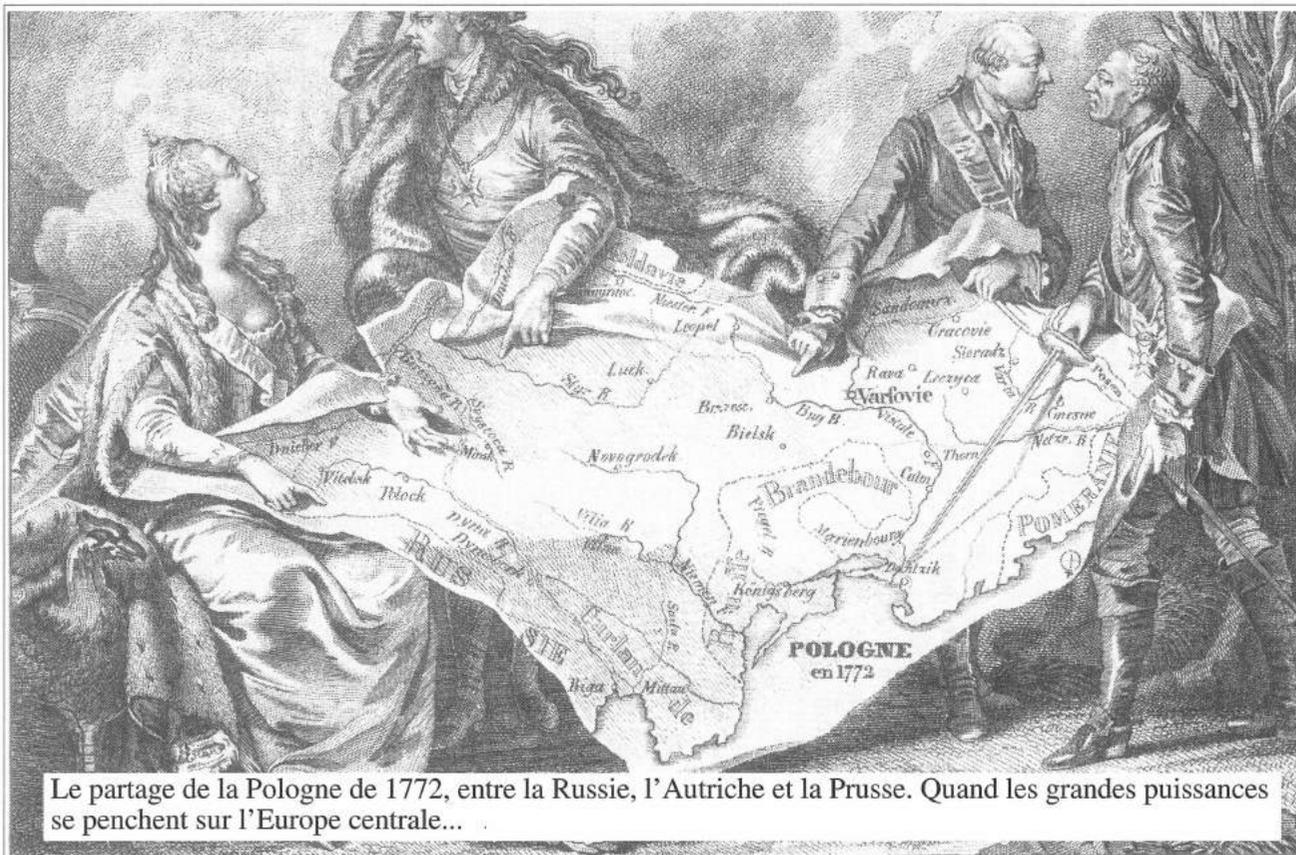
Depuis des semaines et des mois, nous menons une campagne contre la guerre. Mais c'est surtout en ce moment que nous élevons le plus fortement notre protestation. Nous exprimons notre volonté ferme de soutenir de toutes nos forces la lutte du prolétariat mondial contre la guerre, contre le militarisme, contre l'exploitation capitaliste, pour la liberté, pour l'égalité, pour l'émancipation des classes et des nationalités, en un mot pour la paix.

A bas la guerre !

Vive la solidarité internationale des peuples !

**Les socialistes de Turquie
et des Balkans**

**(bulletin périodique
du Bureau socialiste international,
1912)**



Le partage de la Pologne de 1772, entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Quand les grandes puissances se penchent sur l'Europe centrale...

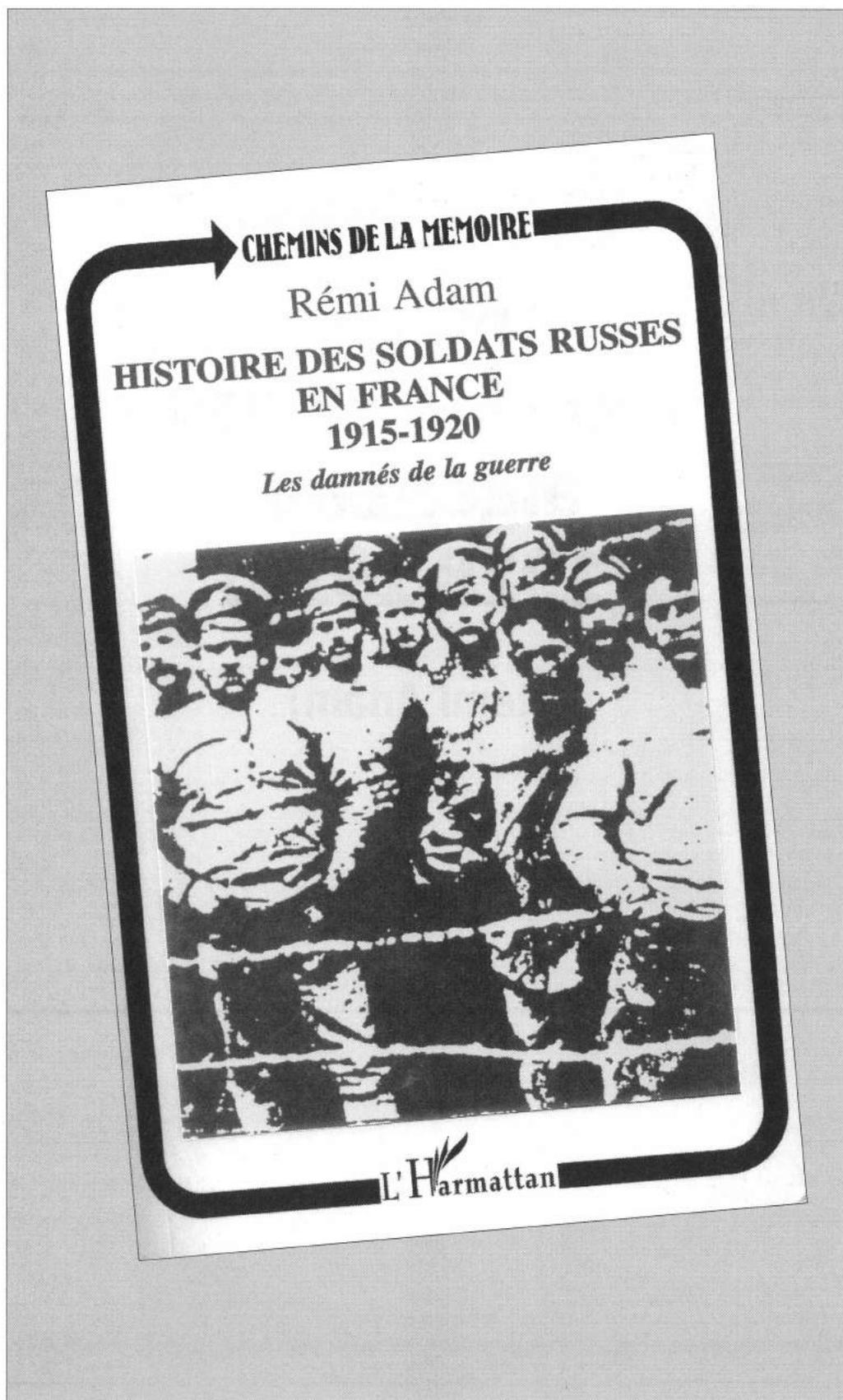
La Pologne résista durant des siècles aux chevaliers teutoniques, à la Turquie, à la Moscovie. République nobiliaire, abusée par les magnats ecclésiastiques, elle est partagée entre ses voisins, pour être effacée de la carte en 1772 durant 120 ans. Vers 1820, une armée clandestine est créée par des enseignants et officiers qui forment à la résistance étudiants et paysans avec le soutien de Républicains européens, de la 1^{ère} Internationale ouvrière et de nombreux intellectuels et artistes.

For centuries, Poland opposed resistance to the Teutons, to Turkey and Muscovy. This nobiliary republic, misused by the ecclesiastical magnates, was divided between its neighbours to be obliterated from the world map in 1772 and for 120 years. Towards 1820, a clandestine army was set up by teachers and army officers who trained students and peasants to resist oppression with the support of European Republicans, The First International of Workers and numerous intellectuals and artists.

Polen leistete Jahrhunderte hindurch dem Deutschen Orden, den Türken und den Russen Widerstand. Diese "Republik des Adels" wurde vom hohen Klerus getäuscht, unter den Nachbarstaaten aufgeteilt und 1772 für 120 Jahre von der Karte gestrichen. Gegen 1820 wurde eine Geheimarmee von Professoren und Offizieren geschaffen, die Studenten und Bauern zum Widerstand ausbildeten, mit der Unterstützung der europäischen Republikaner, der 1. Arbeiterinternationale und Zahlreicher Intellektueller und Künstler.

**Les soldats
russes
dans les camps
algériens
(1918-1920)**

(Rémi Adam)



Les “damnés de la guerre”

Un épisode... et un ouvrage soigneusement passés sous silence

SOUS le titre *Histoire des soldats russes en France (1915-1920) (les damnés de la guerre)*, Rémi Adam a publié aux éditions l'Harmattan un ouvrage d'une grande richesse sur une question systématiquement occultée : l'histoire des 20 000 soldats russes envoyés par Nicolas II se battre en France, leur révolte et leur déportation en Algérie dans des camps de concentration, leur utilisation comme main-d'œuvre forcée quasiment gratuite dans une sorte de Goulag français, sous la responsabilité du général Nivelles, le fameux général des offensives suicides d'avril 1917, où furent massacrés en quelques jours plus de 200 000 soldats (271 000 morts, disparus et prisonniers, dont 7 500 Sénégalais et un peu moins de 6 000 Russes...). La reconversion de ce boucher en superviseur, voire organisateur, du travail forcé de certains rescapés parachève le portrait de ce “grand nom” de l'armée française.

La presse a évidemment passé sous silence ce livre, tout à la fois d'une grande richesse documentaire et d'une lecture aisée. Rémi Adam y retrace, sur la base des documents d'archives, l'histoire de ces deux brigades, arrivées l'une en avril, l'autre en septembre 1916, et envoyées presque aussitôt sur le front. Il décrit la morgue et la brutalité du corps des officiers tsaristes, qui tentent même d'empêcher que leurs soldats soient vaccinés. Il montre comment la conjonction

du massacre provoqué par Nivelles et de la révolution de Février soulève à la fois la colère et l'espoir de la majorité des soldats, désireux d'être rapatriés dans leur pays, et que l'état-major français considère bientôt comme de dangereux foyers de contagion.

Les deux brigades sont éloignées, envoyées en Corrèze et enfermées, l'une (la plus incertaine, la 1^{re} brigade) à La Courtine, l'autre, qui paraît plus sûre (la 3^e brigade), au Courneau.

Toutes les forces se coalisent pour convaincre les soldats de se soumettre et de repartir au front.

De Petrograd, le socialiste Kerenski tempête et menace de mort les soldats russes qui ne veulent pas se faire tuer sur le front, au nom des obligations de l'alliance franco-russe conclue par Nicolas II. L'ambassadeur de France en Russie, Joseph Noulens, exprime l'indignation de sa caste devant la volonté des soldats de comprendre ce qui se passe et de décider eux-mêmes de leur sort au lieu de se contenter de celui, docile, de chair à canon massacrabable à merci :

“Des moujiks d'une ignorance complète, venus du fond de l'Oural ou des rives de la Volga péroraient à l'infini, tranchaient, décidaient non seulement sur les devoirs des officiers envers les soldats, l'administration des corps de troupe ou les problèmes tactiques, mais encore sur les buts de la guerre mondiale, sur l'impérialisme des gouverne-

ments occidentaux, sur les droits de la France au Maroc et dans ses colonies.”

Les révolutions éveillent effectivement à la conscience les millions d'hommes que les classes dirigeantes veulent, dans leur morne existence quotidienne, maintenir dans l'ignorance, l'abrutissement et l'obéissance aveugle...

L'Eglise, bien entendu, prête main forte à cette tentative de mater les rebelles pour les renvoyer se faire tuer. Un prêtre orthodoxe déboule dans le camp de La Courtine et, brandissant sa croix, prononce l'anathème sur tous les soldats insoumis et une excommunication solennelle, à la suite de quoi il ne doit son salut qu'à une fuite précipitée.

Finalement, pour réduire l'insoumission, le 16 septembre, les troupes russes encore fidèles de la 3^e brigade, encadrées et soutenues par 5 500 hommes de troupe français et l'artillerie française (six canons de 75), bombardent le camp et y déversent plus de 800 obus en deux jours. Une centaine de morts, plusieurs centaines de blessés, 81 “meneurs” (c'est-à-dire les délégués élus des soldats) arrêtés. Un général américain aurait déclaré au commandant de la région militaire : *“Je ne croyais pas, général, que vous vous seriez débarrassés aussi élégamment de cette bande de poux..”* L'élégance militaire a de ces finesses...

Dans leur grande majorité, les soldats accueillent avec enthousiasme la révolution d'Octobre. Un rapport du contrôle postal sur le dépouillement des lettres écrites par les soldats russes le souligne :

“La lecture des lettres passant par le contrôle postal laisse l'impression que les troupes russes en France sont animées d'un profond esprit révolutionnaire (...). Les lettres parlant de patriotisme, de continuation de la guerre jusqu'à la victoire que l'on trouvait encore il y a deux mois ont disparu.”

Plus précis encore, les rapporteurs de la commission de contrôle du camp de La Courtine résument leurs impressions en quelques lignes éclairantes : *« La victoire des maximalistes (1) en Russie n'a fait que raviver les sentiments révolutionnaires et pacifistes régnant parmi les troupes russes en général. Toutes les lettres traitant de politique, à quelques exceptions près, étaient favorables aux bolcheviks. Les cris de “Vive Lénine ! A bas la guerre ! Mort aux bourgeois !” sont devenus plus nombreux que jamais. »*

Cela n'empêche pas les dociles historiens d'aujourd'hui de qualifier la révolution d'Octobre de “coup de force” d'une petite minorité.

Le gouvernement français les place devant un choix simple : ou retourner au front, ou s'engager dans des compagnies de travail en France, ou être déportés en Algérie. Un peu plus de 200 “meneurs” sont enfermés dans des conditions extrêmement pénibles à l'île d'Aix et à Mers-El-Kébir.

Un bon tiers du corps expéditionnaire russe est ainsi déporté en Algérie en décembre 1917 et janvier 1918, et soumis au travail forcé. C'est au sort de ces derniers, dont les survivants ne seront rapatriés qu'en 1920, qu'est consacré le chapitre XI du livre de Rémi Adam, dont nous publions ci-après de larges extraits.

Comme les autres chapitres, celui-ci est nourri de citations extraites de documents d'archives, de la correspondance des soldats saisie par le contrôle postal. Ces citations ont été pour l'essentiel supprimées pour des raisons de place. Le SHAT, auquel les notes font référence, est le service historique de l'armée de terre de Vincennes.

(1) Nom souvent donné alors dans la presse française aux bolcheviks.

Le travail forcé au service des colons

AU cours du mois de décembre 1917 et du mois de janvier 1918, un tiers environ des soldats du corps expéditionnaire ont été déportés vers le territoire algérien. Deux années de travaux forcés, de privations, d'isolement, de surveillance et de brimades, marquées par le développement prodigieux de leur conscience révolutionnaire, telle est dès lors l'histoire de ces hommes.

La déportation, une solution au maintien de l'ordre ?

C'est sous une tempête de neige que les premiers Russes foulent la terre algérienne dans les derniers jours de l'année 1917. Qui sont ces hommes conduits sous la protection des troupes coloniales, puis embarqués vers l'Algérie ?

Ce sont, pour la majorité d'entre eux, des soldats de la 1^{re} brigade, qui ont participé à la mutinerie de La Courtine de juin à septembre 1917 et sont restés parqués dans ce camp jusqu'à leur transfert vers un port de la Méditerranée. Ils sont dirigés et cantonnés par la suite dans différents camps, à Affreville, Médea, Laghouat et Djelfa, en attendant leur dispersion. Plus de mille hommes proviennent des unités dites "loyalistes" du

Courneau. Ils sont transportés à leur arrivée vers le camp du Kreider, dans la division d'Oran.

La plupart ont refusé en conscience l'alternative du gouvernement français : la Légion ou le travail volontaire. Ils entendent rester fidèles aux idées qui ont jailli au cours de l'année 1917 et qu'ils ont défendues, parfois les armes à la main, contre leurs officiers et contre les ordres du gouvernement provisoire. Leur rupture est sans retour possible. Certains espéraient en revanche qu'en se déclarant non-combattant ou non-travailleur, ils deviendraient une charge inutile et que le gouvernement français se verrait obligé de les rapatrier avec les blessés et les invalides.

L'encadrement russe, de son côté, a trouvé là l'occasion inespérée de se débarrasser de toutes les "fortes têtes". Tous sont d'emblée assimilés à de dangereux "irréductibles", qu'il faut isoler par tous les moyens des troupes françaises et de la population.

Inlassablement, mais en vain, le gouvernement bolchevique proteste, à partir du printemps 1918, contre l'envoi des Russes en Algérie et contre les "*peines disciplinaires*" qui leur sont imposées.

Le deuxième courant massif de déportation débute après la mise en place des compagnies de travail. Dès les premières semaines, voire les premiers jours de leur fonctionnement, les soldats récalcitrants sont systématiquement arrêtés en

raison de "leur mauvaise volonté au travail ou de leur indiscipline persistante". Cet acharnement irrite même le gouvernement, qui se plaint de recevoir "presque chaque jour" des demandes de déportation de Russes vers l'Algérie. Au total, pendant les seuls mois de janvier et de février, près de 300 travailleurs sont déportés à la suite d'incidents avec les officiers ou les employeurs pour refus de travail ou "propagande pacifiste". Après des "mouvements de chômage général dans plusieurs groupes" de la 7^e région, plus de quarante sont encore déportés à la mi-mars (1). En décembre 1918, c'est toute une partie de la compagnie 7/7, soit 106 hommes, qui fait l'objet d'une "répression énergique" et est transportée en Algérie (2).

Après le printemps 1918, cependant, les autorités françaises ne recourent à ces mesures disciplinaires que de manière exceptionnelle, jugeant qu'il n'est plus possible, "sans danger pour l'Afrique du Nord", "d'augmenter sans limite le nombre de Russes envoyés sur ce territoire" (3). Contre l'avis de ceux qui suggèrent de déporter après l'armistice de novembre 1918 les quelque trente mille prisonniers de guerre russes retenus jusque-là en Allemagne, la même conclusion s'imposa.

La situation politique en Algérie préoccupait en effet les autorités. Une insurrection importante avait éclaté dans le Sud-Constantinois en 1917, certains arrondissements comptant jusqu'à 60 % d'insoumis ou de déserteurs. Depuis 1917, la censure arrêtait en outre "par centaines" des lettres d'Algériens résidant en France et se plaignait d'y trouver désormais du "défaitisme" et "beaucoup d'injures" pour la France.

Aux côtés des soldats du corps expéditionnaire russe en France, se trouve également une fraction importante de la 2^e division, dont les deux brigades ont connu le même processus de décomposition. Le 27 janvier 1918, la 2^e division spéciale russe a été officiellement dissoute, et ses milliers de membres répartis à leur tour entre les bataillons de la Légion des volontaires, les compagnies de travailleurs et les groupes de "travailleurs forcés".

Avec l'arrivée des soldats de l'armée d'Orient, le nombre des soldats déportés en Algérie double. De 4 338 en janvier, il passe à 9 382 en février. Le départ des volontaires pour la Légion ramène par la suite ce chiffre autour de 9 000. Le premier rapatriement d'"irréductibles" le fait chuter à 5 166 en octobre 1919, puis à 3 910 en janvier 1920. Les effectifs se maintiennent à ce niveau jusqu'en août 1920, où sont organisés les derniers transports.

L'organisation administrative des contingents russes d'Algérie dispose d'une totale autonomie. Au total, 27 compagnies de "travailleurs" sont formées, auxquelles il faut bientôt ajouter une, puis plusieurs compagnies disciplinaires.

Au sein de ces "compagnies de travailleurs", la majorité des Russes refusent toujours d'effectuer les travaux qui leur sont proposés. C'est donc le plus souvent sous la contrainte qu'ils sont conduits aux "travaux forcés" ou bien enfermés sous une garde militaire dans des camps répartis sur l'ensemble du territoire algérien. En juin 1918, on dénombre, sur un effectif total de 9 169 soldats, 2 477 hommes travaillant pour l'agriculture, 660 à la coupe de bois et 217 à des travaux divers. Le reste, soit 5 815 soldats, sont comptabilisés comme "réfractaires au travail" (4).

Les 27 compagnies de "travailleurs forcés" sont réparties sur les trois départements d'Alger, Constantine et Oran. Jusqu'à la fin de l'année 1918, la majorité d'entre elles — 18 — sont implantées dans l'Algérois. Ces compagnies sont elles aussi subdivisées en multiples détachements de travail : en septembre 1918, on en dénombre 62 dans la division d'Alger, 30 dans la division de Constantine et 26 dans celle d'Oran, tous soumis à de fréquents déplacements.

(1) S.H.A.T., 7N 614, rapport du 15 mars 1918.

(2) S.H.A.T., 7N 637, rapport du 11 décembre 1918.

(3) S.H.A.T., 7N 613, message de Clemenceau du 23 février 1918.

(4) S.H.A.T., 7N 614, rapport du 17 juin 1918.

Sous la surveillance des baïonnettes françaises

« Alors que rien ne pouvait l'autoriser, un beau matin les soldats russes furent désarmés, encerclés par la cavalerie indigène d'Afrique, leurs effets furent visités, eux-mêmes durent subir l'affront de la fouille individuelle, et si beaucoup de paquetages ont été "allégés" à cette occasion, nous pouvons affirmer que plusieurs de ces soldats porteurs de sommes relativement importantes ont été dépouillés en partie ou totalement. Dès lors, ils furent constamment gardés tels des rebelles, des êtres dangereux ou des criminels » (5).

Le commandement français assume en Algérie, d'une manière plus large encore qu'en France, les fonctions d'encadrement et de surveillance.

Le nombre d'officiers russes présents en Algérie ne dépasse jamais quelques dizaines. Ils résident de surcroît davantage à Alger qu'au siège de leurs compagnies ou dans les détachements de travailleurs forcés. Tous les cadres qui ont "nettement montré leur incapacité ou leur indignité" ont été chassés. Leur correspondance fait par ailleurs l'objet d'un contrôle des plus rigoureux.

Le général Brulard, qui ne tarit pas de critiques sur la "valeur nulle ou presque" des officiers russes, estime que la régénérescence des déportés ne peut être opérée que sous la férule française (...).

Dès leur arrivée, le commandement a entamé une politique d'isolement des soldats les plus rebelles à son autorité. Comme le souligne le commandant de la base de Souk-Ahras, "il s'agissait en la circonstance de découvrir les militants et de les séparer des éléments les plus faibles" (6). Ces "meneurs" ont été dirigés vers des centres de détention, conformément aux consignes de Brulard, qui affirmait : "Quant aux mauvais ou indignes, il ne faut pas se contenter de les passer au voisin" (7).

Clemenceau ordonne également à plusieurs reprises que les réfractaires soient formés en "groupements spé-

ciaux", envoyés dans des camps dans des régions "peu peuplées", soumis à un régime disciplinaire "sévère", "dans les mêmes conditions que les chantiers de détenus", pour les amener à "demander leur réintégration dans un camp de travailleurs" (8).

Les Russes sont souvent employés sur les mêmes chantiers que les détenus, sous la surveillance "de tout temps" d'une sentinelle. Leurs déplacements s'effectuent aussi avec une escorte imposante de tirailleurs. "Ils sont absolument privés de liberté", conclut le commandant de la base de Laval, à l'automne 1918. Nivelles n'a-t-il pas reçu comme consigne de s'efforcer d'obtenir le "maximum de rendement de ces travailleurs, en prenant toutes dispositions pour les empêcher de nuire" (9) ?

Le commandant de la division d'Alger écrit d'ailleurs des déportés :

"Aujourd'hui, ma religion est parfaitement éclairée. La grande majorité des Russes internés dans la division sont ou des bolcheviks, ou des nihilistes, ou des révolutionnaires, ou, en tout cas, des paresseux ou des ivrognes. Vouloir les traiter comme des hommes libres est impossible, sans s'exposer, non seulement à ce qu'ils ne travaillent pas, mais encore à ce qu'ils commettent des scènes de désordre et se livrent dans la population agricole, française ou indigène, à une propagande néfaste."

L'Algérie est devenue en quelques mois un vaste camp d'internement pour les soldats russes.

Les conditions de travail et d'existence

"Les fils de fer barbelés, l'arbitraire illimité de l'administration locale, l'ab-

(5) *L'Union*, numéro du 24 mars 1919, article de Vladimir Bourtzév.

(6) S.H.A.T., 17N 687, rapport du 18 juin 1918.

(7) S.H.A.T., 17N 655, rapport du 30 octobre 1918.

(8) S.H.A.T., 7N 641, instructions du 10 février 1918.

(9) S.H.A.T., 7N 641, message de Clemenceau du 10 février 1918.

sence de tout contrôle, les baïonnettes et les crosses des troupes noires, les travaux toujours durs et souvent inutiles, même les dimanches et jours fériés, les fouets des spahis, l'absence de tout secours médical, malgré un nombre considérable de dysentériques et de paludéens, voilà le tableau des soldats russes en Algérie" (mémoire sur la situation des soldats russes en France, 24 juillet 1918) (10).

La situation matérielle des déportés est elle aussi dramatique. D'abord affectés à des travaux de coupe de bois et de défrichage sur les terrains militaires qu'ils occupaient, les Russes sont restés parqués dans de vastes camps, jusqu'à la formation des compagnies.

Pendant la guerre, le gouvernement avait déjà largement puisé dans les réserves humaines de l'Algérie pour former des unités combattantes. Plusieurs dizaines de milliers d'hommes avaient également été recrutés pour travailler en France. En juin 1916, le ministère des Munitions et celui de la Guerre avaient fait appel à 25 000 à 30 000 terrassiers. En septembre 1916, un décret avait institué un service auxiliaire, dans lequel furent versés tous les musulmans non incorporés du contingent : plus de 15 000 hommes furent de nouveau enrôlés. Ces prélèvements permanents ne cessaient d'inquiéter les colons. En novembre 1918, ceux-ci protestèrent vivement contre le maintien de "leurs" musulmans en France :

"Qu'on nous laisse d'abord notre main-d'œuvre, qu'on nous rende au plus tôt celle qui est en France ! Il y va de la vie même de ce pays" (11).

Au cours du conflit, les colons avaient pourtant réalisé de gros bénéfices, grâce notamment au recrutement de travailleurs parmi les populations du sud algérien et du Maroc, où les salaires étaient plus bas encore. Aussi, lorsque l'état-major informa qu'il pouvait fournir des bras russes pour quelques francs par jour, ils affirmèrent dans un premier temps qu' "à ce prix, personne en Algérie ou Tunisie" ne voudrait de cette main-d'œuvre (12).

Les colons s'inquiétaient surtout des bruits qui circulaient sur les raisons de

leur déportation et leur "maximalisme". Les autorités ayant fourni toutes les assurances sur la discipline et la surveillance de ces contingents, leurs "sentiments" évoluèrent rapidement. Le premier à "tenter l'expérience" fut un gros propriétaire de Berrouaghia. Il fit travailler une équipe de 250 Russes, et obtint, d'après les termes du général Brulard, "des résultats surprenants".

Le commandant de la base russe ajoute :

"Le bruit s'en étant répandu, les demandes des colons, alléchés par la modicité du salaire et l'importance du rendement, ne tardèrent pas à affluer, à un tel point qu'il devint impossible de les satisfaire toutes.

Aux moissons, aux vendanges, aux travaux de port et de chemin de fer, etc., les travailleurs russes ont donné une telle satisfaction que les employeurs ne voulurent plus les rendre et que, chaque jour, il en est demandé de nouveau (...). Il est à prévoir même que lorsqu'on les réclamera, l'on se retrouvera en présence d'une violente opposition, tout au moins de la part des particuliers qui ont à un invraisemblable bon compte une main-d'œuvre à grand rendement. Il est aussi à craindre que, pour cette raison, pendant la période d'hiver où il n'y a plus de gros travaux, les colons ne veulent garder qui deux, qui quatre, qui plus..., suivant l'importance du domaine, pour en faire de véritables valets de ferme."

Et il conclut à propos des salaires versés :

"L'examen complet de ces divers contrats démontre que dans les provinces d'Oran et d'Alger, il a été fait un véritable pont d'or aux employeurs et surtout aux colons, que d'une province à l'autre, les primes pour un travail semblable et d'un rendement égal sont sensiblement différentes et, en tout cas, peu favorables aux travailleurs" (13).

(10) S.H.A.T., 7N 633.

(11) *La Dépêche de l'est*, citée par Ageron (Charles-Robert), *Histoire de l'Algérie contemporaine*, p. 261.

(12) S.H.A.T., 17N 687, rapport du capitaine Dauphin du 8 février 1918.

(13) S.H.A.T., 17N 655, rapport du 30 octobre 1918.

A l'exception de quelques dizaines d'hommes travaillant dans des entreprises industrielles, les Russes sont par la suite employés à des "travaux agricoles" et à des tâches diverses, chez des colons et sous la contrainte de l'armée française.

L'employeur le plus important est la direction des chemins de fer de l'Etat algérien : un contrat a été signé en janvier 1918 pour l'emploi de 1 200 Russes. Ceux-ci ont été affectés aux chantiers de transformation en voie normale de la ligne Souk-Ahras-Tébessa, aux travaux d'arrachage des souches, aux exploitations forestières d'El-Adjiba et d'El-Eman, et, pour les plus qualifiés d'entre eux, aux ateliers de réparation ou aux dépôts de Perrégaux, Meneville, Sidi-Mabrouk, Bône et Souk-Ahras.

Les sociétés d'extraction minière d'Algérie, qui connaissent à cette période une situation de relative pénurie de main-d'œuvre, ont tout naturellement fait appel au gouverneur général pour que des hommes soient mis à leur disposition, en faisant valoir qu'elles ont "avantage" à "payer des primes de travail très inférieures aux salaires accordés à leurs ouvriers" (14). Près de 500 déportés ont ainsi été recrutés et dirigés vers Berrouaghia. Environ 250 Russes sont employés à des travaux d'acconage dans les divisions d'Oran (ports d'Arsew et d'Oran) et de Constantine (ports de Bône et de Philippeville).

Les employeurs disposent d'une main-d'œuvre à un compte très profitable. Dans la division d'Alger, le salaire à payer par l'employeur est fixé par exemple en 1918 à 1 franc par jour ouvrable, somme dont les Russes ne touchent qu'une infime fraction. Les déportés ne manquent pas de décrire dans leurs lettres les conditions de travail qui leur sont imposées.

Fort nombreux et violents sont également les commentaires des travailleurs contre la nourriture qui leur est servie :

— "Si tu me voyais, tu ne me reconnaîtrais pas. Je ressemble aux squelettes des musées anatomiques. Ne m'attendez donc pas en Russie, je serai bientôt mort" (mars 1918).

— "La nourriture est très mauvaise et le travail suffisant pour que, le soir,

on puisse à peine se traîner jusqu'à nos couchettes. On nous traite très mal, absolument comme du bétail" (avril 1918).

Le manque de nourriture est le sujet quotidien de plaisanteries :

"La soupe est remarquable, écrit un déporté, si on regarde dans la gamelle on aperçoit la France entière comme sur une carte" (mai 1918).

L'examen de la situation sanitaire des contingents russes d'Algérie dévoile là aussi une réalité effroyable. Si certains détachements possèdent une pharmacie ou des médicaments de secours, la majorité en sont totalement dépourvus. Les employeurs qui devraient assurer les évacuations sanitaires, à charge de remboursement par l'Etat, ne les effectuent bien souvent que pour les cas les plus critiques et fort tardivement.

Les trop rares infirmiers adjoints aux détachements russes s'avèrent insuffisamment compétents, des hommes "peu au courant de leur service", qui ne peuvent donner, même selon le général Nivelle, "que des soins rudimentaires" (15). Cette situation est rendue d'autant plus critique par les fortes chaleurs de l'Algérie, l'affaiblissement général des soldats, les accidents du travail et la présence de nombreux paludéens, en particulier au sein des unités provenant de l'armée d'Orient. Des instructions prescrivent de façon récurrente des mesures de "quininisation" préventive. Mais seuls certains responsables de détachements s'y conforment.

A ce manque général de moyens, il faut ajouter l'absence d'interprètes dans les détachements et dans les hôpitaux, qui rend les diagnostics et les traitements difficiles à établir. Des médecins déclarent qu'ils pratiquent "de la médecine vétérinaire" avec les déportés (16).

Comme en France, le commandement tient pour suspect le soldat se présentant à l'infirmerie ou se portant malade. Tout essai de se présenter devant le médecin pour réclamer son aide peut valoir au té-

(14) S.H.A.T., 17N 667, rapport du 5 février 1918.

(15) S.H.A.T., 17N 687, message du 9 novembre 1918.

(16) S.H.A.T., 17N 655, rapport du 30 octobre 1918.

méraire quelques jours d'arrêts de rigueur. Les soldats dénoncent avec force, et souvent avec humour, la médiocrité du personnel médical et la mauvaise qualité des soins.

Tout manque dans ces détachements, où vivent et travaillent ces milliers d'hommes pendant deux années. Tout manque au cantonnement, la liberté, les nouvelles, mais aussi de simples vêtements.

Oui, tout est refusé aux Russes sur la terre algérienne, tout jusqu'à un cimetière. Non pas que le commandement français refusât d'avancer la somme, car les derniers représentants de l'armée russe en France avaient proposé d'organiser une vaste collecte auprès des soldats. Mais le général Nivelles craignait qu'une partie des fonds recueillis n'alimente "*une propagande contraire au bon ordre*"... (17).

Pas de cimetière donc, mais des prisons.

Les compagnies disciplinaires d'Algérie

Après les premières semaines de leur présence en Algérie, les autorités estimaient que l'isolement des déportés entravait désormais la propagande révolutionnaire. Les officiers chargés de la surveillance des groupes de travail et les responsables du contrôle postal ne doutaient pas en revanche du "mauvais esprit" persistant de la troupe, de "leur haine" et de "leur mépris" pour la France. Même les volontaires pour la Légion ou les armées blanches étaient tenus en suspicion.

La résistance des hommes, en effet, ne cessait pas. Dès le mois de février, les services de renseignements avertissent que des travailleurs se livrent "*à une propagande bolchevique*" "*aussi bien dans les milieux européens qu'indigènes*".

En 1919, le nombre d'incidents, d'actes de sabotage, de refus collectifs de travail, de lettres de colère est décuplé : la "résignation" des Russes tend à s'effacer devant une volonté unanime de refus et de révolte. Plusieurs employeurs, "*me-*

nacés dans leur propriété", exigent immédiatement leur retrait total. Des travailleurs d'autres nationalités s'adressent aux déportés.

Les colons protestent de nouveau lors de la publication d'une note le 16 mars 1919, où ils croient à tort voir l'instauration de la journée de huit heures pour les Russes employés dans l'agriculture. Cette mesure risque, selon l'union agricole de Bône, de "*créer une situation dangereuse pour la production en donnant (l')exemple (aux) ouvriers agricoles indigènes*" (18).

C'est donc en prévention de tels événements, et pour mater des soldats "*de plus en plus imprégnés de bolchevisme*", que les autorités françaises ont créé une section disciplinaire à Mers-El-Kébir.

Les centres de détention

Au moment même où les contingents russes foulent le sol algérien, le commandement a déjà décidé la création d'une "*formation disciplinaire*", dont l'encadrement sera "*particulièrement choisi*", au fort de Mers-El-Kébir.

Au mois d'avril 1918, plus d'une centaine de déportés sont emprisonnés dans les locaux de la forteresse. Les arrestations dans les détachements font s'élever ce chiffre à 418 en juin, puis 425 en août. En septembre, les autorités opèrent le transfert des prisonniers de Mers-El-Kébir vers le camp du Kreider, situé également dans l'Oranais.

Cette mesure entre dans le cadre d'un plan plus vaste, qui entreprend à l'automne 1918 la création de compagnies disciplinaires dans les deux autres divisions d'Alger et de Constantine.

Face à la multiplication des actes d'indiscipline, le commandant de la division d'Alger a jugé en effet urgent d'isoler les "*meneurs susceptibles de susciter et d'organiser des actes collectifs d'insu-*

(17) S.H.A.T., 7N 636, message de la présidence du Conseil du 25 août 1919.

(18) S.H.A.T., 7N 638, télégramme du 14 avril 1919.

bordination” (19). Le siège de cette deuxième “unité spéciale” est fixé à Djelfa, où plusieurs dizaines de soldats ont déjà été enfermés. Dès le mois de janvier 1919, le commandement de la division d’Alger informe Nivelles que cette section, où sont emprisonnés plus d’une centaine “d’irréductibles”, est à son tour “encombrée” et, de surcroît, “pas assez redoutée”. Une autre section disciplinaire, dont les effectifs semblent ne jamais avoir dépassé quelques dizaines de prisonniers, est créée à Tolga, dans la division de Constantine. Un “camp d’isolement”, enfin, est établi au début de l’année 1919 à Médéa, dans l’Algérois, pour accueillir les réfractaires.

Au total, près de 400 déportés sont internés en moyenne chaque mois, pour des durées variables, dans les différentes sections disciplinaires. L’été 1919 verra le nombre de détenus s’accroître considérablement à l’annonce des premiers départs vers la Russie.

La vie des prisonniers

Un détenu raconte :

“Mes chers parents, je vous annonce que nous sommes en Afrique depuis janvier, nous étions dans le Sahara, on nous oblige à creuser la terre et à assécher un marécage. On nous donnait deux livres de pain par jour et on nous faisait travailler dix heures (...). On nous faisait porter des pierres et nous avons refusé de travailler, alors on nous a expédiés au bataillon de discipline et quelques-uns ont été envoyés dans les plaines.

On laissait crever de faim tous les soldats qui ont commencé à tomber sur le sol, alors on les a attachés à la queue des chevaux et on les a fait courir dans la plaine, un est mort.

Au bataillon où on nous a conduits, on nous donne deux livres de pain pour six, on nous fait souffrir comme cela depuis 38 jours, on nous a privés de soupe, on ne nous donne que de l’eau, nous couchons sur un parquet de ciment et on nous oblige à nous engager à la Légion. Tous, on nous laisse crever de faim et nous sommes tellement épuisés que nous

ne nous levons pas, il y en a un qui est mort ces jours-ci” (août 1918).

Un autre demande à ses camarades de se soumettre au travail et de ne pas “faire de résistance”, car, écrit-il, “si vous tombez ici, vous direz qu’il est préférable de mourir que de vivre” (août 1918).

Ces arrestations alimentent de nombreuses discussions et réactions dans les détachements. Chacun se sent solidaire des hommes qui ont le courage et la force qui manquent parfois aux autres. Plusieurs collectes sont organisées. De nombreux récits évoquent également le camp du Kreider. En octobre 1918, les hommes, employés à casser “à la tâche” des cailloux, y reçoivent une prime de 2 francs par m³, sur laquelle l’Etat prélève encore 1,50 franc ! Les “disciplinaires” sont employés par la suite à la fabrication de paillasons. La Ligue républicaine russe, pourtant peu suspecte de “bolchevisme”, écrit à propos de ce camp :

« Il se trouve à la frontière même du grand désert. Pas de baraques, des tentes seulement, les simouns et les vents de sable sont constants, les aliments, les vêtements sont également pleins de sable. Pour la même raison, les maladies d’yeux sont très fréquentes et se multiplient. Tous souffrent cruellement des chaleurs (...). Le camp tout entier est entouré de fils de fer barbelés. Personne n’est autorisé à sortir du camp, personne ne peut se rendre au village tout proche pour acheter un complément quelconque au modeste ordinaire ; personne, sauf les mouchards, volontaires pour dénoncer leurs camarades qui tiennent des propos peu obligeants envers l’administration russe ou française (...). Les sous-officiers et sentinelles noires ont reçu pleins pouvoirs d’agir avec un sang-froid et une rigueur extrêmes, aussi jouent-ils volontiers et souvent de la crosse et de la baïonnette. Les spahis remplacent la crosse et la baïonnette par des coups de sabre à plat et par des “cravaches lourdes”, qui rappellent à nos soldats les “nagaïkas” des cosaques

(19) S.H.A.T., 17N 655, lettre du 15 septembre 1918.

russes. C'est pourquoi nos soldats appellent les spahis les "cosaques français". L'une des punitions les plus humiliantes est celle-ci : on attache le délinquant à la selle du spahi, et celui-ci le pousse au galop sur une dizaine de kilomètres et même plus, en le stimulant à coups de cravache » (20).

Au cours de l'été 1918, le général Brulard réunit un groupe d'"irréductibles", qui refusaient tout travail, "même le balayage de leur tente et l'épluchage des légumes", et justifia les mesures prises à leur encontre. Il insista notamment sur le fait que "personne n'avait le droit de ne pas travailler" et (qu')ils ne recevraient (...) que la quanti-

té d'aliments que les médecins déclaraient suffisante pour qu'un homme continue de vivre"(21).

Les Russes enfermés dans les sections disciplinaires d'Algérie continuent effectivement "de vivre", de penser et de résister aux pressions des autorités dans des conditions de détention effroyables. Mais à Mers-El-Kébir, au Kreider, dans les divisions d'Alger, Oran ou Constantine, la révolution se frayait un chemin par-dessus les enceintes militaires et les baïonnettes françaises.

(20) *L'Union*, numéro du 24 mars 1919.

(21) S.H.A.T., 17N 655, rapport du 30 octobre 1918.

**Moïse Solomonovitch
Ouritski
et la Tchéka**

(Jean-Jacques Marie)

Moïse Ouritski, vieux compagnon d'armes de Trotsky et l'un de ses rares amis personnels, adhéra au Parti bolchevique avec lui en juillet 1917 et fut immédiatement élu au comité central. Farouchement hostile à la paix de Brest-Litovsk, il se vit confier la direction de la Tchéka à Petrograd. Il fut assassiné le 30 août 1918. Dans le dossier Dzerjinski des archives du CRDEC, figure la lettre de Moïse Ouritski qu'on lira ci-dessous, non datée, adressée à Dzerjinski, le chef de la Tchéka, où il demande la révocation de membres de la Tchéka, qu'il accuse de brutalités.

« Cher camarade,
Lors d'un interrogatoire, Vsevolod Anossov m'a indiqué les choses suivantes :

“J'ai été interrogé par Vladimirov, Trepalov, trois autres encore, et Rotenberg... Vladimirov m'a menacé de me fusiller. Lors du second interrogatoire, il m'a tiré dessus à blanc. Lors du troisième interrogatoire, il a, en présence de Trepalov, tiré deux coups de feu sur un manteau, sur une chaise près de moi. Trepalov a dit qu'il me signait mon arrêt de mort et que je serais fusillé ; il m'a promis de me fusiller à quatre heures de la nuit. Je suis resté six jours à la Tchéka (B Loubianka 11). Puis, j'ai été transféré à la prison de la Taganka, où je suis resté neuf jours dans la cellule d'isolement n° 337.”

Comme je considère que ces méthodes d'interrogatoire sont inadmissibles en général et plus encore à l'égard d'enfants de quatorze ans, je vous demande de prendre des mesures immédiates pour tirer cette affaire au clair et pour engager des poursuites contre les coupables. J'espère que vous ne refuserez pas de me communiquer les résultats de votre vérification et de la décision que vous prendrez.

Avec mes salutations de camarade. »

Moïse Ouritski

La liquidation d'un "Juif rouge"

LE texte non daté, publié dans *Argoumenty i Fakty* (10 novembre 1991), doit avoir été rédigé à la fin de mai ou au début de juin. Le dossier Dzerjinski ne contient pas le texte de la réponse du chef de la Tchéka.

Mais, manifestement, les six tchékistes contre lesquels Ouritski demande des sanctions ne restent pas les deux pieds dans le même sabot et mobilisent leurs camarades contre Ouritski. Quelques jours plus tard, le 12 juin, la réunion de fraction des cadres communistes de la Tchéka se penche sur lui. Les 55 présents se voient soumettre une résolution, dont le dernier paragraphe le concerne :

"Proposer au comité central du parti de démettre le cam. Ouritski de son poste à la Tchéka de Petrograd et de le remplacer par un camarade plus ferme et plus décidé, capable de mener avec résolution et sans défaillance la tactique de répression et de lutte contre les éléments ennemis qui veulent ruiner le pouvoir soviétique et la révolution."

Cette résolution fut adoptée avec seulement 2 voix contre et 6 abstentions sur 55 présents. Bref, 47 présents sur 55 ont voté pour la destitution d'Ouritski. Un résultat aussi massif ne peut avoir été obtenu par les seuls intrigues des six tchékistes dont Ouritski a demandé le châtiment. Un tel vote suppose que Dzerjinski lui-même, le chef de la Tchéka, ait au moins soutenu, sinon provo-

qué, ce vote de défiance. Le comité central refusa de déférer à l'exigence de la réunion de fraction des cadres tchékistes et maintint Ouritski à la tête de la Tchéka de la ville, où grouillaient les complots et où couraient les rumeurs les plus excitées sur la "férocité" d'Ouritski, le "Juif rouge".

Lors de la discussion sur la paix de Brest-Litovsk, de janvier à mars 1918, Ouritski est le plus acharné des "communistes de gauche", partisans du refus de signer et de la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne. Il est l'un des quatre membres du comité central qui, jusqu'au bout, refusent de voter pour la signature. Il reproche à Lénine d' "envisager les choses du point de vue de la Russie et non du point de vue international". Il affirme : "Après avoir pris le pouvoir, nous avons oublié la révolution mondiale (...). Notre capitulation devant l'impérialisme allemand retardera la révolution naissante en Occident."

Membre du Conseil restreint des commissaires du peuple, c'est lui qui, le 23 février, lit au comité central la déclaration des "communistes de gauche" démissionnant de toutes leurs responsabilités dans le parti et le gouvernement. Il exige la liberté de propagande dans le parti même après la signature de la paix. Il est l'un des trois membres de la rédaction de l'hebdomadaire fractionnel des "communistes de gauche", *Kommounist*, lancé à Petrograd fin février.

Au VII^e Congrès du Parti bolchevique (mars 1918), où Lénine lui reproche de tirer ses critiques des journaux S-R de gauche, il déclare : *“Les défaites peuvent promouvoir le développement de la révolution socialiste en Europe de l’Ouest beaucoup plus que cette paix obscène.”*

C’est lui qui lit la déclaration des “communistes de gauche” refusant d’entrer au comité central où, élu suppléant, il refuse de siéger plusieurs mois durant. C’est sans doute cet acharnement qui pousse les cadres de la Tchéka à exiger sa démission. Mais le comité central de Lénine ne comprend pas la discipline comme la Tchéka...

Le 30 août 1918, le même jour où, à Moscou, Fanny Kaplan tire sur Lénine et le blesse grièvement, l’étudiant Kanneguisser, sympathisant des socialistes-révolutionnaires de droite, abat Ouritski. Le meurtre a été facile à réaliser. Ouritski n’avait pas de garde du corps. Kanneguisser s’est installé sur un banc dans le couloir d’entrée, après avoir, la veille ou l’avant-veille, téléphoné personnellement à Ouritski — qui lui a répondu —, sans doute pour vérifier son heure d’arrivée. Quand Ouritski est entré, seul, Kanneguisser s’est avancé vers lui, a tiré son revolver, l’a abattu et est sorti par la porte. S’il n’avait pas commis la maladresse de s’enfuir à vélo — et ainsi de se faire remarquer — au lieu de disparaître à pied dans la foule, l’assassin n’aurait même pas été rattrapé.

Le romancier russe émigré Marc Aldanov, qui connaissait personnellement

Kanneguisser, a consacré un récit à cet assassinat, où il tente de présenter Ouritski sous les traits d’une parfaite médiocrité. La revue stalinienne russe *Nach Sovremennik*, de novembre et décembre 1995, et janvier 1996, a fait beaucoup mieux : elle a publié un article d’un certain Nicolas Koniaiev, intitulé *“La perte des Moïses rouges”*, consacré à Moïse Solomonovitch Ouristki et à un autre bolchevik, Moïse Marcovitch Volodarski, assassiné le 20 juin par un terroriste socialiste-révolutionnaire. Non seulement l’article présente Ouritski comme un acharné de la terreur, mais il l’accuse de plus d’avoir lui-même fait assassiner son camarade Volodarski, qui portait le même prénom que lui.

Page 153 du numéro de décembre, on peut lire : *“Quelques semaines plus tard, Ouritski enverra le camarade Jurgenson organiser le meurtre de son ami Moïse Marcovitch Volodarski. Dans cette affaire, le camarade Jurgenson agira encore plus maladroitement que lors de la perquisition chez Zlotnikov, ce pourquoi il sera bientôt fusillé sur ordre du bon plaisantin, le chef de la Tchéka de Petrograd.”*

Sous-entendu : les *“Juifs rouges”* sont de si sanglants tueurs qu’ils s’abatent même entre eux. Inutile de dire qu’il s’agit là d’une affabulation digne du Petit Père des peuples et de son école, toujours bien vivante.

Jean-Jacques Marie

Vadim Rogovine :

**L'Armée rouge
en 1938**

**A qui a profité
la grande purge ?**

Les survivants :



Vorochilov (à gauche) et Boudionny (au centre).

Une partie des officiers supérieurs liquidés :



De gauche à droite : Unchlicht, Eideman, Gorianov, Khalakov, Ouritski et Alksnis lors d'une parade en 1935.

**“Si les cadres éduqués, formés par le parti et passés par l'école de la guerre civile, étaient restés en vie, les événements auraient pris un tout autre cours quand Hitler a attaqué l'Union soviétique...”
(Nikita Khrouchtchev)**

TROTSKY considérait que l'extermination de la fleur du commandement de l'Armée rouge à la veille de la guerre était un fait “sans précédent dans l'histoire humaine” (1) et la preuve la plus éclatante que Staline “sacrifiait systématiquement les intérêts de l'ensemble”, c'est-à-dire du pays, quand ceux-ci entraient en conflit avec ses intérêts propres (2). Il pensait que Staline avait exterminé les meilleurs chefs militaires soviétiques essentiellement parce qu'il “faisait tout pour amadouer l'armée, mais en avait mortellement peur” (3).

Pendant les purges de 1933-1936, la presse soviétique avait vanté la solidité et la probité des cadres communistes de l'armée. Les chiffres exceptionnellement bas de communistes exclus dans l'armée confirmaient cette assertion. Pendant la grande purge, les principales victimes avaient été les commandants membres du parti, si bien que, dès la fin de 1937, le nombre de communistes dans l'armée était tombé à 150 000 membres, soit deux fois moins qu'en 1932 (4).

Dressant le bilan de la première année de purges, Barmine écrivait : “Je connais bien le corps dirigeant de l'Ar-

mée rouge, je ne peux y compter qu'une dizaine de stratèges talentueux et indépendants, capables de mener les opérations de façon créative et de diriger des masses armées dans les conditions extrêmes d'une guerre moderne. Staline peut se vanter d'avoir liquidé sept d'entre eux par le seul massacre de juin... (le procès des chefs militaires, V. R.). Il ne reste plus que deux grands stratèges, les maréchaux Blücher et Egorov. Ils ont survécu... Pour combien de temps (5) ?”

Le procès de juin 1937 donna le signal d'une vaste campagne d'extermination des cadres de l'armée. Neuf jours seulement après l'exécution des accusés, 980 commandants et responsables politiques étaient déjà arrêtés (6).

Le 21 juin, Vorochilov et Iejov signaient un ordre secret appelant tous les

(1) Léon Trotsky, *Staline*, tome II, p. 211.

(2) *Ibidem*, p. 250.

(3) *Ibidem*, p. 210.

(4) Iou. Petrov, *Partiïnoe stroitelstvo v Sovietskoi armii i Flote* (“Construction du parti dans l'armée et la flotte soviétiques”), Moscou, 1964, p. 312.

(5) Archives de Trotsky, n° 15 865, p. 12.

(6) *Reabilitatsia*, p. 299.

militaires “*impliqués dans l’activité contre-révolutionnaire d’organisations fascistes ou de sabotage, ou en ayant eu connaissance*”, à s’avouer coupables et, à ce prix, leur promettait l’amnistie. Mais personne ne s’avoua coupable, ce qui ne fit qu’augmenter la fureur de Staline, qui avait exigé de renforcer la répression dans l’armée. Au cours de l’été 1937, Iejov déclara à une réunion du NKVD que Staline considérait que “*le complot fasciste militaire devait avoir de nombreuses ramifications*” (7).

Une partie notable des arrestations de cadres supérieurs de l’armée eut lieu sur instruction directe de Staline. C’est ainsi qu’ayant pris connaissance du rapport d’interrogatoire d’Alexandrovski, chef adjoint du service de renseignement de l’armée, Staline le renvoya à Iejov avec la mention “*à arrêter*” en face de 30 noms cités par le prévenu (8).

Dans toutes les unités militaires régnait une atmosphère hystérique de chasse à l’ennemi du peuple, accusation qui frappait bien entendu en premier lieu les anciens opposants. On en dressa la liste exhaustive dans toutes les unités et toutes les écoles militaires. C’est ainsi que le comité directeur de l’Académie militaire électrotechnique envoya à la direction politique du conseil révolutionnaire militaire une liste de 290 communistes de l’académie qui “*avaient participé à l’opposition ou à des groupements anti-parti, avaient eu des hésitations, avaient défendu des opposants ou eu des liens avec ces derniers*” (9).

Une autre catégorie soumise à une purge totale fut celle des “étrangers”. Le 10 mars 1938, Malenkov fit établir par Mekhlis la liste de tous les communistes polonais, allemands, lettons, estoniens, finnois, lituaniens, bulgares, grecs, coréens, etc., de l’armée.

En juin 1938, Vorochilov faisait licencier tous les commandants et responsables politiques de ces nationalités ou nés à l’étranger (10). On sentait, dans tout cela, l’idée ancrée chez Staline qu’il est impossible de faire confiance à un “étranger”, toujours susceptible de trahir les idéaux socialistes, même s’il leur a consacré toute sa vie.

Le ministère de la Défense a tenu un compte minutieux des victimes de la répression. Il ressort du rapport adressé par Chtchadenko, responsable de la section du commandement du commissariat du peuple à la Défense, à Staline, Molotov, Vorochilov et Andreiev, que, du 1^{er} mars 1937 au 1^{er} mars 1938, 21 300 membres de l’armée avaient été licenciés, dont 17 400 pour raison politique, et 5 329 arrêtés. La répression frappait surtout le haut commandement, mais les échelons moyens et inférieurs étaient également sérieusement affaiblis. Dans la seule période du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre 1937, plus de 14 500 capitaines et lieutenants furent exclus de l’armée (11).

Parallèlement à la bacchanale de la répression, l’armée était frappée d’une vague de suicides. Il s’agissait le plus souvent de gens traqués et sur le point d’être arrêtés. C’est ainsi qu’accusé d’avoir, douze ou quinze ans plus tôt, manifesté de la sympathie pour Trotsky, le chef d’un des départements de la défense, Levenson, se logea une balle dans la tête. On enregistra dans l’armée 728 suicides ou tentatives de suicide en 1937, et 832 en 1938 (12).

De nombreux commandants, passés par la première étape de la répression (exclusion du parti ou licenciement de l’armée), s’engagèrent sur la seule voie possible pour sauver leur vie, faisant appel ou déposant plainte auprès des organes supérieurs. Le flot de réclamations fut tel que l’appareil bureaucratique n’avait pas le temps de les traiter. Au début de l’année 1938, Chtchadenko rédigea une note selon laquelle 20 000 plaintes accumulées au ministère de la Défense n’avaient pas été examinées et 34 000 n’avaient pas abouti à une décision définitive (13).

En août 1938, seulement, comme le pogrom déchaîné dans l’armée menaçait

(7) *Voprossy istorii*, 1991, n° 6, pp. 29-30.

(8) *Reabilitatsia*, p. 299.

(9) *Voprossy istorii KPSS*, 1991, n° 6, p. 23.

(10) *Izvestia Ts. K. KPSS*, 1990, n° 1, p. 188.

(11) *Voprossy istorii*, 1991, n° 6, p. 30.

(12) *Kommounist*, n° 17, p. 73.

(13) *Znamia*, 1989, n° 10, p. 75.

de la rendre totalement impossible à diriger, une commission spéciale fut constituée pour examiner les plaintes déposées par les commandants licenciés ; sur environ 30 000 dossiers, elle réintégra 12 500 commandants et responsables politiques (14).

Certains commandants s'inquiétèrent publiquement des effets destructeurs de la purge dans l'armée sur la capacité défensive du pays. Ainsi, le chef du département chimie, Stepanov, déclara à une assemblée générale de communistes : *"Voyez ce qu'on fait avec les cadres. Dans la région, 40-45 % des cadres de notre département sont arrêtés, 60-65 % des chefs de corps et de division également... Nous sommes actuellement si affaiblis et démoralisés que nous ne pourrions pas combattre (15)"*. A une réunion du conseil militaire du ministère de la Défense, le commandant de la région du Sud-Caucase, N. V. Kouïbychev, déclara que la capacité de combat des troupes était insuffisante. *"La principale raison en est, déclara-t-il, que la région a perdu beaucoup de cadres."* Ce à quoi Vorochilov lui lança cette réponse "ras-surante" : *"Pas plus qu'ailleurs"* (16).

Vorochilov tira le bilan des purges dans l'armée à la séance du conseil militaire du 29 novembre 1938 : *"Quand, l'année dernière, le tribunal révolutionnaire démasqua et liquida un groupe de misérables traîtres à notre patrie et à l'armée dirigé par Toukhatchevski, nous ne pouvions pas imaginer, nous n'imaginions pas, malheureusement, que cette saloperie, cette pourriture, cette trahison aurait si largement et profondément pénétré les rangs de notre armée. Pendant toute les années 1937 et 1938, nous avons dû purger impitoyablement nos rangs, élaguant sans pitié les parties infectées de l'organisme, jusqu'à la chair saine, lavée de l'abjecte pourriture de la trahison... La purge a été radicale et totale (...), des sommets jusqu'à la base (...). C'est pourquoi le nombre des épurés est tout à fait impressionnant. Il suffit de dire que, dans cette période, nous avons épuré plus de 40 000 personnes (17)."*

De mai 1937 à septembre 1938, près de la moitié des commandants de régi-

ment, presque tous les commandants de brigade et de division, tous les commandants de corps d'armée et tous les commandants de région furent victimes de la répression (18). A de rares exceptions près, tous les chefs d'administration et autres responsables du ministère de la Défense et de l'état-major général, tous les dirigeants des académies et instituts militaires, tous les dirigeants de la flotte maritime de guerre et les commandants de flotte et de flotilles furent arrêtés. A la suite de Toukhatchevski, tous les autres adjoints au ministre de la Défense, Egorov, Alknis, Fedko et Orlov, furent arrêtés et fusillés.

Le pourcentage de victimes était d'autant plus élevé qu'on montait dans la hiérarchie. Sur 837 promus à des distinctions militaires individuelles en novembre 1935, 720 furent victimes de la répression (19). Après la grande purge, des 16 promus au grade de commandant d'armée ou de maréchal, ne restaient en vie que Vorochilov, Boudionny et Chapochnikov.

La bienveillance particulière de Staline pour Chapochnikov, ancien colonel de l'armée tsariste, entré au parti seulement en 1930, s'expliquait sans doute par le fait que Chapochnikov, pendant la guerre soviéto-polonaise de 1920, avait publié dans un journal de l'armée un article chauvin sur *"la nature jésuite des Polacks"*, auxquels il opposait *"l'esprit honnête et ouvert des Russes"*. Après la publication de cet article, le journal avait été fermé sur ordre spécial de Trotsky et Chapochnikov avait été éloigné de l'état-major général (20).

Des neufs militaires élus au comité central par le XVII^e Congrès, seuls survécurent Vorochilov et Boudionny.

(14) *Kommunist*, 1990, n° 17, p. 75.

(15) *Oni ne moltchali* ("Ils ne sont pas restés silencieux"), p. 379.

(16) Samsonov A. M., *Znat' i pomnit'* ("Savoir et se souvenir"), Moscou, 1988, pp. 281-282.

(17) *Reabilitatsia*, pp. 300-301.

(18) *Velikaïa Otetchestvennaïa Voïna. 1941-1945. Kraïkaïa istoria* ("La Grande Guerre patriotique. Histoire abrégée"), Moscou, 1965, pp. 39-40.

(19) Samsonov A. M., *Znat' i pomnit'*, p. 316.

(20) Léon Trotsky, *Staline*, tome II, p. 273.

Il faut souligner que les chefs militaires fusillés étaient dans la plénitude de leurs forces physiques et morales. Parmi les prévenus du procès de juin 1937, le plus âgé (Kork) avait 49 ans et le plus jeune (Poutna) 39. Toukhatchevski n'avait que trois ans de plus que Joukov et Rokossovski, qui étaient en 1937 commandants de division.

Le corps des responsables politiques de l'Armée rouge et de la flotte fut totalement dévasté. Pendant la seule année 1938, 3 176 responsables politiques furent licenciés, dont 265 "en liaison avec l'arrestation de...", 989 exclus du parti, 187 pour avoir autrefois participé à des groupes à l'intérieur du parti et 863 conformément à la directive du ministre de la Défense sur les "étrangers" (21). Les seize responsables politiques promus en 1935 au grade le plus élevé de commissaire militaire furent tous fusillés.

La plupart des théoriciens et historiens militaires furent victimes de la répression et leurs ouvrages retirés de la circulation.

Plus le rang des victimes de la répression était élevé, plus le pourcentage de fusillés était important. Des 408 membres de la direction et du commandement de l'armée condamnés par le tribunal militaire, 401 furent condamnés à mort et seulement sept à diverses peines de détention (22). Parmi les commandants de brigade, de division, de corps, 643 furent fusillés, 63 moururent pendant leur garde à vue, 8 se suicidèrent et 85 furent condamnés à de lourdes peines (23). L'Armée rouge perdit plus de chefs militaires de rang supérieur du fait de la répression avant la guerre que pendant toute la durée de celle-ci.

En 1935, fut constitué un conseil militaire auprès du ministère de la Défense, auquel participaient 85 dirigeants au plus haut niveau de l'armée et de la flotte. Voici quel fut leur sort. L'un d'eux (S. S. Kamenev) mourut en 1936, deux, sur le point d'être arrêtés, se suicidèrent, 76 furent victimes de la répression dans les années 1937-1938. Parmi eux, 68 furent fusillés, un (Blücher) fut battu à mort pendant son interrogatoire à la prison de Le-

fortovo, un mourut en camp et trois sortirent de camp après la mort de Staline (24). Seuls neuf d'entre eux ne furent pas inquiétés pendant la grande purge, mais trois furent victimes de la répression par la suite : Chtern, fusillé en 1941, Koulik en 1950, Meretskov, arrêté en 1941, libéré de prison au bout de quelques mois et réintégré dans l'armée. Ainsi, seuls six hommes échappèrent à la répression (Vorochilov, Boudionny, Timochenko, Chapochnikov, Apanassenko et Gorodovikov). Tous, sauf Chapochnikov, avaient servi dans la Première Armée de cavalerie pendant la guerre civile.

Commentant les informations (très partielles) dont il disposait sur la purge dans l'Armée rouge, Trotsky rappelait que, pendant la Première Guerre mondiale, le gouvernement tsariste avait fait arrêter le ministre de la Guerre, accusé de trahison. A ce sujet les diplomates étrangers disaient au premier ministre Sazonov : "Votre gouvernement est bien fort, pour se décider en temps de guerre à arrêter son propre ministre de la Guerre." En effet, à la veille de son écroulement, le gouvernement s'était montré fort, écrivait Trotsky. "Le gouvernement soviétique n'a pas seulement arrêté Toukhatchevski, qui était de fait son premier ministre de la Guerre, il en a aussi exterminé tout le personnel militaire dirigeant de l'armée, de la flotte et de l'aviation (25)."

Parmi les commandants de haut rang qui survécurent, il n'en est pas un seul sur qui les organes du NKVD n'aient réuni de matériel compromettant. Il en existait pour Joukov, Konev, Malinovski, Bagramian, Sokolovski et sur les autres futurs maréchaux et chefs militaires de la Grande Guerre patriotique. Tous subirent pendant la grande purge de multiples épreuves et humiliations. C'est ainsi que, le 9 février 1938, Joukov dut insérer dans son autobiographie le paragraphe suivant : "Je n'ai pas et n'ai jamais eu

(21) *Izvestia Ts. K. KPSS*, 1990, n° 3, p. 193.

(22) *Reabilitatskia*, p. 302.

(23) *Argumenty i fakty*, 1995, n° 41.

(24) *Izvestia Ts. K. KPSS*, 1989, n° 4, p. 80.

(25) Léon Trotsky, *Staline*, tome II, p. 278.

de lien avec les ennemis du peuple. Je n'ai jamais été chez eux et ne les ai jamais reçus. Ma femme non plus n'a jamais eu aucun lien avec eux et n'a jamais été chez eux. Mes liens avec Ouborevitch, Mezis et autres ennemis du peuple ont été d'ordre strictement professionnel (26)."

Konev fut dénoncé en 1937, pour avoir, lors d'une conférence du parti de la région militaire de Biélorussie, "*défendu personnellement Ouborevitch (qui n'était pas encore arrêté, V. R.) et avoir fait son éloge comme individu et comme membre du parti*" (27). A la suite de quoi, Konev envoya une lettre au comité central, où il déclarait "*avoir eu des relations de service avec les ennemis du peuple Ouborevitch et Feldman, mais ne jamais les avoir considérés comme des bolcheviks*". En même temps, il se reconnaissait coupable de "*n'avoir jamais officiellement posé la question de l'activité hostile de ces gens*".

Konev connut une autre épreuve pendant son discours à un meeting d'un des régiments de sa division, où il avait dit : "*Il faut se souvenir que, selon les indications du camarade Staline, deux à trois fois plus d'espions et de saboteurs seront infiltrés chez nous que dans les pays capitalistes.*" On lui fit aussitôt remarquer son lapsus et il "se corrigea" (il fallait dire "*comme l'a indiqué le camarade Staline*"). Néanmoins, il envoya au comité central une déclaration de repentir pour la "faute" commise (28).

A la fin de la grande purge, il restait fort peu de survivants parmi ceux qui, comme Konev ou Joukov, étaient commandants de division en 1937. Le corps renouvelé des officiers généraux de l'Armée rouge était majoritairement composé de gens promus à la hâte, et dont les connaissances militaires et l'expérience ne correspondaient visiblement pas à leurs nouvelles fonctions. Il en était de même à tous les niveaux de la hiérarchie militaire. Une note d'information présentée à Staline sur la composition des cadres de commandement indiquait qu'en 1939, près de 85 % des commandants à tous les niveaux avaient moins de 35 ans (29).

Les données suivantes témoignent du niveau de préparation des commandants militaires de rang moyen et supérieur. Même parmi les commandants d'armée, il y avait des gens dépourvus d'instruction militaire supérieure. Sur 225 commandants de régiment convoqués à des manœuvres pendant l'été 1940, 25 seulement sortaient d'une école militaire et 200 avaient seulement suivi les cours de sous-lieutenant (30). 7 % seulement des commandants avaient une instruction militaire supérieure et 37 % n'avaient même pas achevé leur cursus dans une école secondaire militaire (31).

Les conséquences tragiques de ce massacre des cadres de l'armée apparurent dès la période de la guerre finlandaise. C'est visiblement cette expérience malheureuse qui poussa Staline à ordonner la libération et la réintégration dans l'armée d'une partie des commandants alors détenus dans les prisons ou les camps. Sur 9 579 commandants arrêtés en 1937-1938, 1 457 furent libérés et réintégrés dans l'armée dès les années 1938-1939 (32). A la veille de la Grande Guerre patriotique et pendant les premiers mois de celle-ci, environ un quart des officiers et généraux encore en vie furent libérés et reprirent du service (33). Parmi eux, le futur maréchal Rokossovski, qui avait passé deux ans et demi dans une prison intérieure du NKVD.

Mais ce "flux inverse" ne pouvait avoir une influence déterminante sur la capacité de combat de l'Armée rouge, car il ne portait que sur 10 % environ des membres du haut commandement licenciés ou arrêtés (34).

La destruction du corps des généraux et des officiers, non seulement avait sai-

(26) *Les Izvestia*, 8 mai 1992.

(27) *Oni ne moltchali*, p. 377.

(28) *Les Izvestia*, 8 mai 1992.

(29) *La Pravda*.

(30) *Znamia*, 1989, n° 10, p. 41.

(31) *Velikaïa Otetchestvennaïa Voïna. 1941-1945. Kratkaïa Istoria*, p. 40.

(32) *Argoumenty i fakty*, 1995, n° 41.

(33) *Velikaïa Otetchestvennaïa Voïna. 1941-1945. Kratkaïa Istoria*, p. 40.

(34) *Voprossy istorii KPSS* 1990, n° 5, p. 31.

gné à blanc l'Armée rouge, mais y avait sapé la discipline et l'ordre militaire. Le rétablissement, dans ces conditions, de l'institution des commissaires, qui créait une situation de double pouvoir dans les subdivisions, affaiblit encore plus la direction des unités militaires. Décrivant la situation dans l'armée qui résultait de tous ces facteurs, Trotsky écrivait : « *Le film de l'histoire tourne à l'envers, et ce qui était une mesure progressiste de la révolution (la mise en place de conseils de guerre et l'institution des commissaires, V. R.) réapparaît sous la forme de sa repoussante caricature thermidorienne... A la tête de l'armée se trouve Vorochilov, commissaire du peuple, maréchal, couvert de décorations etc. Mais le pouvoir de fait appartient à Mekhlis, l'agent de Staline et de Iejov, qui, sur instruction directe de Staline, met l'armée sens dessus dessous. Et il en est de même dans chaque région militaire, dans chaque division, chaque régiment. Partout, il y a un Mekhlis, agent de Staline et Iejov, qui impose la "vigilance" au lieu des connaissances, de l'ordre et de la discipline... Tous les rapports dans l'armée ont pris un caractère instable, vacillant, flottant. Personne ne sait où finit le patriotisme, où commence la trahison. Personne n'est sûr de ce qui est permis ou interdit. Quand il y a contradiction entre les ordres du commandant et ceux du commissaire, chacun doit deviner quelle est la voie qui mène à la décoration et quelle est celle qui mène en prison. Tous sont dans l'attentisme et regardent avec inquiétude autour d'eux. Les honnêtes gens baissent les bras. Les coquins, les voleurs et les carriéristes font leurs petites affaires en se couvrant par des dénonciations patriotiques. Les fondements de l'armée chavirent. Le laisser-aller règne dans les petites comme dans les grandes choses. Les armes ne sont ni nettoyées ni vérifiées. Les casernes ont un air sale et peu avenant. Le toit fuit, les bains sont en nombre insuffisants, les soldats portent du linge sale. La nourriture est de plus en plus mauvaise et n'est pas servie en temps et en heure. En réponse aux réclamations, le commandant renvoie au commissaire et le commissaire accuse le commandant.*

Les véritables fautifs se protègent en dénonçant les saboteurs. Parmi les commandants, l'ivrognerie gagne, et sur ce terrain les commissaires ne sont pas en reste. Un régime d'anarchie, dissimulé sous le despotisme politique, ronge aujourd'hui tous les aspects de la vie soviétique ; mais, dans l'armée, il est particulièrement mortel, car elle ne peut vivre que dans les conditions d'un régime d'équité et d'une totale transparence dans tous les rapports (35).»

Les témoignages les plus honnêtes de chefs militaires soviétiques confirment la justesse du tableau de la vie à l'intérieur de l'armée dressé par Trotsky (et reconstitué, visiblement, en généralisant des faits tirés de la presse soviétique). Dans un entretien avec C. Simonov, Joukov disait que les faiblesses de l'armée soviétique, apparues au cours de la guerre avec la Finlande, étaient "le résultat des années 1937-1938, leur résultat le plus terrible. Si l'on compare l'état de préparation de nos cadres avant ces événements, en 1936, et après, en 1939, il faut constater une baisse très sensible. La discipline était au plus bas, il y avait même des cas d'absences irrégulières, de désertions. De nombreux commandants se sentaient découragés, impuissants à rétablir l'ordre" (36).

La répression contre les cadres supérieurs avait créé une situation où les militaires de tout rang, à commencer par les soldats, étaient appelés à "démasquer" leurs chefs. Cette situation eut des effets désastreux sur la discipline au début de la guerre.

Le contre-espionnage allemand suivait de près la purge dans l'Armée rouge. Le 28 janvier, l'état-major général de la Wehrmacht rédigea un "Aperçu sur les forces armées soviétiques", où il était dit : "A l'heure actuelle, on peut considérer que la répression a privé de titulaire un grand nombre de postes de responsabilité. On s'efforce de parer à l'insuffisance du corps des officiers par des cours accélérés et en nommant des lieutenants à des postes de commandants..."

(35) Biulleten' oppositsii.

(36) Voienno-istoritcheskii journal, 1987, n° 9, p. 50.

Après l'exécution de Toukhatchevski et de toute une série de généraux pendant l'été 1937, il ne reste plus qu'une poignée de chefs militaires. D'après toutes les données en notre possession, les échelons moyens et supérieur du commandement sont le maillon le plus faible. L'indépendance et l'initiative font défaut. Au combat, cette catégorie de commandants s'adaptera avec difficulté aux changements imprévus et aux situations de crise (37).” Les événements des années 1941-1942 confirmèrent les pronostics des analystes militaires allemands.

À l'issue de la grande purge, le journal officieux des milieux militaires allemands, *Deutsch Wehr*, publiait un article : “L'Union soviétique sur la voie du bonapartisme ?”, dans lequel la disgrâce de presque tout le haut commandement militaire de l'Armée rouge était expliquée par un “réflexe d'autodéfense” de la clique dirigeante. « Le Kremlin n'a pas confiance dans l'état-major et déplace continuellement les chefs militaires, craignant qu'ils n'affermissent leur situation en gagnant la sympathie de la masse des soldats », écrivait l'article. « Contrairement à une opinion répandue en Europe à ce sujet, il ne s'agit absolument pas d'épurer l'armée d'éléments issus de l'intelligentsia. C'est le contraire qui est vrai ; dans la plupart des cas il s'agit “d'authentiques prolétaires” et de vieux bolcheviks. »

Le journal remarquait avec une satisfaction non dissimulée que, sur cinq maréchaux, les deux qui restaient en vie étaient “des maréchaux typiquement faits pour les parades soviétiques” (38).

L'appréciation portée par Hitler sur l'état de l'Armée rouge, saignée à blanc par la répression, joua un rôle déterminant dans sa décision de conclure le pacte germano-soviétique. Persuadé que les cadres dirigeants exterminés ne seraient pas remplacés par des hommes de même niveau avant plusieurs années, Hitler avait tout lieu de penser qu'il aurait les coudées franches à l'Est et que cela lui permettrait de gagner la guerre à l'Ouest. C'est pour prévenir une alliance militaire de la France et de l'Angleterre avec l'URSS qu'il confia à ses services spé-

ciaux le soin de répandre avec insistance des informations sur l'affaiblissement extrême de l'Armée rouge après les purges. Comme le remarque justement le fameux espion soviétique Leopold Trepper, “les états-majors généraux anglais et français étaient peu enclins à conclure une alliance militaire avec l'URSS, précisément parce que la faiblesse de l'Armée rouge était devenue évidente à leurs yeux. La voie était ouverte à la signature d'un pacte entre Staline et Hitler” (39).

Le maréchal Vassilievski, qui occupait avant la guerre le poste de chef adjoint de l'état-major général de l'URSS, pencha plus tard pour la conclusion suivante : si Staline n'avait pas décapité l'Armée rouge, non seulement la guerre aurait pris un tout autre cours, mais elle aurait même pu ne pas avoir lieu. “Dans la décision prise par Hitler d'engager la guerre en 1941, écrit-il, l'appréciation des ravages produits chez nous par le massacre de nos cadres joua un grand rôle (40).”

Ce point de vue est confirmé par toute une série de déclarations de Hitler et des dirigeants de la Wehrmacht. On sait que de nombreux généraux allemands avaient prévenu Hitler contre une attaque de l'Union soviétique, faisant état de nombreux facteurs défavorables à l'Allemagne, comme l'immensité du territoire de l'URSS, ses gigantesques réserves naturelles et humaines, etc. Sans nier tout cela, Hitler avançait un argument en retour : l'affaiblissement de l'Armée rouge après l'anéantissement de son commandement. D'après Keitel, Hitler “partait toujours du fait que (...) Staline avait, en 1937, exterminé tout le commandement de l'armée, et que pour l'instant il n'avait personne qui puisse assurer la relève” (41).

(37) Citations d'après la *Komsomolskaïa Pravda*, 22 juin 1990.

(38) Citation d'après *Novaïa Rossia*, Paris, 1938, n° 57, pp. 13-14.

(39) Leopold Trepper, *Bolchaïa igra* (“Le Grand Jeu”), Moscou, 1990, p. 69.

(40) *Kommunist*, n° 9, p. 88.

(41) *Otkrovenia i priznania. Natsistskaïa verkhouchka o voïne “tretievo reïkha” protiv SSSR* (« Révélations et aveux. Les dirigeants nazis sur la guerre du “troisième Reich” contre l'URSS »), Moscou, 1966, p. 306.

Dans une intervention à un conseil secret de la direction de la Wehrmacht, en novembre 1939, Hitler caractérisait l'URSS comme un Etat très affaibli à la suite des multiples procès intérieurs, et qui ne représentait plus une menace sérieuse pour l'Allemagne. *"C'est un fait, déclarait-il, qu'à l'heure actuelle, la capacité de combat des forces armées russes est insignifiante. Cette situation va perdurer au moins un an ou deux (42)."*

Le chef d'état-major général allemand, Galder, avait abouti à des conclusions analogues ; après avoir entendu en mai 1941 le rapport de l'attaché militaire en URSS, Krebs, il nota dans son journal : *"Le corps des officiers russes est exceptionnellement mauvais. Il produit une impression pitoyable. Infiniment pire qu'en 1933. Il faudra vingt ans à l'URSS pour que son corps des officiers revienne à son niveau antérieur (43)."*

Bien que Galder ait surestimé les délais nécessaires pour que l'URSS rétablisse sa capacité de combat, ses réflexions se trouvèrent largement confirmées par le cours des opérations, en particulier pendant les premières années de guerre, où l'Armée rouge perdit beaucoup plus de soldats et d'officiers que l'armée adverse, essentiellement à cause de la faiblesse de son commandement.

Les conséquences de la grande purge se firent tragiquement sentir sur le cours des opérations militaires de 1941-1942, quand l'essentiel des cadres dirigeants de l'Armée rouge furent anéantis ou faits prisonniers. En 1941, c'est plutôt aux erreurs grossières du commandement soviétique de l'époque qu'à la supériorité matérielle et technique de l'armée allemande qu'il faut attribuer la perte de 67 % de l'armement de tir, de 91 % des

tanks et de l'artillerie mobile, de 90 % des avions de combat, de 90 % des canons et mortiers dont disposait au départ l'Armée rouge (44).

Parlant des pertes subies par le peuple soviétique pendant la Grande Guerre patriotique, Khrouchtchev remarquait : *« Si les cadres éduqués, formés par le parti et passés par l'école de la guerre civile, étaient restés en vie, les événements auraient pris un tout autre cours quand Hitler a attaqué l'Union soviétique... Les cadres ont été renouvelés deux, trois et jusqu'à quatre fois. Je connais des gens qui constituaient la cinquième relève. Beaucoup d'entre eux étaient promus à juste titre. C'étaient des gens capables et honnêtes, dévoués à la patrie. Mais il leur manquait l'expérience, et cette expérience ils l'acquerraient dans le cours même de la guerre, au prix du sang des soldats et au détriment des ressources du pays. En définitive, nous avons survécu, nous avons vaincu, nous avons appris par l'expérience de nos propres erreurs à commander véritablement, et nous avons écrasé l'ennemi. Mais à quel prix ? Sans ce qui s'est passé quand Staline inventa les "ennemis du peuple" et extermina des gens honnêtes, je suis convaincu que la victoire aurait été beaucoup moins onéreuse, si on peut employer ce mot pour le sang versé, les vies humaines sacrifiées pendant la guerre. Tout aurait été beaucoup moins coûteux et plus facile pour notre peuple (45). »*

(42) *Ibidem*, p. 101.

(43) Galder F., *Voienny dnevnik* ("Journal de guerre"), Moscou, 1969, p. 504.

(44) *Izvestia*, 8 mai 1990.

(45) *Voprossy istorii*, 1991, n° 9-10, p. 72.

A qui a profité la grande purge ?

SI, à l'un des pôles de la société soviétique, se trouvaient les opposants au régime stalinien, voués à une mort certaine, il y avait à l'opposé des gens qui, en 1937, vivaient réellement bien.

Un phénomène d'une telle ampleur que celui des grandes purges ne pouvait pas ne pas avoir sa base sociale, en l'espèce, des groupes de la population trouvant un intérêt vital dans les répressions massives. C'est sur eux que Staline misait, c'est eux que la propagande officielle visait en premier lieu.

Les grandes purges représentaient une gigantesque redistribution des positions au sein de la structure sociale de la population civile et du pouvoir. Cette redistribution était d'abord conditionnée par le fait que l'arrestation de tout cadre haut placé entraînait l'avancement non d'une seule, mais de plusieurs personnes à la fois. Suite au remplacement d'un cadre, il se produisait sur l'échelle des carrières une évolution rapide pour toute une série d'individus, qui occupaient successivement les postes libérés. Et comme ce processus, dans un contexte où on limogeaient par "couches", n'était pas totalement maîtrisé, nombreux étaient ceux qui franchissaient en un instant plusieurs étapes qu'ils auraient mis, dans un contexte social normal, des années à parcourir.

Au final, les promus des années 1937-1938 se retrouvent à des postes dont ils n'auraient pas même pu rêver

quelques années auparavant. Comme il s'agissait le plus souvent de jeunes, politiquement inexpérimentés et peu enclins à la réflexion, ils ne pouvaient pas ne pas approuver tout ce qui se passait dans le pays et ne pas chanter — en toute sincérité — les louanges de Staline, qui leur garantissait une vie réellement meilleure et heureuse.

Des déplacements tout aussi importants que dans la structure de la répartition du pouvoir se produisaient aussi dans celle de la propriété privée. Ce processus remonte aux années de collectivisation, lorsque la lutte contre les koulaks se traduisait non pas, comme le préconisait l'Opposition de gauche, par la ponction, au moyen d'une politique fiscale et d'autres mesures économiques, des richesses accumulées par ces derniers, mais par une expropriation implacable des biens des familles réprimées sous la catégorie de "koulaks" ou "koulakisants", ainsi que par leur déportation dans des régions éloignées. En outre, les biens productifs des dékoulakisés étaient transférés aux kolkhozes (c'est bien pour cela que, dans la formule officielle, il s'agissait de "*collectivisation totale sur la base de la liquidation des koulaks en tant que classe*"), tandis que leurs biens personnels (maisons, vêtements, équipement domestique...) étaient remis aux habitants du village.

A l'époque des grandes purges, le processus de redistribution forcée de la propriété empruntait des chemins plus

contournés. La condamnation au terme de l'article 58 se terminait généralement sur l'énoncé de la confiscation de tous les biens appartenant au condamné. Ces confiscations massives touchaient le plus souvent des couches de la population dotées de privilèges statutaires et matériels, qui avaient réussi à accumuler d'importantes richesses.

Anton Antonov-Ovseenko, publiant l'inventaire des biens confisqués à son père, écrit qu'il y manquait de nombreux objets que les personnes ayant procédé à la confiscation s'étaient visiblement appropriés. "*Je peux témoigner, souligne-t-il avec une forme d'orgueil, que l'appartement de mon père n'avait absolument rien de commun avec la misérable boutique de brocanteur décrite dans l'acte.*" L'inventaire ne mentionne pas "*des gravures originales de peintres célèbres, une machine à écrire, une radio-pick-up avec huit albums, les bijoux de sa femme, son manteau de petit-gris, de précieux parfums français... et bien d'autres choses*" (1). Dans les années 1930, seule une couche extrêmement réduite de privilégiés possédait ce genre d'objets.

L'entrée sur le chemin de la réussite des nouveaux "*serviteurs du peuple*" avait pour corollaire la tragédie des familles rejetées des rangs des privilégiés à ceux de rebuts de la société. Les cadres du parti, de l'Etat, du Komsomol, les cadres économiques, militaires, limogés par couches entières, étaient remplacés par des cohortes rajeunies, qui se voyaient attribuer, en même temps que le pouvoir, les privilèges matériels correspondants, qui allaient d'un traitement élevé et d'un véhicule personnel à un grand appartement et une datcha d'Etat. Inutile de préciser ce que tout cela représentait pour des gens qui, hier encore, partageaient la pauvreté et les privations, qui étaient le lot de la majeure partie de la population du pays.

Les biens confisqués aux personnes arrêtées étaient versés à l'Etat, mais une certaine partie était redistribuée "par voie légale" (à travers des "magasins spéciaux") au profit des membres haut placés du NKVD, comme pour stimuler

leur cupidité intéressée aux bacchanales de la Grande Terreur. De même, une grande partie des appartements des victimes de la répression étaient mis à la disposition des collaborateurs du NKVD. Parallèlement à ce pillage légalisé, le pillage illégal était lui aussi largement pratiqué, des agents habiles s'appropriant objets et valeurs au cours des perquisitions.

Les collaborateurs officiels ou non du NKVD n'étaient pas les seuls à profiter des répressions : les dénonciateurs volontaires utilisaient le contexte de la chasse aux "*ennemis du peuple*" pour régler leurs comptes personnels, se débarrasser de rivaux dans leur travail, ou parfois franchement pour en tirer des avantages matériels. Au XVIII^e Congrès du PCUS (b), il fut question d'une institutrice de Kiev, Moguilevskaïa, qui, non contente de diffamer des gens honnêtes, exerçait terreur et chantage pour extorquer auprès de différentes organisations de l'argent et des bons de séjour dans des stations thermales. Elle rédigeait des dénonciations contre les directeurs qui refusaient de l'"aider" et les désignait comme ennemis du peuple (2).

Les "*crapules qui font leurs petites affaires sous la terreur*" plus qualifiées, pour reprendre les mots d'Engels, donnaient impudemment cours à leurs instincts criminels d'autres manières. Ainsi, l'article "*Marx*" de la *Grande Encyclopédie soviétique*, préparé par le célèbre philosophe Sten, fut, suite à l'arrestation de ce dernier, publié sous le nom de Mitine, protégé de Staline "sur le front philosophique". Lorsqu'au début des années 1960, ce plagiat fut dénoncé, Mitine en fut quitte pour une légère frayeur et put conserver ses positions sur l'Olympe académique jusqu'à sa mort en 1987.

Le type du guetteur habile, dont le statut social a sensiblement progressé en 1937, est décrit dans le roman de Soljenitsyne, *Le Pavillon des cancéreux*, sous la figure de Roussanov. Dans les pre-

(1) A. V. Antonov-Ovseenko, *Le Portrait d'un tyran*, Moscou, 1994, p. 187.

(2) XVIII^e Congrès, compte rendu sténographique, Moscou, 1939, p. 596.

mières années qui suivent la mort de Staline, craignant de voir revenir des camps son ancien collègue et voisin, Roditchev, qu'il a diffamé, Roussanov se souvient : *"Kapa (la femme de Roussanov) avait prévu : dès que Roditchev serait arrêté, il faudrait expulser Katka Roditchev et prendre tout l'appartement, alors le balcon leur appartiendrait en entier. Cette opération avait été réglée avec la chambre, on est venu expulser Katka, mais elle a sorti son atout, elle a déclaré qu'elle était enceinte. On a demandé une confirmation, elle a apporté un certificat. Et la loi interdit d'expulser une femme enceinte. Et elle n'a été expulsée qu'à l'hiver suivant, il a donc fallu attendre de longs mois et vivre à côté d'elle, tout le temps de la grossesse jusqu'à l'accouchement, et encore jusqu'à la fin du congé de maternité (3)."*

Roussanov évoquait les années 1937-1938 comme une *"période heureuse, intègre"*, où *"l'atmosphère sociale s'épurait vraiment (...), où les gens à principes, les gens fermes, fidèles, les amis de Roussanov et lui-même allaient la tête haute"* (4).

Ce sont des gens comme Roussanov, admis dans le cercle de la nouvelle élite, qui constituaient la base sociale des grandes purges. Leur fulgurante ascension était rendue d'autant plus facile qu'à cette époque, aucune ancienneté, aucune compétence spécialisée ou formation professionnelle (excepté, dans certain cas, une courte session de cours du parti, où les promus "étudiaient" un éventail simple de dogmes et falsifications staliniens) n'était exigée pour occuper un poste au sein de l'appareil. C'est à ces gens "en attente d'une promotion" que Staline a lancé son appel au plénum du comité central de février-mars 1937 et ils en ont parfaitement compris le sens.

L'orientation fixée par Staline a été largement reprise par toute la machine de propagande, qui ne se lassait pas de répéter que les ennemis du peuple faisaient obstacle à la promotion de *"jeunes cadres remarquables"* et entraînaient *"les forces neuves et fraîches"*. Les journaux publiaient des exhortations

à *"promouvoir avec plus d'audace dans les organes du parti une jeunesse soviétique talentueuse, éduquée à l'époque stalinienne"*, des gens *"sans pitié pour leurs ennemis"* et *"ayant fait leurs preuves dans la lutte contre les ennemis du peuple"*. Mikhaïl Koltsov écrit alors avec enthousiasme que des milliers de personnes qui se considèrent comme de *"modestes petits rouages"* sont promues *"à un travail encore et toujours plus grand, encore et toujours plus important"* (5). Au plus fort du massacre du commandement de l'armée, Vorochilov déclare lors d'une réunion de lieutenants : *"Chacun d'entre vous est un maréchal en puissance (6)."*

Les bonzes du parti qui prennent la parole au XVIII^e Congrès donnent avec satisfaction les chiffres des promus dans leurs circonscriptions. On constate ainsi qu'à Kiev, rien que pour l'année 1938, 2 942 personnes ont été promues à un poste au sein du parti et 11 700 *"bolcheviks membres ou non du parti"* à un poste au sein de l'Etat ou de l'économie.

Il est faux de penser que tous les Soviétiques vivaient en 1937-1938 dans une peur permanente et s'attendaient chaque nuit à être arrêtés. Ce genre de craintes étaient totalement étrangères aux représentants de la dernière couche des promus, qui n'avaient jusqu'alors aucune biographie politique, aucune relation dangereuse. Effectuant en quelques mois une ascension inattendue y compris pour eux-mêmes, qui les menait d'un poste de technicien de base ou de petit fonctionnaire à un poste de secrétaire de comité régional ou de président de comité exécutif du soviet municipal, ils pénétraient dans les appartement libérés construits pour l'élite du parti et de l'Etat, voyaient mis à leur disposition des chauffeurs personnels et autres "services", fréquentaient des sanatoriums luxueux comme ils n'en avaient jamais vus, ainsi que les autres équipements sociaux d'accès fermé auxquels

(3) *Novy Mir*, 1988, n° 6, p. 105.

(4) *Ibidem*.

(5) *Krasnaïa Zvezda*, 23 février 1938.

(6) *Ibidem*, 21 février 1938.

ils avaient "droit". Ces gens ont dans leur majorité traversé la guerre sans encombre, parce que, occupant des postes bureaucratiques, ils n'étaient pas soumis à la conscription.

Si la politique de déstalinisation a été menée de manière si partielle et si inco-

hérente sous Khrouchtchev et si elle a été si rapidement abandonnée après sa destitution, c'est précisément parce qu'elle savait les positions de cette couche sociale, qui avait eu le temps de s'habituer à sa toute-puissance bureaucratique et à ses privilèges.



De gauche à droite : Staline, Kirov et Vorochilov.

**Alexandre
Mikhaïlovitch
Podchtchékoldine :**

**La “*Révolution
trahie*” :
comment et par qui ?**

L'historien russe Alexandre Podchtchkoldine se fit remarquer en publiant en août 1989 *Cours nouveau*, de Léon Trotsky, dans la revue mensuelle *Molodoï Kommounist* ; dans son introduction, il explique que « *la lutte interne au parti des années 1922-1924 a constitué le prologue et partiellement le premier acte de la tragédie qu'a représentée la transformation progressive du Parti communiste russe (bolcheviks) de parti de Lénine en "parti de Staline" (...). Dans son contenu, il s'agissait d'une lutte entre les tendances bureaucratique et démocratique de développement du parti et de l'Etat* (p. 48). »

Un an plus tard, l'hebdomadaire *Argoumenty i Fakty* publie des extraits d'une étude sur les premiers pas de la bureaucratisation du Parti bolchevique, publiée intégralement en français la même année dans les *Cahiers Léon Trotsky* (1). Il y étudie minutieusement les mesures financières diverses prises en juin et juillet 1922 (pendant la maladie de Lénine) par le bureau d'organisation du comité central dirigé par Staline (et constitué avec lui de Molotov, Andreiev, Dzerjinski, Kouibychev, Rykov et Tomsy) en faveur de près de 20 000 membres de l'appareil, bénéficiaires aussi, avec 20 000 autres, de mesures de faveur matérielles, essentiellement alimentaires, liées au poste occupé. Perdre le poste, dont l'affectation relevait du secrétariat du comité central, dirigé par Staline, c'était perdre tous ces avantages. Ainsi se coagula l'appareil, rassemblé derrière son dispensateur des faveurs et disgrâces.

(1) A. Podchtchekoldine : « *Sur la voie du pouvoir "exorbitant", ou les débuts du stalinisme* » (*Cahiers Léon Trotsky*, n° 44, décembre 1990, pp. 107 à 111).

Contre quelle politique, de quel parti, se battait Trotsky en 1923 ? (2)

SI l'on veut comprendre qui a "trahi" la révolution, à quel moment, dans quelles circonstances et à quelles fins, et pourquoi Trotsky est devenu aux yeux de la partocratie stalinienne et de ses apologistes un "opposant" et un "antiléoniste", et pourquoi il restera toute sa vie (et même après sa mort tragique sous les coups d'un mercenaire de Staline) un antistalinien inflexible, un "adversaire du bolchevisme" et un "ennemi déclaré du parti et du peuple", il est nécessaire de revenir aux sources du conflit entre la partocratie et lui.

Suivons le conseil de Kozma Proutkov et "recherchons les racines" (3). A mon avis, les racines (sociales et économiques, bien entendu) doivent être recherchées dans la réalité russe des années 1922-1923 (4).

Examinons cela un peu plus en détail.

Au printemps 1923, les processus engagés en 1921 avec la mise en place de la NEP avaient déjà pris des contours précis : la NEP, sous la forme préconisée par Lénine ("*capitalisme d'Etat + dictature du prolétariat*"), devenait peu à peu une réalité. Dans le domaine politique, l'élimination de presque tous les concurrents réels et potentiels avait conduit à l'instauration d'une "dictature du prolétariat" monopoliste, ce qu'avait d'ailleurs enregistré formellement la résolu-

tion finale du XII^e congrès (5). En pratique, cela se traduisait au sommet par la dictature du bureau politique et sur le plan local par celle de l'appareil. L'économie était engagée pour l'essentiel sur les rails du marché, compte tenu que le marché des villes était dominé par l'industrie lourde étatisée, tandis que celui des campagnes l'était par les petites industries privées (y compris la production artisanale).

Etant donné le caractère inachevé de la reconstruction et le fort déséquilibre apparu dans l'économie au printemps 1923, la direction du pays fut brusquement confrontée à la question des moyens et des méthodes pour mettre en place un système de régulation par l'Etat, afin d'ajuster l'industrie étatisée avec l'économie paysanne et de neutraliser les contradictions récurrentes et par-

(2) Contribution à la Conférence scientifique internationale "*Le livre de L. D. Trotsky La Révolution trahie, 60 ans après*", Moscou, novembre 1996.

(3) Kozma Proutkov : pseudonyme d'un groupe littéraire satirique des années 1850 (NDT).

(4) Cf., par exemple, A. Podchtchekoldine, "*1922 god : fabriki – rabotchim, privilegii – partapparatu*" (L'année 1922 : les fabriques aux ouvriers, les privilèges à l'appareil du parti), *Argumenty i fakty*, 1990, 27.

(5) *Dvenadsaty siezd RKP(b). Stenograficheski otchet* (Le Douzième Congrès du PCR (b). Compte rendu sténographique), Moscou, 1968, p. 672.

fois aiguës entre le prolétariat et la paysannerie.

Alors que la majorité du comité central avait placé au premier plan l'achèvement de la réforme monétaire entreprise en automne 1922 et le contrôle des prix, Trotsky et quelques autres considéraient, quant à eux, que le principal était de rétablir la planification du secteur d'Etat, y compris dans les conditions du marché.

Dans sa note du 27-29 décembre 1922 "Sur l'attribution de fonctions législatives au Gosplan", Lénine soutenait la proposition de Trotsky de rétablir le principe de planification dans la gestion économique, mais le comité central (c'est-à-dire sa "majorité") ne s'en soucia nullement.

Quant aux responsables des départements économiques, ils avaient toujours été sceptiques ou hostiles à l'idée de renforcer la planification, pour des raisons d'intérêt personnel ("courageux, mais pas téméraires", dirait-on aujourd'hui) : ils ne voulaient pas prendre la responsabilité d'appliquer les mesures qu'ils avaient votées (c'est-à-dire qu'on leur avait imposé). On n'avait pas élaboré ni même envisagé de mécanisme pour soumettre les questions économiques fondamentales au Gosplan et à ses organes centraux et régionaux, ce qui renforçait les déséquilibres dans l'économie. (A mon avis, d'ailleurs, très peu de gens à la direction du parti s'intéressaient aux problèmes de la planification. Mais, parmi ceux-là, il y avait incontestablement Lénine, Trotsky, Dzerjinski, Boukharine et peut-être quelques autres. La plupart pensaient déjà à tout autre chose qu'à la révolution. **La révolution était déjà trahie.**)

Comme le passage de l'industrie d'Etat aux méthodes du marché s'était réalisé sous le contrôle direct du parti et par conséquent sous l'angle de la "perspective du socialisme" (c'est-à-dire, finalement, du rejet du marché), il n'était pas exclu théoriquement d'arriver à une certaine fusion des leviers de commande de l'économie et de la planification. C'est précisément dans cette direction que Trotsky, qui était d'abord opposé au

marché, modifia sa position au début de 1923, mais il se heurta de nouveau à l'hostilité de ses collègues.

A la veille du XII^e Congrès, le bureau politique lui confia la rédaction de thèses sur l'industrie, qui devaient constituer la base du rapport au congrès. Ce qui dictait l'importance du sujet, c'était l'énorme contradiction entre le développement économique et le rapport des forces socio-économiques, dont l'une, l'industrie lourde étatique, avait subi maints revers dans la lutte pour l'influence organisationnelle sur le marché paysan dominant. Du point de vue de la doctrine, cela correspondait de toute évidence à un affaiblissement progressif, à une érosion de la base sociale de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi les intérêts économiques de l'industrie lourde devenaient objectivement l'expression directe des intérêts politiques de la direction du parti au niveau de la direction de l'Etat assumée par le parti (6). C'est précisément sur ce point de doctrine que Trotsky aborda la rédaction des thèses sur l'industrie, en soulignant que, "*au bout du compte, la classe ouvrière ne (pourrait) conserver et renforcer sa position dirigeante ni par le biais de l'appareil d'Etat ni par celui de l'armée, mais par celui de l'industrie, qui reproduit le prolétariat lui-même... Dans ce sens, l'établissement de notre budget, la politique de crédit du gouvernement, l'organisation de la sécurité militaire et, d'une manière générale, toute l'activité de l'Etat doit placer au premier plan le souci d'un développement méthodique de l'industrie d'Etat*" (7).

Le 24 février, le plénum du comité central créa une commission chargée d'examiner les thèses sur l'industrie (et qui comprenait Trotsky, Andreiev, Dzerjinski, Kamenev, Piatakov, Rykov, Smilga, Sokolnikov et Tchoubar). Malgré une discussion acharnée, Trotsky parvint à défendre sa position, mais, lors de la ratification des thèses par le bureau poli-

(6) Litt. "de la direction partidairo-étatique" (partijno-gosoudarstvennogo roukovodstva) (NDT).

(7) *Dvenadsaty siezd...* (Le Douzième Congrès...), pp. 810-811.

tique, la majorité vota deux amendements proposés par Kamenev, sur le rôle de l'agriculture et sur les relations mutuelles du parti et des entrepreneurs. A mon avis, ces amendements n'avaient pas en eux-mêmes une grande importance politique ; il s'agissait en fait, pour la "troïka" et ses partisans, d'utiliser contre Trotsky les désaccords apparus dans la commission, pour le discréditer, dans leurs propres intérêts de fraction.

Notons que, dans la première quinzaine de mars, la situation était très tendue au bureau politique, car on s'attendait à un accord entre Lénine et Trotsky contre la "troïka" (et avant tout contre Staline) sur la question nationale, après "l'affaire géorgienne" (8).

Staline était à ce moment-là dans une position critique ou, du moins, très instable, ce dont il avait parfaitement conscience, car il connaissait (par Fotieva) la teneur des dernières lettres de Lénine et son point de vue sur "l'affaire géorgienne", et savait que celui-ci avait demandé l'aide de Trotsky. En outre, une note de Lénine du 5 mars au sujet de sa grossièreté dans ses rapports avec Kroupskaïa lui avait fait comprendre que celui-ci était outré de sa conduite sur le plan personnel. Dans cette situation, Staline, mais aussi Kamenev et Zinoviev, avaient compris qu'il fallait faire des concessions à Trotsky et lui avaient promis d'accepter toutes ses conditions sur la question nationale (qui étaient, en fait, les conditions de Lénine). Mais, après le 7 mars 1923, lorsque Lénine se retira définitivement de la lutte politique, le rapport de force changea brusquement. La "troïka" reprit courage et rompit ses engagements. Dans cette situation, le seul fait de discuter les thèses sur l'industrie et d'introduire des amendements devenait pour la "troïka" un moyen de mener le combat de fraction.

La lettre du 22 mars 1923, dite "*de la majorité du bureau politique*", adressée aux membres et stagiaires du comité central au sujet des amendements votés, affirmait que Trotsky avait commis "*une erreur politique tout à fait caractérisée : perspective erronée, sous-évaluation du rôle de la paysannerie. Erreur criante,*

erreur à l'encontre des traditions du bolchevisme, erreur lourde d'énormes conséquences." Dans le domaine économique, Trotsky proposait aussi de limiter le poids des instances du parti à un rôle d'éducation politique, ce qui était considéré dans cette lettre comme inspiré par le mouvement "Changement d'orientation" et comme une volonté de saper le rôle dirigeant du parti (9).

Néanmoins, le plénum qui s'est tenu à la veille du congrès décida de maintenir Trotsky comme rapporteur sur la question de l'industrie (Isaac Deutscher pense à juste titre que la "troïka" avait conclu un accord avec Trotsky, qui aurait promis de ne pas intervenir sur la question nationale afin de pouvoir exposer au nom de tout le comité central la totalité de son point de vue sur la politique économique (10). Un autre élément a pu jouer un rôle, c'est le fait que la résolution du XII^e Congrès sur la question nationale, élaborée à partir de thèses amendées par Trotsky, reprenait les principes fondamentaux de la politique nationale de Lénine.)

La partie centrale du rapport de Trotsky soulevait le problème d'une gestion méthodique pour reconstruire l'industrie et assurer son développement. En particulier, il souligna qu' "*il n'y (avait) pas d'autre voie qu'une gestion planifiée, non pas de manière rigide, comme sous le communisme de guerre, mais en souplesse, c'est-à-dire, d'une part, en faisant des prévisions et en assurant la coordination dans les conditions du marché et, d'autre part, en travaillant en direction du consommateur stable, l'Etat*". Il insista particulièrement sur le danger de l'écart croissant entre les prix industriels et les prix agricoles ("*les ciseaux*

(8) Cf., par exemple, *Izvestija TSK KPSS* (Les Nouvelles du CC du PCUS), 1990, 9, pp. 147-164 ; Iouravlev V. V., Nenarokov A.P., *Novye fakty i dokoumenty iz istorii obrazovaniia SSSR* (Nouveaux faits et nouveaux documents de l'histoire de la formation de l'URSS), in : *Istoriki sporiat* (Les historiens discutent), Moscou, 1988.

(9) *Dvenadsaty siezd...* (Le Douzième Congrès...), p. 817.

(10) Deutscher I., *The Prophet unarmed*, Oxford, 1987, pp. 92, 98-99.

des prix ”), écart dû à la politique commerciale spéculative des trusts et à l’inflation galopante qui dévaluait les revenus monétaires déjà faibles de la paysannerie.

A la suite du rapport de Trotsky, le congrès adopta une résolution très longue, qui reprenait toutes les propositions du rapporteur et les amendements de Kamenev (11). Bien entendu, cette résolution, comme bien d’autres, resta lettre morte. Il n’y eut pas de coordination de l’activité des organes centraux de gestion économique (Gosplan, conseil du travail, conseil de l’agriculture, commissariat aux finances, banque d’Etat et comité du commerce intérieur), l’inflation continua, les “ciseaux des prix” s’ouvrirent de plus belle et cela aboutit à la crise de l’automne 1923, la première crise structurelle de la NEP, qui, selon l’expression de Rykov, “opéra une grave scission entre les ouvriers et les paysans” (12).

En septembre, la crise était devenue évidente pour tout le monde. Le 1^{er} octobre, l’écart des prix atteignait 320 %, et même plus dans certains districts. Par rapport à 1913, l’indice des prix de gros pour les produits industriels et agricoles était respectivement de 171 et 49, et pour les prix de détail de 187 et 58, mais le principal facteur de la hausse des produits industriels n’était pas tant l’augmentation manifeste de leur prix de revient que la politique commerciale spéculative. Ainsi, de la fabrique au consommateur, les prix augmentaient de deux à six fois (13).

La baisse brutale du pouvoir d’achat de la paysannerie entraîna une crise de mévente des produits industriels et une réduction rapide de la production. Dans certains gouvernements, par exemple dans celui de Kalouga, la majorité des entreprises étaient fermées en novembre, et le nombre de chômeurs dépassait un million, comparé aux 500 000 un an auparavant (dont au moins un tiers étaient des ouvriers qualifiés). Dans les entreprises qui continuaient à travailler, les retards de salaires atteignaient plusieurs mois à cause de l’amenuisement des fonds de roulement et, de plus, les sa-

lares étaient souvent versés en obligations ou en “bons” négociés en dessous de leur valeur nominale. Rien que pour les retards de salaires, les ouvriers perdaient plus du tiers de leurs revenus. A cela, il faut ajouter que, dans certaines entreprises (Sormovo), d’après les témoignages de l’époque, les prélèvements forcés (c’est-à-dire les “contributions volontaires” pour la flotte aérienne, la révolution allemande, l’emprunt or, etc.) atteignaient 70 % du salaire, et que les heures supplémentaires étaient devenues habituelles (Petrograd), ce qui remettait en cause la journée de 8 heures (14). En automne, comme on pouvait s’y attendre, déferla dans le pays une vague de grèves, qui atteignit son maximum en octobre (217 grèves, avec la participation de 165 000 ouvriers).

L’aggravation de la situation des ouvriers et la montée de leur mécontentement apparaît clairement dans les archives du service de renseignement du Guépéou, dont le ton et le contenu étaient très différents des informations journalistiques. Ainsi, les résumés sur la situation économique et politique préparés par le Guépéou pour le comité central montrent que le mécontentement des ouvriers des grandes entreprises augmenta sans cesse entre l’été et novembre 1922. Les mêmes documents font état d’une situation “extrêmement grave” dans la paysannerie, avec des famines dans de nombreux districts.

L’aggravation de la situation et la montée du mécontentement des travailleurs n’avaient pas seulement des causes économiques. L’inégalité sociale, inévitable dans l’économie de marché, prenait dans les conditions de la dictature du PCR (b) un caractère politique spé-

(11) *Dvenadsaty siezd...* (Le Douzième Congrès...), pp. 675-688.

(12) *Trinadsataia konferentsia RKP (b)*. Bulletin (La treizième conférence du PCR (b)). Bulletin, Moscou, 1924, p. 84.

(13) *Ekonomičeskaja žizn* (La vie économique), 1923, 1^{er} et 10 octobre.

(14) *Vestnik troude* (Le Messenger du peuple), 1924, mars, p. 193 ; mai-juin, p. 286 ; *Sotsialističeski vestnik* (Le Messenger socialiste), 1924, 1 (71), p. 2.

cifique. Les notes du Guépéou parlent pour l'été et l'automne du développement "d'une hostilité et d'un antagonisme aigus" entre les ouvriers et l'administration, qui était composée pour une grande part de membres du parti. Ce sont les premiers symptômes du fait que le PCR commençait à dégénérer et cessait d'être un parti ouvrier.

Au plénum de septembre, Dzerjinski parla tout à fait clairement du "fossé" qui se creusait entre le parti et les masses et entre la direction et la base, et cette façon de penser n'était pas nouvelle : certains le disaient ou l'écrivaient depuis longtemps (il est vrai, essentiellement des "ennemis de classe" et des représentants de diverses "oppositions"), mais c'est seulement en automne 1923 que les plus hautes instances du parti établirent un lien direct entre ce "fossé" et la montée chez les ouvriers d'un état d'esprit "oppositionnel" (c'est-à-dire hostile à "la dictature du parti"), et cela signifiait qu'ils reconnaissaient l'existence d'une menace sérieuse et déclarée contre le régime. Que signifiait ce "fossé" ?

A mon sens, il signifiait que le parti "ouvrier et paysan" ou, plus exactement, la politique de ses dirigeants, c'est-à-dire en fait celle de la "majorité" du comité central dirigée par la "troïka", ne reflétait pas les intérêts de classe des ouvriers et des paysans. Mais cette politique que nombre d'historiens appellent encore "la politique du parti", **quels** intérêts reflétait-elle, **de quel groupe social** ?

Pour répondre à cette question, pour comprendre l'essence sociale et politique de cette "politique du parti", il faut examiner, même brièvement, quelle était la composition de classe, la structure organisationnelle et les modes de fonctionnement du parti comme **unique** sous-système de direction de la société soviétique (15).

Selon les données officielles, au début de l'année 1923, sur 372 900 membres du parti, il y avait 44,9 % d'ouvriers, 26,0 % de paysans et 29,1 % d'"employés et autres" (16). Ces données appellent un commentaire.

Comme l'appartenance sociale était définie par la "profession principale avant 1917", ces données ne reflètent que l'**origine** sociale des membres du parti et non pas leur **situation** sociale. Selon mes calculs, réalisés sur la base de plusieurs sources officielles (17), les vrais ouvriers, "de l'atelier", étaient en janvier 1923 au nombre de 35 500, c'est-à-dire qu'ils représentaient en tout et pour tout 9,5 % (au XIII^e Congrès (18), Staline annoncera que, à la date du 1^{er} décembre 1923, 17 % des communistes [membres et stagiaires] étaient des ouvriers "de l'atelier"). Sur les 14 400 adhésions de l'année 1922, il y avait 12,3 % d'ouvriers "de l'atelier", 10,6 % de paysans "de l'araire", 6,6 % de simples soldats, 22,1 % issus "des corps dirigeants de l'armée" et 40,9 % d'"employés des appareils soviétiques" (19).

La question de la composition sociale du parti en 1922-1924 mériterait des recherches plus précises, mais rien que sur la base des données citées, il est évident qu'au moins deux tiers des membres du PCR (b) n'étaient alors **ni des ouvriers ni des paysans, ni des soldats**, mais des employés de divers **appareils dirigeants** (de sous-systèmes sociaux dirigeants de différents niveaux et de différents types) : appareils du parti, des soviets, de l'économie, du syndicat, des coopératives et de l'armée.

(15) Cf. A. Podchtchekoldine, "K voprosu o social'noi strukture sovet'skogo obščestva" (La question de la structure sociale de la société soviétique), *Filosofskie nauki* (sciences philosophiques), 1989, n° 4.

(16) *Dvenadsaty siezd...* (Le Douzième Congrès...), p. 794.

(17) *Itogi partiinoï raboty za god (1922-1923)* (Les résultats chiffrés de l'activité du parti sur un an [1922-1923]), Moscou, 1923 ; *RKP (b) v tsifrax*, (Le PCR (b) en chiffres), 1, Moscou, 1924 ; *Partia v tsifrovom otčoenii. Materialy po statistike litchnogo sostava partii* (Le parti sous l'angle des chiffres. Matériaux statistiques sur la composition individuelle du parti), 1 & 2, Moscou-Léningrad, 1925.

(18) *Trinadsaty siezd RKP (b). Stenografičeski otčet* (Le Treizième Congrès du PCR (b). Compte rendu sténographique), Moscou, 1963, p. 117.

(19) *Itogi partiinoï raboty...* (Les résultats chiffrés de l'activité du parti...), pp. 17 à 26.

Il faut souligner aussi le niveau d'instruction **extrêmement** bas des nouveaux membres. Le recensement de 1922 montre que 92,7 % d'entre eux savaient tout juste lire et écrire (20). Et, parmi les nouveaux adhérents de l'année 1922, 91,3 % n'avaient reçu qu'une "instruction primaire" (21).

Quant au niveau politique, un sondage d'opinion auprès de 677 membres de neuf cellules de l'industrie (c'est-à-dire urbaines et essentiellement ouvrières) montre que "20-30 personnes (...) avaient des notions de marxisme", et que, même à Moscou, on choisissait tout simplement les secrétaires de cellule parmi ceux "qui savaient écrire correctement" (22). En province, c'était encore pire : un rapport du comité de ville de Tambov explique par exemple qu'"on n'arrive(ait) bientôt plus à trouver des secrétaires de cellule, car ils sont rares, et ne sont pas seulement incultes politiquement, mais illettrés" (23). On comprend alors l'influence que pouvait avoir sur les militants de base l'appareil dirigeant du parti, dont le niveau d'instruction et le niveau politique était infiniment plus élevés. Ce nouveau parti transfiguré, ce parti de quasi-illettrés ou d'anciens lumpens totalement illettrés, qui avaient acquis un pouvoir réel et immense, les dirigeants pouvaient le "modérer" à leur guise. Et c'est ce qui arriva.

Bien entendu, du point de vue du marxisme, la politique d'un parti politique ne se définit en dernier ressort ni par sa composition sociale ni par le niveau d'instruction de ses membres, mais ces indices sont tout de même révélateurs.

Lénine disait, c'est bien connu, que la politique prolétarienne du parti était déterminée par l'autorité de "la vieille garde du parti". En 1923, les représentants de la "vieille garde", c'est-à-dire les membres qui étaient au parti avant la révolution d'Octobre étaient au nombre de 6 751 (24), soit environ 2 %, encore que, selon moi (bien qu'on ne dispose pas de données précises), la plupart d'entre eux travaillaient à coup sûr dans l'appareil du parti. En tout, l'appareil des institutions d'Etat (sans compter les militaires)

comptait environ 1 500 000 personnes (25), mais, d'après les informations existantes, les membres du PCR en général et les anciens membres en particulier occupaient dans l'appareil une situation privilégiée, déterminante sur le plan politique, mais aussi économique.

Il est inutile, je crois, de démontrer ce fait évident que, dans les conditions d'une dictature du parti officiellement proclamée, "l'ossature" du système du parti d'Etat (c'est-à-dire dirigeant le sous-système d'ordre supérieur), c'était la structure hiérarchique des permanents du parti, de l'appareil, depuis les membres du bureau politique jusqu'aux secrétaires de cellule permanents. Après la révolution d'Octobre, et en particulier durant la guerre civile, cette structure, qui s'était constituée pour l'essentiel dans la clandestinité, avait acquis le caractère achevé d'une hiérarchie rigide dans laquelle l'information allait de bas en haut, tandis que les ordres allaient de haut en bas et devaient être appliqués sans discussion. C'était, comme le montre bien la pratique historique, une structure presque idéalement adaptée pour prendre et conserver le pouvoir, mais, comme l'a montré cette même pratique (et pas seulement en URSS), elle ne l'était pas pour réaliser les buts proclamés de la construction du socialisme. Les tentatives faites au cours des années 1919-1921 pour démocratiser un tant soit peu cette structure (par exemple, les interventions du "Groupe du centralisme démocratique", les décisions du X^e Congrès sur la démocratie ouvrière, etc.) ne furent pas couronnées de succès. Quelle en était la raison ?

A mon avis, le fond du problème, c'est que la "démocratisation" d'une telle structure était impossible dans son principe, car sa mise en œuvre aurait im-

(20) La Pravda, 27 janvier 1923.

(21) *Itogi partinoï raboty...* (Les résultats chiffrés de l'activité du parti...), p. 17.

(22) *Ibidem*, pp. 155, 171.

(23) *Ibidem*.

(24) *RKP (b) v tsifrax...* (Le PCR (b) en chiffres...), p. 5.

(25) *Trinadsaty siezd...* (Le Treizième Congrès...), p. 114.

manquablement nécessité de revoir les principes organisationnels fondamentaux du bolchevisme prérévolutionnaire, c'est-à-dire de modifier de façon **qualitative** la structure elle-même.

Parmi les raisons objectives, il faut citer aussi les conditions mêmes de la lutte armée pour établir et conserver le pouvoir, celles de la guerre civile, ainsi que l'énorme fossé intellectuel entre la direction et la base du PCR. Parmi les raisons subjectives, citons les traditions de clandestinité, où une discipline de fer était une question de survie et une condition pour la victoire, la conviction de la majorité des militants de base que c'étaient eux qui exprimaient les intérêts du prolétariat et, donc, ceux de la majorité des paysans, et enfin, l'autorité indiscutable de Lénine, car au bout du compte c'est lui qui, jusqu'en 1923, avait en général le dernier mot dans toutes les discussions internes sur les principes. L'écrasante majorité des membres du PCR était convaincue du génie et de l'infailibilité du chef, de la justesse de ses idées, et donc de ses actes.

Le parti avait le monopole du pouvoir dans le pays, et, à l'intérieur du parti, le pouvoir réel appartenait à son "*équipe dirigeante*", mais, en même temps, la collégialité ne se maintenait qu'au niveau du bureau politique. Dans ces conditions, les appels à la démocratisation du parti apparaissaient comme des appels à ce qu'une partie des pleins pouvoirs du "sommet" passe à la "base". Mais les dirigeants, convaincus qu'ils étaient du caractère sacré de leur mission et d'agir pour le bien des masses, et conscients du faible niveau politique de la "base" du parti et à plus forte raison des masses, n'avaient nullement l'intention (du moins dans la période dont il est question) de "partager le pouvoir", ce qui est tout à fait explicable politiquement et psychologiquement. En outre, l'exercice du pouvoir s'accompagnait, bien qu'on l'ait obstinément nié durant de longues années, de privilèges matériels certains et parfois considérables (26). Par ailleurs, les appels à la démocratisation, comme je l'ai dit, supposaient le rejet de

certains principes de base du bolchevisme et, par conséquent, du point de vue d'une logique bolchevique intransigeante vis-à-vis des fractions et compte tenu de l'alternative bien établie "bolcheviks-mencheviks", ils n'étaient pas seulement considérés subjectivement comme des appels mencheviks, ils l'étaient objectivement. Dans ce sens, l'accusation d'"*opposition*" portée contre le menchevisme était tout à fait logique et prévisible, d'autant plus que c'était théoriquement exact.

Au cours de l'année 1922, Staline entreprit une profonde réorganisation de la nomenclature, renforça les pouvoirs et les privilèges de l'appareil et en fit, dès la fin de l'année, son propre instrument politique. Parallèlement, se développa un phénomène "soviétique" spécifique, qui prendra par la suite le "doux" nom de "*bureaucratie soviétique*" (27). C'est à ce moment-là, en 1923, que s'achève pour l'essentiel le processus de dégénérescence d'une partie importante de la "vieille garde", dont le principal but devient dès lors non plus l'idéal abstrait du socialisme, mais la conservation du pouvoir par tous les moyens.

Comme on le sait, Lénine, alors qu'il était déjà presque totalement coupé de la vie politique (en partie grâce aux "attentions" du secrétaire général), se rendit compte en décembre 1922 du "*pouvoir immense*" de Staline, mais il n'avait apparemment pas conscience (du moins alors) de la dégénérescence de beaucoup de ses anciens compagnons d'armes, ni du "schisme" devenu patent dans le bureau politique (c'est-à-dire du combat mené par la "troïka" contre Trotsky). En tout cas, les mesures qu'il proposa étaient déjà dépassées : centralement, le pouvoir réel était concentré dans les

(26) Cf., par exemple, A. Podchtchekoldine, "*1922 god : fabriki – raboichim, privilegii – partapparatu*" (L'année 1922 : les fabriques aux ouvriers, les privilèges à l'appareil du parti), *Argumenty i fakty*, 1990, 27.

(27) Erokine N., Ovrouchki L., Podchtchekoldine A., "*Biouokratizm – tormoz perestrojki*" (Le bureaucratisme, un frein à la perestroïka), in : *Istoriki sporiat* (Les historiens discutent), Moscou, 1988, pp. 432-460.

mains de la "troïka" et, localement, dans les mains de la "hiérarchie des secrétaires". Les tentatives fréquentes de certains historiens, de plus en plus nombreuses ces dernières années, de démontrer le contraire, apparaissent de plus en plus stériles. Le courage, les sacrifices et l'honnêteté personnelle de certains représentants de la direction du PCR sont aussi indiscutables que leur utopisme théorique, leur impuissance pratique et le fait qu'ils étaient condamnés politiquement. Les exceptions, aussi brillantes soient-elles, ne font pas la règle.

En automne 1923, dans la situation sociale, économique et politique décrite ici, il s'est produit une nouvelle secousse dans la lutte interne du parti, qui, à mon avis, détermina l'évolution ultérieure de la société soviétique dans son ensemble et, bien entendu, du parti lui-même, comme unique structure dirigeante.

En effet, dans les discussions des années 1919-1922, on avait vu se dessiner très nettement les contours de deux camps opposés dans la lutte interne du parti : d'une part, la "hiérarchie des secrétaires", déjà assez monolithique et soudée par les mêmes intérêts politiques (le pouvoir) et économiques ; d'autre part, une "opposition" isolée sur le plan idéologique et organisationnel (dont Trotsky était devenu une sorte de "leader informel"), qui recueillait presque tous les "dissidents". Les représentants de l'"opposition" avaient des opinions très divergentes sur beaucoup de questions et, en automne 1923, la seule chose, sans doute, qui les réunissait sur le plan des idées était justement leur "opposition" au cours économique, politique et organisationnel de la partocratie et la critique ouverte de ce cours. Leur seule revendication politique constructive commune (quoique floue et utopique) était d'introduire des éléments de démocratie interne au moins en conformité avec les résolutions des X^e et XI^e Congrès. Leur combat, du fait qu'il visait à limiter le pouvoir de la partocratie, dont ils **étaient** eux-mêmes une partie organique, était inconséquent, contradictoire et ambigu. L'issue était fatale : d'abord, l'écrasement politique et organisationnel de

l'"opposition" (au cours de la fameuse "discussion de 1923" (28), puis l'élimination physique de ses représentants, y compris de Trotsky lui-même.

"Fondé sur deux classes, soulignait Lénine dans sa *Lettre au congrès, notre parti est potentiellement instable et il s'effondrerait inévitablement s'il ne pouvait y avoir d'accord entre ces deux classes*" (29). Il est clair que les intérêts politiques et économiques de la classe ouvrière (privée de la propriété des moyens de production et donc entièrement dépendante du principal employeur, l'Etat) et de la paysannerie (qui jouissait, jusqu'à sa liquidation à la fin des années 1920, de la propriété, et restait donc sensiblement moins dépendante de l'Etat) ne pouvaient coïncider que sur des questions concrètes et pour des périodes limitées. Le plus souvent, non seulement ils ne coïncidaient pas, mais ils étaient contradictoires. C'est pourquoi, en 1918-1919, les bolcheviks, pour faire face à la situation, mais en dépit de la doctrine marxiste classique, étaient constamment obligés, sur le plan économique, de tenir compte à la fois des intérêts anti-propriété des ouvriers et des instincts de propriété de la paysannerie, et de les combiner le plus sagement possible.

D'un autre côté, c'est justement les intérêts contradictoires de ces classes qui permettait aux bolcheviks de louvoyer entre elles et de se maintenir pour ainsi dire "au-dessus" d'elles. C'est dans cet art de combiner avec souplesse ces intérêts divergents et de louvoyer entre eux que résidait le "secret" de la stabilité de la dictature, dont la base sociale était constituée alors par les ouvriers et employés peu qualifiés, les paysans pauvres, les soldats de l'Armée rouge, ainsi que par un assez grand nombre de lumpens (y compris des chômeurs), c'est-à-dire par les couches de la population les plus dépendantes de l'Etat, qui

(28) Cf., par exemple, A. Podchtchekoldine, "Novy kurs : prolog tragedii" (Cours nouveau : le prologue de la tragédie), *Molodoï kommunist*, 1989, n° 8, pp. 47 à 50.

(29) Lénine V. I., *Poln. sobr. sočh.* (Œuvres complètes), t. 45, p. 344.

étaient pour la plupart illettrées ou quasi-illettrées, et donc facilement influencées par la propagande. En ce qui concerne les buts tactiques et les mesures concrètes, les bolcheviks, tout en restant soumis à la stratégie et en évoluant en fonction des conditions, **pouvaient** à certains moments (et même **devaient**) tenir compte plus ou moins (dans la mesure où cela répondait aux intérêts de la partocratie) des nécessités objectives du développement économique du pays, et répondre aux intérêts des différentes couches et catégories du prolétariat et de la paysannerie.

A mon avis, il est donc assez évident que, **au moins** à partir de la fin de 1922, la "politique du parti" — dorénavant définie par le bureau politique, puis par le secrétaire général personnellement, et mise en œuvre par l'intermédiaire de l'appareil corrompu, nouvel exploitateur s'opposant comme classe au prolétariat —, indépen-

damment des positions subjectives et des aspirations de quelques dirigeants et de nombreux militants de base du PCR, s'avérait objectivement soumise au principal but stratégique, à savoir **la conservation et le renforcement du pouvoir hégémonique de la partocratie, qui se transformait progressivement et résolument de "classe en soi" en "classe pour soi"** (30).

C'est donc l'appareil du PCR dirigé par Staline au nom de tout le parti — déjà pour l'essentiel dégénéré, mais resté en quelque sorte prolétarien — qui a trahi la révolution prolétarienne. Et c'est précisément contre **cette** politique traître de **ce** parti en dégénérescence que Trotsky s'est battu dès 1923, "*à la veille de la tragédie*".

(30) Cf. A. Podchtchekoldine, Sokolov I., "*Biou-rokratia – èto klass*" (La bureaucratie, c'est une classe), *Molodoï kommunist*, 1989, n° 5.



Staline et ses acolytes Vorochilov et Molotov déguisés en Ouzbeks (sur la photo ci-dessous, on aperçoit Mikoïan et Kalinine au second plan, tous deux également déguisés).



Les mencheviks et l'URSS

(Fiodor Dan, 1932)

Le n° 4 des *Cahiers*, republiant la prise position de Dan sur les procès de Moscou en 1938, a donné (p. 152) des éléments essentiels de sa biographie.

Le texte ci-après, dont nous reproduisons la conclusion, a été publié en russe en 1932, puis en français par les soins de la SFIO en 1934 et réédité par les Editions de la liberté, fondées par cette dernière en 1947, dans une brochure regroupant le texte de Dan et un texte de Martov, sous le titre *La Dictature du prolétariat*, avec une préface de J. Arrès-Lapoque, alors membre du comité directeur de la SFIO.

Dans sa préface, Arrès-Lapoque soulignait :
« Il s'agit de s'entendre : ou la "dictature du prolétariat" est synonyme de démocratie ouvrière, et alors elle implique au minimum la garantie pour tous les travailleurs de pouvoir s'exprimer, d'avoir des publications, d'avoir le droit de convoquer des réunions, etc., ou cette garantie n'est pas donnée et non seulement il n'y a pas de progrès, mais il y a régression par rapport à la démocratie bourgeoise.

Contrairement à Dan, nous croyons dangereux de conserver l'expression "dictature du prolétariat", que chacun identifie avec le régime stalino-bolcheviste. Le discrédit qui s'attache de plus en plus à ce régime et à toute notion de dictature nous fait préférer la notion de "démocratie prolétarienne", que nous définissons selon la conception que Rosa Luxemburg donnait de la dictature du prolétariat : "La vie publique élargie au maximum, la participation la plus active et la plus illimitée des masses populaires à toute l'administration de la société."

Nous avons insisté à plusieurs reprises sur le terme de "démocratie ouvrière". Que de transformations se sont produites dans notre structure sociale depuis les événements de la révolution d'Octobre en Russie ! Mais ses conséquences néfastes pour le mouvement ouvrier international nous obligent à revenir sans cesse sur le problème de la démocratie, qui est devenu celui de la sauvegarde de n'importe quel mouvement ouvrier dans n'importe quel pays. De la conservation de ce principe dépendent, à n'en pas douter, l'existence même du mouvement ouvrier et son avenir (pp. 5 à 7).»

Le lecteur remarquera que Dan rejette une "nouvelle révolution", qu'il affirme "impossible", et y oppose la perspective d'une "réforme", qui devrait "contraindre le gouvernement issu de la révolution à changer sa politique", dans le cadre d'une révolution qu'il définit comme "petite-bourgeoise et paysanne" (ce qui est, par ailleurs, une redondance, puisque Dan définit la paysannerie comme une couche petite-bourgeoise aspirant à la propriété privée).

“Seule la victoire socialiste en Occident peut assurer une évolution socialiste accélérée de la Russie”

1. — La dictature bolcheviste n'est pas une *dictature de la classe ouvrière* ; elle est toutefois une *dictature révolutionnaire*, encore qu'elle dégénère de plus en plus en une dictature d'une nouvelle couche privilégiée, issue de la masse plébéienne. Ces considérations déterminent par rapport à elle la position de notre parti, qui est et veut rester un *parti de la classe ouvrière socialiste*.

2. — Un tel parti devait, même dans la révolution, conserver son programme particulier et ne pouvait ni laisser absorber complètement le mouvement ouvrier par le mouvement général d'une révolution bourgeoise ni capituler devant la dictature “jacobine”. Nous avons soutenu et soutenons encore cette dictature, partout où elle apparaît comme le support des tâches révolutionnaires ; nous avons défendu et nous défendons encore en elle les véritables conquêtes de la révolution, que ce soit sur le terrain de l'économie, de la culture, de l'autonomie nationale, etc. Nous avons combattu et combattons encore, à ses côtés, toutes les variétés de contre-révolution et, au moment du plus grand péril, pendant la guerre civile, nous avons même décidé de mobiliser nos adhérents et de les incorporer dans les rangs de l'Armée rouge. Avec elle, nous avons défendu et défendons encore la révolution russe contre toutes les tentatives de contrainte, directes ou indirectes, de la bourgeoisie

capitaliste, par l'intervention armée, le blocus commercial ou le refus de reconnaître le gouvernement révolutionnaire. Dès les premiers jours de la révolution d'Octobre, nous avons exprimé notre disposition à une alliance directe (entente) même avec la révolution dans sa forme bolcheviste, pour autant — comme Martov insista sur ce point dans son dernier écrit — que le prolétariat socialiste garderait la possibilité de conserver son propre caractère et d'agir sur la révolution pour la libérer de l'utopisme et des tendances réactionnaires, c'est-à-dire pour autant que la *démocratie* deviendrait le fondement de l'alliance, tout au moins au sein de l'écrasante majorité paysanne-prolétarienne qui avait accompli la révolution et que, par là, la dictature abandonnerait progressivement ses tendances “jacobines”.

3. — Toutefois, dans la mesure où la dictature tombait en dégénérescence, *la lutte pour prévenir la contre-révolution* passa nécessairement au premier plan dans la politique de notre parti, à côté de cette *défense de la révolution*.

Le seul moyen efficace pour prévenir la contre-révolution, c'est naturellement *la réconciliation des masses populaires avec la révolution* qu'elles ont faite, mais dont elles se détournent sous l'action de la politique dictatoriale. Le *problème paysan* apparaît à ce point de vue comme fondamental en Russie. Comme

partout dans le monde, le paysan russe est un petit bourgeois qui désire avant tout la liberté de l'économie petite-bourgeoise. Etant donné le rôle décisif de la paysannerie en Russie, elle conquerra cette liberté tôt ou tard. Pour qu'elle n'attende pas la liberté du triomphe de la contre-révolution, il faut qu'elle l'obtienne de la révolution, de la classe ouvrière, au nom de laquelle la révolution s'est faite. La liberté ne suppose pas du tout l'abandon de l'étatisation de l'industrie, elle suppose uniquement l'abandon des rythmes insensés de l'industrialisation, qui ne sont imposés que par l'instinct de conservation de la dictature et qui ne peuvent être basés que sur le pillage de la paysannerie. Elle ne suppose pas non plus le retour général à la petite exploitation individuelle ; elle exige cependant l'abandon de la collectivisation par contrainte, la garantie du droit pour chaque paysan d'exploiter individuellement son champ, la transformation du kolkhoze obligatoire en une libre coopérative paysanne, au sein de laquelle les paysans pourront, en Russie comme dans le monde entier, travailler d'après les principes "bourgeois".

Toutefois, afin que le prolétariat puisse apparaître comme le support de la réconciliation de la paysannerie avec la révolution et du rétablissement de l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat, et afin qu'il puisse devenir non seulement l'allié, mais le guide de la paysannerie, il faut que le prolétariat lui-même soit réconcilié avec la révolution. Non seulement sa situation matérielle doit être relevée pour qu'elle corresponde aux espérances qu'il avait mises dans la révolution, mais encore son activité politique, tuée par l'oppression et la terreur, doit être ranimée. La liberté des *organisations ouvrières* n'est pas seulement nécessaire pour la sauvegarde des conquêtes et des intérêts du prolétariat dans la société bourgeoise qui est en train de naître de la révolution, mais elle devient aussi le préliminaire nécessaire au rétablissement de son alliance révolutionnaire avec la paysannerie. Le *remplacement de la dictature terroriste par une organisation d'Etat démocratique* — qui garantit les droits politiques, qui soumet le gouvernement au contrôle public et fait de lui non plus le maître absolu de

la société, mais son serviteur — devient aussi la condition primordiale et historiquement nécessaire du sauvetage *de la révolution et de la prévention de la contre-révolution menaçante*.

Dans les conditions décrites, la social-démocratie russe ne peut attendre cette volte-face salutaire ni du bon vouloir des dictateurs ni moins encore d'un *renversement violent* de la dictature, lequel deviendrait forcément, dans l'état des masses populaires que nous avons caractérisé, non pas le prélude d'une organisation démocratique de l'Etat, mais le point de départ de la pire contre-révolution, encore que cette contre-révolution se cacherait au début sous un manteau quasi démocratique, comme elle le fit d'ailleurs pendant la guerre civile. C'est pourquoi la social-démocratie est l'ennemie irréconciliable non seulement de tous complots et attentats terroristes, mais aussi de toute tactique basée sur la préparation, l'encouragement ou l'exploitation de la révolte. *L'organisation de tous les éléments conscients du prolétariat*, communistes y compris, en vue de contraindre le gouvernement issu de la révolution à changer sa politique dans le sens indiqué, tel est pour la social-démocratie le *seul moyen* d'ouvrir la voie à une *démocratisation du régime* et, partant, à la disparition de la dictature "jacobine" qui s'est survécue. La véritable grande révolution pourra être sauvée de l'effondrement antirévolutionnaire non par l'impossible "nouvelle révolution", mais seulement par la "réforme", pour autant qu'un tel sauvetage soit encore historiquement possible !

4. — Mais où en sont les perspectives *socialistes* de la révolution russe ?

Bien qu'ayant un contenu identique, les révolutions bourgeoises, à des époques et dans des circonstances différentes, se déroulent différemment : elles font passer à l'avant-plan des forces sociales différentes, elles produisent des résultats différents et elles offrent des possibilités différentes. Le cours et l'issue de la révolution russe ne pouvaient pas ne pas être influencés par la circonstance que cette révolution a éclaté à la limite de deux époques sociales, au moment où le capitalisme, dans les pays avancés, craque dans toutes ses jointures

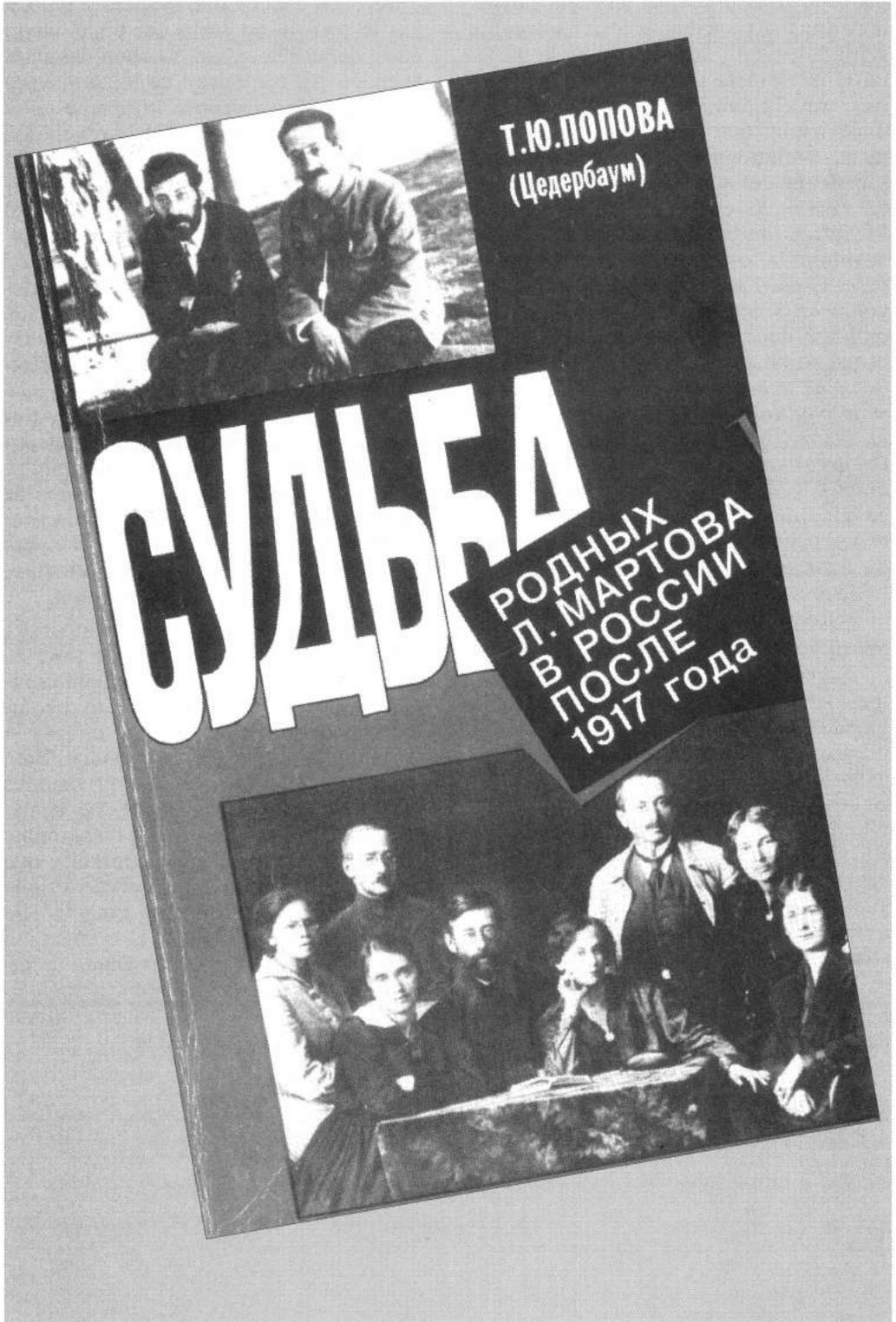
et où sa banqueroute aplanit la route vers l'économie étatique et collective, au moment où la bourgeoisie jette par-dessus bord tous ses anciens idéaux et sombre spirituellement ; au moment où le prolétariat devient la seule classe véritablement révolutionnaire. L'ambiance mondiale voulut que l'idéologie du mouvement révolutionnaire russe fût teintée de socialisme dès sa naissance. Pour la même raison, dès que la grande industrie se fut introduite en Russie, les ouvriers y devinrent la force révolutionnaire principale. C'est l'ambiance mondiale qui a voulu — comme Martov l'écrit dans son ouvrage déjà cité — que la révolution bourgeoise en Russie s'accomplisse *“comme une révolution petite-bourgeoise et paysanne, encore que conduite par un parti prolétarien, révolution très influencée par l'utopisme d'un prolétariat arriéré”*. Mais c'est aussi cette ambiance qui a déterminé dans une large mesure les résultats économiques et sociaux du formidable bouleversement révolutionnaire.

Ces résultats *pourraient* devenir les prémisses d'une évolution accélérée de la Russie arriérée vers le socialisme, mais à une seule condition : que, de la grande bataille qui s'annonce entre le capitalisme et le socialisme dans les pays avancés, le socialisme sortît vainqueur. Et inversement : toutes les prémisses d'une économie étatique et collective en Russie devront traverser une évolution régressive, si le capitalisme réussit à vaincre la classe ouvrière dans les pays avancés et à y rétablir sa toute-puissance.

Rien n'est donc plus néfaste que de bercer la classe ouvrière avec le “miracle de l'Orient”, de l'élever dans l'espérance

que la victoire du socialisme dans la Russie arriérée assurerait sa propre victoire dans l'Occident avancé. Ce n'est pas le socialisme russe qui peut sauver de la défaite la classe ouvrière des pays avancés. Au contraire : ce n'est que par le succès de sa propre lutte que cette classe ouvrière peut sauver la révolution russe et elle-même du danger dont le triomphe de la contre-révolution en Russie les menace toutes deux ; et ce n'est que la victoire du socialisme en Occident qui peut aussi assurer une évolution socialiste accélérée de la Russie. La dégénérescence de la dictature bolcheviste, que nous avons décrite, diminue toutefois les chances de cette victoire prolétarienne, non seulement parce qu'elle provoque en Russie le danger antirévolutionnaire, mais aussi parce qu'elle encourage la *division du prolétariat international*, tandis que son unité et la tension de toutes ses forces contre l'ennemi commun — la bourgeoisie capitaliste — sont la condition primordiale de sa victoire, de la victoire du socialisme mondial.

C'est pourquoi la social-démocratie russe considère sa lutte pour le salut de la révolution russe non seulement comme son devoir national, mais aussi comme son devoir international envers le prolétariat et le socialisme mondial. Bien que les tribulations les plus prochaines de la révolution russe soient encore cachées, la social-démocratie russe mène son combat avec la ferme confiance que la victoire finale lui est réservée, et que la classe ouvrière russe se rangera elle aussi sous la bannière de la démocratie socialiste internationale et mènera la lutte pour sa libération. Car, pour le mouvement ouvrier russe aussi, Marx continue d'avoir raison contre Lénine !



Le Destin. "La famille de Martov en Russie après 1917". En bas, sur la photo, figure la famille du dirigeant menchevique Martov (Tsederbaum), lequel est assis au centre.

Gramsci et le stalinisme

(Giorgio Amico)

Quaderni di formazione politica
(9)

Giorgio Amico

Gramsci e Bordiga
alle origini del comunismo italiano
(1917-1926)



CEDOC

“Gramsci et Bordiga aux origines du communisme italien” (bulletin des Cahiers de formation politique [n° 9] du CEDOC, d’où est extrait l’article ci-après de Giorgio Amico).

“Allié à la fraction gauchiste de Bordiga, qui devait finir dans le marais trotskiste” (Georges Cogniot)

ANTONIO GRAMSCI (1891-1937) fut l'un des fondateurs du Parti communiste d'Italie, constitué en janvier 1921, au congrès de Livourne du Parti socialiste italien, par scission de ce dernier. Amadeo Bordiga est alors désigné secrétaire du Parti communiste. Dans son introduction aux *Œuvres choisies* de Gramsci, publiées en 1959 par les Editions sociales, Georges Cogniot affirme :

“Dans les premiers temps, Gramsci ne réussit pas à mener la lutte sur les deux fronts, contre l'opportunisme et contre le sectarisme ; allié pour combattre les réformistes et les centristes à la fraction gauchiste de Bordiga, qui devait finir dans le marais trotskiste, il ne prend pas position publiquement contre la plate-forme étroite de cette fraction (1).”

La direction du Komintern, lors de son V^e Congrès, en juin 1924, pousse Gramsci (mis en avant par elle à la place de Bordiga, coupable de soutenir Trotsky) et Togliatti à supplanter Bordiga, définitivement écarté par eux de la direction au congrès clandestin du PC italien, tenu à Lyon, en janvier 1926.

En octobre 1926, en plein cœur de la lutte de l'Opposition unifiée, Gramsci rédige, au nom du bureau politique du Parti communiste russe, une lettre condamnant l'Opposition, accusée de mettre en cause l'unité du parti. Il y affirme que la presse fasciste italienne

“s'efforce de démontrer, avec un effort évident d'objectivité, que, désormais, d'après les affirmations mêmes des leaders les plus connus du bloc de l'opposition du PC de l'URSS, l'Etat des soviets va certainement devenir un pur Etat capitaliste et que, dès lors, dans le duel mondial entre le fascisme et le bolchevisme, le fascisme l'a déjà emporté” (2).

La lettre de Gramsci précise :

“Nous déclarons que nous considérons fondamentalement juste la ligne politique de la majorité du comité central du PC de l'URSS (3).”

Il ajoute enfin :

“Dans l'idéologie et dans la pratique du bloc de l'Opposition réapparaît pleinement toute la tradition de la social-démocratie et du syndicalisme, qui a, jusqu'à ce jour, empêché le prolétariat occidental de s'organiser en classe dirigeante (4).”

(1) Antonio Gramsci, *Œuvres choisies*, Editions sociales, 1959, p. 8.

(2) Giuseppe Berti, *I primi dieci anni di vita del PCI*, Feltrinelli, Milan, 1967, p. 272. Faut-il préciser que si les dirigeants du groupe Centralisme démocratique ébauchaient alors une analyse débouchant sur l'idée que la petite bourgeoisie était en train de prendre le pouvoir dans un Etat qui, dès lors, ne serait plus ouvrier, telle n'était en rien la position de l'Opposition unifiée, ici caricaturée.

(3) *Ibidem*, p. 273

(4) *Ibidem*, p. 274.

Certes, à la fin, Gramsci indique que *“les camarades Zinoviev, Trotsky, Kamennev ont puissamment contribué à nous éduquer pour la révolution (...), ils ont été parmi nos maîtres”*. Mais c’est pour ajouter :

“C’est vers eux que nous nous tournons spécialement comme les plus grands responsables de la situation actuelle (5).”

Bref, pour les inviter à renoncer à leur combat.

Togliatti, à qui Gramsci a donné cette lettre, ne la transmettra d’ailleurs pas au comité central du Parti bolchevique. La trouvant trop modérée et trop peu critique à l’égard de l’Opposition, il la transmettra au seul Boukharine, qui la gardera pour lui et pour Staline.

Arrêté le 8 novembre 1926, traduit devant le tribunal militaire de Milan par un mandat d’arrêt du 14 janvier 1927, Gramsci est condamné par le tribunal spécial, le 4 juin 1928, à une peine de vingt ans, quatre mois et cinq jours de prison. Il est d’abord incarcéré à la maison d’arrêt de Turi, près de Bari, puis, devenu très malade, sera transféré à l’infirmierie du pénitencier de Civita Vecchia, où il mourra d’épuisement et de maladie.

L’analyse des rapports de Gramsci avec le stalinisme doivent être éclairés à la lumière d’une position de fonds de Gramsci : ce dernier, comme Boukharine, considère qu’il est possible de construire le socialisme dans un seul pays. Il accepte donc, comme Boukharine, la “théorie” stalinienne de l’édification du socialisme dans un seul pays et rejette en conséquence la théorie de la révolution permanente, qu’il qualifie de *“schéma abstrait, de pur produit de théoricien en chambre”*, tout en affirmant :

“Le courant (léniniste) qui s’opposa à cette théorie et à ses formules littéraires fut cependant amené, bien qu’il ne cherchât pas à le faire délibérément, à

l’appliquer dans la pratique, mais sous une forme adaptée à la réalité historique présente, concrète, vivante, dans le contexte du lieu et de l’époque, telle qu’elle jaillissait par tous les pores de la société qu’il fallait transformer, c’est-à-dire sous la forme d’une alliance de deux groupes sociaux (prolétaires et paysans) sous l’hégémonie du groupe urbain (6).”

En même temps, au comité central du PC italien du 7 février 1925, il déclare :

“Si l’on diffère la révolution européenne pour toute une période historique, c’est-à-dire si la classe ouvrière russe ne peut, pendant très longtemps, compter sur l’appui du prolétariat d’autres pays, il est évident que la révolution russe doit se transformer (7).”

L’année suivante, néanmoins, on l’a vu ci-dessus, il condamne l’Opposition unifiée.

L’étude de Giorgio Amico publiée ci-après est une annexe à une brochure intitulée *Gramsci et Bordiga : alle origine del comunismo italiano*, brochure n° 9 des *Quaderni di formazione politica*. Le “tournant” évoqué au début de son texte est celui imposé au PC italien (comme aux autres) par la direction du Komintern en 1929 : consacrer l’essentiel de leurs coups aux sociaux-démocrates présentés comme l’aile marchante du fascisme. La Nouvelle Opposition italienne est celle formée cette même année par Leonetti, Ravvazoli et Tresso, qui rejoint l’Opposition de gauche internationale et se prononce en particulier pour le front unique des partis ouvriers de la base au sommet contre le fascisme.

Marc Teulin

(5) *Ibidem*, p. 274.

(6) *Il Risorgimento*, Turin, 1950, p. 90. Également dans Gramsci, *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 368 (traduction légèrement différente).

(7) Cité par M.-A. Macchiochi, *Pour Gramsci*, Le Seuil, p. 96.

Gramsci et le stalinisme

EN 1958, deux ans après le XX^e Congrès du PCUS, Togliatti n'hésitait pas à présenter Gramsci en prison comme un stalinien convaincu ; en réalité, de nombreuses sources témoignent d'un désaccord profond de Gramsci avec la politique du "tournant" (1), fondé sur des arguments similaires aux thèses de la Nouvelle Opposition internationale et de son rejet total du stalinisme comme système de gouvernement. Ainsi, Ercole Piacentini, ouvrier du bâtiment, compagnon de Gramsci à Turi, écrit :

« Gramsci insistait en particulier sur le fait que, dans le parti, on devait s'intéresser non à l'homme, mais aux directives du comité central. Il parlait de Staline comme d'un despote et affirmait connaître le testament de Lénine, qui évoquait la désignation de Staline au poste de secrétaire du Parti bolchevique. Il parlait de Rykov, de Kamenev, de Radek et surtout de Boukharine, pour lequel il avait une admiration particulière. Une fois, il nous parla de la Révolution française (...) et, à cette occasion, évoqua un "thermidor" soviétique (2). »

Bruno Tosin, stalinien convaincu, rappela à Turi, en décembre 1930, que Gramsci "apparaissait très préoccupé par les répercussions que la lutte interne du Parti bolchevique avait eue dans l'Internationale. Selon lui, cette lutte paralysait ou affaiblissait le travail de direction collégiale. Il déplora aussi à cette occasion le fait que Staline, dans le pas-

sé, n'avait jamais eu l'occasion de développer une certaine activité internationale, à la différence des autres chefs bolcheviques, et cela restreignait sa vision du développement général du mouvement mondial (3)."

Cette thèse est reprise par l'ancien député communiste Ezio Riboldi au printemps 1931. Gramsci, ayant appris avec irritation les hésitations du congrès du PC italien à Cologne, fit le commentaire suivant :

"Il faut se souvenir que le mode de pensée de Staline est très différent de celui de Lénine (...). Staline est toujours resté en Russie, il a conservé la mentalité nationaliste qui s'exprime dans le culte des Grands Russes. Même dans l'Internationale, Staline est d'abord un Russe et ensuite un communiste. Il faut rester attentifs (4)."

Le témoignage principal vient de Gramsci lui-même : le 13 juillet 1931, il écrit à Tatiana (sa belle-sœur, NDR) :

(1) Voir P. Togliatti, *Il leninismo nel pensiero e nell'azione di Antonio Gramsci*, dans *Studi Gramsciani*, p. 22. Sur les convergences entre Gramsci en prison et la Nouvelle Opposition italienne, voir *All'opposizione nel PCI con Trotsky et Gramsci*, sous la direction de R. Massari, Rome, 1977.

(2) *Gramsci raccontato*, sous la direction de C. Bermani, Roma, 1987, p. 168.

(3) B. Tosin, *Con Gramsci. Ricordi di uno della "vecchia guardia"*. Rome, 1976, cité par G. Fiori, *Gramsci, Togliatti, Stalin*, Bari, 1991, p. 47.

(4) A. Gramsci, *Lettere dal carcere*, vol. I, Rome, 1988, p. 299.

"Il me semble que, chaque jour qui passe, un nouveau fil de mes liens avec le monde du passé se rompt et qu'il me sera de plus en plus difficile de renouer entre eux tant de fils rompus (5)."

Cette lettre ne fut pas publiée dans l'édition des *Lettres de la prison* établie par Platon et Togliatti en 1947. Un propos analogue a été aussi censuré dans la lettre à Tatiana du 3 août de la même année :

"Il n'y a pas eu pour moi de changement de terrain culturel, le problème est que je me sens isolé sur le terrain même qui devrait par lui-même créer des liens affectifs (6)."

Le message est transparent : Gramsci se considère encore comme un communiste, mais ne s'identifie plus au mouvement communiste tel qu'il se définit au fur et à mesure que le stalinisme s'affirme.

Mais comment Gramsci, enfoui depuis des années au fond d'une prison fasciste, est-il en mesure de savoir ce qui se passe au-delà de ses murs, sur quels fondements rationnels s'appuient ses jugements, dont la netteté, nous l'avons vu, est frappante ? Le passage suivant d'une lettre à Tatiana est, à ce propos, très éclairant :

« Bien que je vive en prison, coupé de toute source de communication directe ou indirecte, tu ne dois pas penser que des éléments de jugements et de réflexions n'arrivent pas jusqu'à moi. Ils m'arrivent certes de façon désorganisée, occasionnelle, à de longs intervalles, et il ne peut pas en être autrement, par les conversations innocentes de ceux que j'entends parler ou que je fais parler et qui, de temps à autre, m'apportent l'écho d'autres milieux, d'autres points de vue, d'autres façons de voir, etc. Je n'ai pas encore perdu toutes les qualités de la critique "philologique" : je sais faire la part des choses, distinguer, atténuer les exagérations voulues, compléter, etc. Il doit y avoir quelques erreurs dans l'ensemble, je suis prêt à l'admettre, mais non pas décisives, non pas telles qu'elles puissent donner une autre direction au cours de mes pensées (7). »

Gramsci, donc, non seulement connaissait dans leurs grandes lignes les

événements soviétiques, mais tenait à le faire savoir, comme s'il était soucieux de combattre d'éventuelles objections fondées sur son statut de prisonnier.

Ses *Cahiers* mêmes, dans leur édition la plus récente, réservent plus d'une surprise au regard de la version traditionnelle d'un Gramsci stalinien convaincu, qui n'aurait pas perdu une occasion de stigmatiser du fond de sa prison les fautes d'un Trotsky devenu la *"putain du fascisme"* (8).

"C'est un fait établi, écrit Vacca, qu'au-delà de la polémique avec Trotsky dans les années 1924-1926, qui constitue le seul sujet à propos duquel Staline est cité, Gramsci n'en parle pas dans ses Cahiers, sinon indirectement dans ses allusions à l'URSS faites sur le mode critique. Et l'on ne peut sous-évaluer le fait que toutes les critiques que Gramsci adresse à l'URSS stalinienne convergent toutes sur un point : l'accent mis sur les conséquences de la rupture de l'alliance entre les ouvriers et le paysans, tant du point de vue politique que de celui de l'Etat (9)."

En outre, si Gramsci semble conserver une attitude constamment critique à l'égard des positions de Trotsky, comment ne pas penser qu'au cœur de la politique d'industrialisation forcée et après

(5) *Ibidem*, vol. II, Rome, 1988, p. 18.

(6) Sur l'isolement de Gramsci en prison, cf. les recherches de Spriano (*Gramsci in carcere e il partito*, Rome, 1977) et de Fiori (*op. cit.*). Il est bon de rappeler le témoignage terrible de Terracini sur la mort de Gramsci : *"Pour les camarades détenus et incarcérés, Antonio était désormais étranger au parti. C'est pourquoi l'annonce de sa mort est passée inaperçue comme tant d'autres, fut reçue sans douleur et ne suscita aucune émotion"* (Terracini, *Quanto diventammo comunisti*, p. 115).

(7) A Gramsci, *Lettere dal carcere*, vol II, *op. cit.*, p. 191.

(8) Cette citation, fabriquée, est due à la plume d'un des représentants les plus raffinés qui sont tranquillement passés du parti fasciste au "parti nouveau" de Togliatti (L. Lombardo Radice, *Il Fascismo e l'Anticomunismo*, Turin, 1947, p. 56). Ce volume regorge aussi de calomnies sur Bordiga et *"la provocation de type trotskyste à la solde de l'Ovra"* (la police politique fasciste). *Ibidem*, p. 57.

(9) G. Vacca, *L'URSS stalinista nell'analisi dei Quaderni dal carcere*, dans *Gorbacev e la sinistra europea*, Rome, 1989, p. 75.

le tournant aventuriste de 1929, Gramsci ne change pas de cible et ne vise pas directement ce même Staline, qui, à ses yeux, nous l'avons vu, subordonne la révolution mondiale aux intérêts nationalistes russes (10) ?

Les *Cahiers* de Gramsci contiennent une mise en garde nette, quoiqu'exprimée avec les précautions dues à sa situation particulière d'emprisonné, sur une possible évolution bonapartiste de l'URSS, provoquée par une industrialisation reposant sur la coercition pure plutôt que sur le consentement. Ainsi, Gramsci écrit, dans le *Cahier* n° 2, en référence au danger d'un industrialisme qui serait une fin en soi :

"Son contenu essentiel (...) consistait dans la volonté excessive (et donc non rationalisée) de donner, dans l'existence nationale, la suprématie à l'industrie et aux méthodes industrielles, d'accélérer, par des moyens coercitifs externes, la discipline et l'ordre dans la production, d'adapter les coutumes aux nécessités du travail. Etant donné tous les problèmes généraux liés à cette tendance, celle-ci devait inévitablement déboucher sur une forme de bonapartisme (11)."

Comme à l'époque de la polémique contre Bordiga de 1924-1926, ce sont les intérêts du mouvement prolétarien international qui devaient fonder le critère de jugement. Avec l'abandon par Staline de la politique léniniste d'alliance des ouvriers et des paysans, quelles bases du pouvoir ouvrier faciliteraient la révolution mondiale ? Et comment les marxistes, sans tomber dans un démocratisme considéré comme sa propre fin, devaient-ils évaluer l'usage généralisé de méthodes policières à l'intérieur et à l'extérieur du parti ? L'usage de la violence par un parti politique, même comme expression de "groupes subalternes", en un mot et clairement, par un parti communiste au pouvoir, a-t-il un caractère systématiquement réactionnaire ou peut-il avoir une valeur positive ?

La réponse de Gramsci est nette et conforme au marxisme :

« La fonction de police d'un parti peut être progressiste ou réactionnaire : elle est progressiste quand elle tend à

maintenir dans le cadre de la légalité les forces réactionnaires évincées et à élever au niveau de la légalité les masses arriérées. Elle est réactionnaire quand elle tend à comprimer les forces vives de l'histoire et à maintenir une légalité dépassée, antihistorique, devenue extrinsèque. Du reste, le fonctionnement du parti fournit des critères qui permettent de faire la différence : quand le parti est progressiste, il fonctionne "démocratiquement" (au sens du centralisme démocratique), quand il est réactionnaire, il fonctionne "bureaucratiquement" (au sens d'un centralisme bureaucratique) ; dans ce deuxième cas, le parti est un simple exécutant, qui ne délibère pas ; il est alors techniquement un organisme policier et son nom de "parti politique" n'est qu'une pure métaphore de caractère mythologique (12). »

Ce concept est repris en substance, dans le *Cahier* n° 15, pour conforter ses analyses de la dégénérescence bureaucratique et autoritaire du modèle soviétique :

« Dès lors que la division entre gouvernants et gouvernés existe dans un même groupe, il est nécessaire de fixer certains principes, dont on ne peut déroger, et c'est plutôt sur ce terrain que se développent les "erreurs" les plus graves, que se manifestent les incapacités les plus criminelles et les plus difficiles à redresser. On croit qu'une fois postulé le principe de l'existence du groupe lui-même, l'obéissance doit être automatique et doit se produire sans qu'il soit besoin d'en démontrer la "nécessité" et la rationalité, mais qu'elle soit indiscutable (quelqu'un pense, et, pire encore, agit conformément à cette pensée, que l'obéissance viendra sans même demandée, sans que la voie à suivre soit indiquée). Il est dès lors difficile d'extirper du dirigeant la tendance à jouer au "caïd", c'est-à-dire à être convaincu

(10) Thèses avancées dès la fin des années 1970 par Silverio Corvisieri (*Trotskyj e il comunismo italiano*, pp. 95-96).

(11) Gramsci *Quaderni dal carcere*, Turin, 1975, p. 2 164.

(12) *Ibidem*, p. 1 691.

qu'une chose sera faite parce que le dirigeant considère comme juste et rationnel que ce soit fait : et si ce n'est pas fait, la faute retombera sur celui "qui aurait dû", etc. Il est ainsi difficile d'extirper l'habitude criminelle qui consiste à ne pas se soucier d'éviter les sacrifices inutiles. Pourtant, le sens commun montre que la majorité des désastres collectifs (politiques) proviennent de ce que l'on n'a pas cherché à éviter les sacrifices inutiles ou que l'on a refusé démonstrativement de tenir compte du sacrifice d'autrui et que l'on a "joué avec la peau d'autrui" (13). »

C'est une condamnation sans appel d'un modèle de développement industrialisé et étatiste, reposant sur le mépris le plus absolu des coûts humains et de la volonté des masses, sur l'obéissance automatique, sur le culte du chef ("caïdisme"), qui a non seulement perdu depuis longtemps toute connotation progressiste, mais qui représente le principal obstacle sur la voie de la remontée révolutionnaire.

Placé face à la nécessité "d'apprendre trop de choses et des choses trop

terrifiantes" (14), mis au banc du parti, Antonio Gramsci, du fond de sa prison, n'a pas cessé de combattre la contre-révolution avec les seules armes à sa disposition, avec son esprit et sa plume, en partageant la foi de tous les grands révolutionnaires en un "avenir clair et radieux de l'humanité" (15).

Giorgio Amico

(13) *Ibidem*, p. 1 752.

(14) La phrase, adressée au jeune Gramsci, est de Bordiga (A. Bordiga, *Il rancido problema del Sud italiano*, p. 97).

(15) La phrase est de Trotsky dans sa déposition devant la commission Dewey, en avril 1937, qui constituait son testament politique, et s'applique bien au marxiste indomptable et généreux qu'était Antonio Gramsci. Trotsky déclare : "L'expérience de ma vie, qui n'a manqué ni de succès ni d'échecs, n'a pas détruit ma foi dans l'avenir clair et radieux de l'humanité ; bien au contraire, elle lui a donné une trempe indestructible. Cette foi dans la raison, dans la vérité, dans la solidarité humaine que j'ai emmenée avec moi à 18 ans dans les quartiers ouvriers d'une ville russe de province, Nicolaïev, je l'ai conservée pleine et entière. Elle est devenue plus mûre, mais pas moins ardente."

**Nina Ivanovna
Gagen-Thorn :**

**Rencontre au Goulag
avec Alexandra
Sokolovskaia,
la première femme
de Trotsky**

Nina Ivanovna Gagen-Thorn a été condamnée en 1937 comme membre d'un prétendu complot trotskyste à l'Académie des sciences de l'URSS.

Elle est alors envoyée au Goulag à Kolyma, d'où elle revient en 1954.

Sa fille a publié ses souvenirs en 1994, sous le titre *Memoria*. Dans ces souvenirs, elle évoque sa rencontre dans une prison de transit avec la première femme de Trotsky, Alexandra Sokolovskaia, déportée à Kolyma en 1933 et alors emmenée à Moscou pour y être interrogée une nouvelle fois ; elle y sera condamnée à mort et fusillée.

Ce récit fait référence à trois trotskystes : Katia Goussakova, Nouchik (Zavarian) et Lado Bibinichvili. Ce dernier est un militant bolchevique géorgien, auteur d'un livre sur le bolchevik Kamo, connu, entre autres, pour avoir organisé en 1907 l'attaque d'un fourgon du trésor de Tiflis. Comme beaucoup de bolcheviks géorgiens, il rallia en 1927 l'Opposition de gauche. Alexandra Sokolovskaia évoque l'arrestation au camp de la deuxième. Nous n'avons pas trouvé trace de la première.

Tout au début du *Ciel de la Kolyma* (1), Evguenia Guinzbourg, elle aussi déportée à Kolyma, évoque avec admiration Nouchik Zavarian, devenue légendaire au camp :

« Un nom parmi ceux des femmes qui ne sont pas revenues est resté spécialement gravé dans ma mémoire : celui de la vieille communiste Nouchik Zavarian. Son histoire se transmettait oralement de bouche à oreille depuis des années. Notre Maria Sergueievna la racontait à chaque nouvelle pensionnaire de la baraque :

“Apparemment, elle en avait assez de la vie... Elle était fière. La faim et le froid, ça allait encore, mais les humiliations, elle n'en voulait plus. Alors, elle a envoyé une requête au chef du Dalstroï. Combien de temps, écrivait-elle, vont encore régner l'arbitraire et l'iniquité ? Mais le plus intéressant, c'était l'adresse. Ah ! elle avait bien tourné ça : “La détenue bolchevique-léniniste (2) Nouchik Zavarian au gouverneur général de la Kolyma”... Ils l'ont emmenée à la Serpentine” (3). »

Quant à Aslan David-Ogly, dont parlent les deux femmes, il s'agit tout simplement de la forme turque du nom de Léon Davidovitch (en turc, Aslan veut dire Léon et Ogly est un suffixe signifiant “fils de”), c'est-à-dire de Trotsky lui-même. Ce nom turc est une façon de nommer Trotsky sans attirer l'attention des gardiens et des espions du NKVD.

(1) *Le Ciel de la Kolyma*, éditions du Seuil, réédition Seuil/Points.

(2) Dénomination de l'Opposition de gauche (trotskyste).

(3) Lieu de la Kolyma où s'effectuaient les exécutions par fusillade.

“Dites-leur qu’à l’étranger, Aslan David-Ogly pourra faire beaucoup de choses”

JE me trouvai une place libre près du mur. Sur le lit voisin, avec un oreiller et une couverture qui indiquaient un occupant expérimenté, était assise une femme avec un visage juif intelligent et triste.

“D’où vient le convoi ? me demanda-t-elle, en me fixant d’un regard perçant.

— *Mixte. On nous a rassemblés de diverses prisons. Moi, je viens de Leningrad* — dans les yeux de ma voisine s’allumèrent des lueurs interrogatives —, *j’ai passé l’hiver à la Chpalerka (1). En avril, j’ai été jugée, condamnée au titre des articles 58 et 10 alinéa 2, on m’a transférée à Kresty (1). En mai, on m’a mise dans un convoi. Il paraît qu’on part à Kolyma.”*

L’intérêt dans ses yeux se renforça encore.

“*Moi, je reviens de Kolyma. On m’envoie à Moscou pour un complément d’enquête.*

— *KRD (2) ?*

— *KRTD (3). Pour KRD, on n’emmène pas les gens aussi loin pour complément d’enquête, dit-elle en souriant.*

— *Vous êtes déportée depuis longtemps ?*

— *On m’a prise en 1930, on m’a d’abord envoyée en exil, puis en isolateur politique.”*

Elle me jeta un nouveau regard perçant.

“*Et vous, vous avez été jugée pour quelle affaire ?*

— *Pour l’affaire de l’Académie des sciences (4).*

— *On a pris beaucoup de gens de l’Académie ?*

— *Ils ont commencé au printemps. J’étais en expédition au cours de l’été. Je suis revenue à l’automne. Ils m’ont prise le 15 octobre.*

— *Vous êtes membre du parti ?*

— *Non.”*

Elle hocha la tête : “*Ils prennent les uns et les autres, les uns et les autres.”*

Elle me soupesa du regard : “*Vous avez terminé l’université de Leningrad ? Mes filles y ont étudié dans les années vingt.”*

Nous nous sommes tues. Nous nous sommes jaugées l’une l’autre du regard, selon l’habitude des prisons.

“*Avec qui avez vous été emprisonnée ?* me demanda-telle.

Notes de la rédaction :

(1) Prisons de Leningrad.

(2) KRD : activité contre-révolutionnaire.

(3) KRTD : activité contre-révolutionnaire trotskyste.

(4) En 1937, un groupe de collaborateurs de l’Académie des sciences fut arrêté comme terroristes.

— *Avec des gens divers, toutes sortes de gens. Parmi ceux qui peuvent vous intéresser, j'ai rencontré Katia Goussakova.*"

Un frisson la saisit. Je la regardai attentivement.

"*Elle était depuis longtemps en prison ?*"

— *Elle a été un an en cellule d'isolement. Quand on nous l'a amenée dans notre cellule, on aurait dit qu'on venait de la descendre de la croix. Elle n'avait que ses yeux et ses longues tresses. Son corps était transparent. Elle nous dit qu'elle sortait d'une longue grève de la faim.*"

Mon interlocutrice se tut. Elle attendait. Agitée, elle passait sa main dans ses cheveux grisonnants.

"*C'est Katia qui m'a parlé la première du trotskysme, lui dis-je en la regardant droit dans les yeux. Elle m'a parlé de l'isolateur politique et de l'exil, elle m'a surtout demandé ce qui se passait au-delà des prisons, m'a interrogée sur la dékoulakisation des années 1930-1934. Beaucoup de choses me sont devenues alors plus claires. Nos conversations nous ont aidées l'une l'autre. Je lui citais des faits et elle m'a exposé la conception d'Aslan David-Ogly.*"

Ma voisine trembla et une lumière intérieure l'éclaira :

"*Vous connaissez ce nom ? Cela veut dire que Katia vous faisait confiance, me dit-elle dans un soupir. Je peux donc vous faire confiance. Vous allez à Kolyma et moi j'en reviens. A Kolyma, il y a beaucoup des nôtres. Ils ne cachent pas qu'ils sont trotskystes et c'est pourquoi je vous demande de leur faire savoir que vous m'avez rencontrée, que l'on m'emène à Moscou pour une enquête complémentaire. C'est très important pour eux...*"

Soudain, dans le corridor, on tapa sur le rail. La vérification. Cris dans la cellule : "*Debout pour le contrôle !*"

Abandonnant leurs occupations, une centaine de femmes se mirent en rang. La porte s'ouvrit avec fracas. Les gardes entrèrent. Le compte des détenues fut expédié à toute allure. Puis toutes les détenues se dispersèrent dans la cellule et,

sous le bourdonnement confus d'une centaine de voix, nous reprîmes notre conversation (...).

"*Vous ne savez pas quand ils ont pris Goussakova à Leningrad, dans la Chpalernaia ? Elle était en isolateur politique...*"

— *Je ne sais pas. Elle m'a dit qu'elle avait passé une année en cellule d'isolement, et elle était heureuse d'avoir une possibilité de parler. Quel esprit clair et vivant elle a ! Et un intérêt si aigu pour tout ce qui se passe en dehors des murs de la prison.*

— *Il y a de quoi ! Une année en cellule d'isolement, ce n'est pas une plaisanterie !*

— *Pour moi aussi, cette rencontre a été importante. Elle m'a parlé de choses que je ne soupçonnais même pas, elle m'a parlé d'Aslan David-Ogly...*"

On aurait dit qu'un chiffon avait balayé la vieillesse et la lassitude du visage de mon interlocutrice, qui devint soudain comme jeune.

"*Et que vous a-t-elle raconté ?*"

— *Qu'il a réussi à partir à l'étranger de son exil au Kazakhstan. Et avec lui, ils ont envoyé aussi Kibaltchitch (5). Entre autres, la sœur de ce Kibaltchitch et sa nièce, la fille d'une autre sœur qui vivait à Paris, se trouvaient dans le même convoi que moi.*

— *Vous savez qu'il est le petit-fils du Kibaltchitch qui a été pendu pour l'assassinat du 1^{er} mars (6) ?*

— *Oui, bien entendu.*

— *Ainsi, Kibaltchitch est parti avec eux ! C'est une bonne chose.*"

Le couvre-feu sonna. La cellule se calma. Nous nous rapprochâmes l'une de l'autre et nous pûmes continuer à discuter sans crainte.

"*Dans les années vingt, mes filles Nina et Zina ont étudié à l'université de Leningrad, dit-elle d'un ton pensif.*"

(5) En réalité, si Trotsky a été expulsé d'URSS en 1929, Victor Serge (Kibaltchitch) n'en a été expulsé qu'en 1936.

(6) Assassinat du tsar Alexandre II, le 1^{er} mars 1881, par des militants de la Volonté du peuple.

— Zina et Nina Bronstein !

— Vous les avez connues ?

— Et je savais de qui elles étaient les filles.

— Oui, je suis la première femme de Léon Davidovitch. Sedov est le fils de sa deuxième femme. Moi, j'ai deux filles et un petit-fils, de ma fille aînée. Je suis tellement inquiète pour le petit garçon ! Il vient d'avoir quatorze ans. On dit qu'ils l'ont pris lui aussi...

— Où ? En prison ? Quelle enfance terrible...

— Sous les tsars, on ne prenait pas les enfants. Mais celui-là, il veut anéantir tout le monde. Jusqu'à la septième génération. Lev ressemble à son grand-père et il est talentueux comme lui. Que leur arrivera-t-il ? Où sont mes filles (7) ? Il y a de longues années que je ne sais rien. On nous a emmenés d'exil directement à Kolyma. On a mis les hommes à part, bien entendu. On nous a envoyées à Magadan."

Elle se dressa légèrement, me regarda fixement, m'examina, puis ajouta :

« Vous êtes une sans-parti. Vous n'avez manifestement pas peur de nous et je vous crois. Satisfaites à ma demande, donnez de mes nouvelles aux amis.

— Je le ferai.

— Au camp de Magadan, on m'a transférée à la "maison de Vaskov" et mes amis ne savent ensuite plus rien de moi. Et je ne sais pas qui d'autre ils ont pris. Qui est resté ? C'est important de le savoir, car ils veulent manifestement fabriquer une nouvelle affaire. Je sais que Lolo Bibinichvili est restée au camp de Magadan. C'est la femme de Lado. De ce même Lado, qui, à l'époque tsariste, tonnait dans toute la Géorgie.

C'était un bolchevik très actif. Lolo et Lado sont de vieilles gens... A Magadan, on n'a pas touché à Lolo... Est-ce qu'on tient compte de son passé ? Vous la trouverez facilement. Dites-lui qu'apparemment on a pris Nouchik. Comme moi. Je n'ai pas subi un seul interrogatoire à Magadan. On ne m'a rien demandé sur personne. On n'emmène directement à Moscou pour un complément d'enquête. Je pense qu'ils vont me fusiller. Quel intérêt pour eux de faire du bruit à mon propos ? »

Elle se tut, réfléchit un moment et ajouta : "Dites à Lolo que je n'ai rien appris sur aucun des camarades. Je ne me sens pas mal en forme. Je suis vieille et ils s'inquiètent pour moi. J'envoie mon salut aux camarades, je crois en leur fermeté et en leur courage. Dites-leur qu'à l'étranger, Aslan David-Ogly pourra faire beaucoup de choses."

Un regard illumina ses yeux pendant qu'elle me fixait. Le souvenir de cet homme, son amour pour lui l'emplissaient de fierté. Et moi, qui n'avais pas encore éprouvé les épreuves de la vieillesse, je ressentais de l'étonnement pour cette femme et pour la clarté de ses souvenirs.

Nous finîmes par nous endormir. Le lendemain, juste après le réveil, on vint la chercher avec ses affaires.

"Enfin dans le convoi ! dit-elle. Adieu ! Trouvez mes camarades à Kolyma."

Je le lui promis.

(7) Alexandra Sokolovskaia ne savait donc pas que ses deux filles étaient alors mortes : Nina, de la tuberculose, en 1928, et Zinaïda s'était suicidée en 1933.



Ci-dessus, Alexandra Sokolovskaia debout à côté de Léon Trotsky, et, ci-dessous, en Sibérie, au milieu d'un groupe d'exilés politiques.



Sur la mort de Léon Sedov



L'agent du Guépéou Mark Zborowski, dit Etienne.

Une lettre qui relance le débat

MON cher Jean-Jacques, j'ai lu avec étonnement le débat sur la mort de Sedov. Peut-on vraiment contester qu'il a été assassiné ? S'il est vrai qu'il a été soigné dans une clinique de Russes blancs recrutés depuis des années par le Guépéou, comment peut-on prêter foi à une "histoire de la maladie" issue d'une

pareille officine ? Cette attitude me paraît plutôt naïve. Le Guépéou avait depuis longtemps une solide expérience dans la fabrication de faux. Lui est-il si difficile, dans une clinique placée sous son contrôle, de liquider quelqu'un et de fabriquer un faux ? J'avoue mon étonnement.

Adrien Lévy

Le faisceau de mensonges et de trucages du Guépéou

JE ne sais s'il est plus ou moins difficile de truquer un document médical qu'un autre. Mais si l'on peut fabriquer des faux papiers, de faux tableaux, de la fausse monnaie, de fausses confessions, de faux documents de tous ordres, je ne vois pas pourquoi un document médical serait garanti contre cette possibilité.

De plus, chacun sait que le Guépéou avait depuis longtemps développé un art consommé du faux. Et il devait avoir les moyens, en cas de besoin, d'exercer cet art dans une clinique dirigée par un guépéoutiste et où il disposait d'un réseau d'agents.

La possibilité, sans doute réelle, ne suffit pas pour établir le fait. Il faudrait

pour cela effectuer une critique interne et externe du document, pour laquelle je n'ai aucune compétence, pouvoir établir une liste de complicités, ce qu'il est impossible de faire aujourd'hui, etc. Mais je remarque que, dans leur article des *Cahiers Léon Trotsky*, n° 13, J.-M. Krivine et M.-F. Kahn disent : "*Nous n'avons pas le compte rendu opératoire et les rapports d'autopsie sont peu précis.*" Et l'essentiel me paraît être ailleurs, dans des éléments en général connus depuis longtemps.

Soulignons d'abord, avant de les rappeler, que Pavel Soudoplatov, le responsable du service des affaires mouillées ("assassinats") du NKVD à partir de 1938, se lance par deux fois, en évo-

quant la mort de Sedov, dans des affabulations qui ne résistent pas à l'examen.

Il écrit : *"Je n'ai découvert ni dans son dossier ni dans celui de l'Internationale trotskiste qu'il ait été assassiné."*

Avec ce même argument, on peut dénier à Soudoplatov et à Eitingon la paternité de l'assassinat de Trotsky, puisque leur nom ne figure dans aucun document d'archives. Ce n'est pas le genre de décision que l'on met par écrit.

Soudoplatov, conscient de la faiblesse de son argument, ajoute : *"Si cela avait été le cas, quelqu'un aurait été décoré ou en aurait revendiqué l'honneur, mais rien de tel ne s'est produit."*

Certes, les assassins de Trotsky ont été décorés... parce qu'ils ont satisfait à deux conditions : ils sont revenus en URSS et ils n'ont pas été liquidés... comme l'a été le groupe qui a participé au meurtre d'Ignace Reiss (Serge Efron, le couple Klepinine, etc.), dont aucun membre n'a eu la possibilité ni de revendiquer l'exploit ni d'être décoré, sinon d'une balle dans la nuque. Quant à *"en revendiquer l'honneur"*, Soudoplatov plaisante : un agent du Guépéou (comme de la CIA ou d'autres services du même type) exécute une mission, point final. Il n'a pas à en *"revendiquer l'honneur"*. Soudoplatov est bien placé pour le savoir : même en 1982 — quarante-deux ans après l'événement ! —, lorsqu'il écrit un recours auprès d'Andropov pour obtenir sa réhabilitation, il a recours à une périphrase embarrassée (et ce n'est pas par gêne, car il en est fier !) pour rappeler sa participation à l'assassinat de Trotsky : *"En 1939, sur ordre du Parti, Eitingon et moi-même avons mis sur pied, au Mexique, une opération de combat que nous avons réalisée avec succès."*

Enfin, l'argumentation de Soudoplatov est fondée sur l'assimilation stalinienne de la IV^e Internationale... à une officine policière. Il affirme : *"Grâce à sa présence (de Sedov) à Paris, nous étions informés de toutes les tentatives du mouvement visant à introduire des agents et du matériel de propagande en Union soviétique en passant par l'Europe. Le liquider signifiait que nous allions perdre toute possibilité de contrôle sur*

les opérations trotskistes en Europe." Ce vocabulaire policier (*"agents"* et *"opérations trotskistes en Europe"*) issu des procès de Moscou vise à présenter la IV^e Internationale comme une organisation louche montant de très douteuses entreprises.

De plus, l'activité politique, caricaturée, à laquelle Soudoplatov fait allusion est à l'époque révolue. Dans la première moitié des années 1930, Sedov a effectivement organisé l'envoi de lettres, d'exemplaires du *Bulletin de l'Opposition* en Union soviétique (mais jamais d'*"agents"* !) par le canal d'anciens opposants, de fonctionnaires d'ambassades soviétiques, de marins. A dater de 1936 et du premier procès de Moscou, cette activité, déjà réduite comme peau de chagrin, est interrompue. Donc, les prétendues informations sur *"toutes les tentatives du mouvement visant à introduire des agents et du matériel de propagande en Union soviétique"* sont une invention de Soudoplatov.

En revanche, le *Livre rouge sur les procès de Moscou*, de Sedov, qui démontait les trucages du premier procès de Moscou, avait suscité la fureur de Staline. Et, à partir de cette époque, Staline, qui prépare l'exécution massive des trotskystes en URSS (extermination entamée en 1937 et achevée en cette année 1938), a désormais comme souci premier l'assassinat de Trotsky. La liquidation de Sedov est un premier avertissement à son père.

Quant aux informations politiques sur la IV^e Internationale en gestation, l'agent du Guépéou, Zborowski-Etienne, n'étant pas démasqué et continuant à s'occuper du *Bulletin de l'Opposition* en russe, en disposait abondamment. C'est pour le dissimuler que Zborowski déclarera au FBI : *"J'avais rompu avec le NKVD en 1938 et depuis 1938 je n'étais plus agent du NKVD (...). Après la mort de Sedov, je n'ai vu que très rarement les gens du NKVD. Finalement, après 1938, je ne les ai plus vus."*

Pur mensonge. Si un homme occupant la place de Zborowski dans le dispositif du Guépéou avait alors lâché cet organisme avant l'assassinat de Trotsky, il aurait été liquidé. Puisqu'il affabule,

ment et calomnie (1), il a donc quelque chose à dissimuler et il est impossible, à propos de la mort de Sedov, d'accorder le moindre crédit à la moindre ligne de ce qu'il écrit.

Quels éléments peut-on prendre en considération ?

1. — Dès 1925, Staline est suspecté de s'être débarrassé, à l'aide de la médecine, du commissaire à la Guerre Frounzé, ami de Zinoviev, avec qui Staline est en train de rompre, et successeur de Trotsky, avec qui il a des relations correctes. On ne pourra jamais "prouver" l'assassinat, mais Staline fait retirer des librairies le numéro de la revue littéraire où l'écrivain Boris Pilniak a publié le *Conte de la lune non éteinte*, qui fait, de façon transparente, allusion à cet événement. Cet acte brutal de censure ressemble à un demi-aveu. Depuis 1925 au moins, donc, Staline a des idées sur l'utilisation de la médecine pour se débarrasser d'un gêneur. L'histoire de la maladie de Frounzé, analysée par plusieurs spécialistes soviétiques et russes, dont Topolianski, ne permet apparemment de déceler rien d'anormal. Et pourtant, il y a au moins doute.

2. — Iagoda, ancien aide-pharmacien de profession, véritable chef du Guépéou depuis le début des années 1930 (vu la maladie du chef nominal, Menjinski, qui meurt en 1934), avait une vraie passion pour les poisons et avait ouvert un laboratoire spécial au Guépéou. Ce laboratoire expérimental a servi en URSS même ; on ne peut établir une liste certaine de ses victimes, mais plusieurs disparitions posent problème : la lente agonie de Menjinski jusqu'en 1934, la mort inexplicable de Kouibychev en 1935, etc.

3. — La clinique Mirabeau (de la rue Narcisse-Diaz), où est soigné Sedov, est dirigée par un Russe, le docteur Boris Girmounski, ancien responsable du service médical d'un camp du Guépéou en URSS. Ce Girmounski est sorti d'URSS en 1929 en toute légalité, donc sans avoir rompu avec le Guépéou ; il a, peu après son arrivée, acheté la clinique pour 6 millions de francs, qui ne pouvaient provenir de ses émoluments de chef du service médical d'un camp. L'argent ne peut venir que du Guépéou, qui le tenait.

Ce Girmounski prétendra n'avoir connu l'identité véritable de son patient que la veille de sa disparition, après les "complications" qui entraînent sa mort. Ce médecin du Guépéou serait resté indifférent, une semaine durant, à l'identité réelle d'un patient inscrit sur les registres sous le nom bien français de Léon Martin, mais à qui ses infirmières russes parlent en russe ? A d'autres. Il ment très probablement et a donc quelque chose à cacher.

4. — Une bonne partie du personnel médical et infirmier de cette clinique est formée d'émigrés russes, milieu où le Guépéou recrute à tout va par le canal de l'Association pour le retour dans la patrie, où fricotait notamment l'agent Serge Efron, membre du groupe chargé de liquider Ignace Reiss. Devant le FBI, en 1956, Zborowski affirmera à propos de cette clinique : *"Après un moment, je me suis rendu compte qu'elle était dirigée par des Russes blancs."*

Demi-vérité, qui constitue donc un demi-mensonge. Il efface de la clinique le Guépéou, avec qui il dit pourtant avoir rompu depuis plus de quinze ans. Pourquoi ?

5. — Trois personnes seulement sont au courant de l'endroit où Sedov est opéré, dont Zborowski. C'est lui qui a téléphoné à la clinique pour demander une ambulance, qu'il suit en taxi avec l'ex-menchevique devenue trotskyste, Lola Estrine, qui a une confiance aveugle en lui.

6. — Une fois Sedov hospitalisé, Zborowski ne lui rend jamais visite. Certes, sa compagne, Jeanne Martin des Pallières, s'oppose aux visites. Mais Zborowski est le bras droit de Sedov, et son intime. D'ailleurs, Lola Estrine vient voir Sedov le 12. Ils fixent un rendez-vous avec Zborowski le 14. Mais dans la nuit du 13 au 14, l'état de Sedov se dégrade brusquement. Jusqu'à ce moment, Zborowski est resté à l'écart de la clinique. Nul ne saurait donc établir de lien entre ce qui s'y passe et lui. C'est pour le moins une circonstance heureuse.

7. — Le lendemain de l'opération, Zborowski informe les trotskystes fran-

(1) Voir le texte publié ci-après.

çais que Sedov est hospitalisé, sans leur dire où. Il leur cache, pendant une semaine, l'adresse de la clinique. Certes, Jeanne Martin l'interdisait, par haine de fraction. Mais on peut difficilement croire que l'agent du Guépéou s'obstine à dissimuler aux camarades politiques de Sedov le lieu de son opération pour obéir à cette "interdiction", qui lui permet, en revanche, de cacher le lieu où était opéré Sedov jusqu'au moment où son état se dégrade. S'il avait intérêt à le cacher, c'est qu'il avait quelque chose à dissimuler. Et il ne voulait certainement pas dissimuler le déroulement normal d'une opération. Il se dédouane vis-à-vis des trotskystes en transgressant à moitié l'interdiction de Jeanne Martin. Il rend visite à Sedov dans la nuit du 13 au 14 avec Lola Estrine, informée de l'aggravation brutale de l'état de Sedov. Il prévient alors les trotskystes français. Mais l'intervention du docteur Rosenthal, père du jeune avocat trotskyste Gérard Rosenthal, sera, comme par hasard, trop tardive. En revanche, Zborowski ressent soudain le besoin de suggérer à Jean Rous que la dégradation brutale de l'état de Sedov serait peut-être due à un empoisonnement. Pourquoi ? Voudrait-il suggérer que Sedov a été empoisonné... par des Russes blancs ?

8. — En février 1938, juste avant ou après la mort de Léon Sedov, Zborowski adresse à Moscou un rapport, dont des extraits sont publiés ci-après, visant à justifier l'assassinat de Léon Sedov en présentant ce dernier comme un terroriste préparant l'assassinat de Staline.

9. — Lorsque le juge américain Morris interrogera Zborowski en 1956, le dialogue suivant s'instaurera entre les deux hommes :

— *Avez-vous rapporté au NKVD que Sedov était à l'hôpital ?*

— *J'ai rapporté qu'il était à l'hôpital.*

— *Et vous avez indiqué le nom de l'hôpital.*

— *Probablement (sic !).*

— *Et vous l'avez visité à l'hôpital.*

— *Oui, monsieur.*

— *Et vous avez rapporté le récit de vos visites au NKVD ?*

— *Je ne me souviens pas si je rapportais mes visites au NKVD. Je ne m'en souviens pas. J'ai pu le faire, mais je ne me rappelle pas" (sic !).*

Dialogue un peu étonnant. Le juge Morris ne pose pas à Zborowski la question que l'on attendrait : "Puisque vous avez averti le NKVD, quelles instructions en avez vous reçues ?" Zborowski se garde bien, de son côté, de le préciser. En revanche, il éprouve le besoin d'affirmer : "*C'était une mort tout à fait normale*"... tout en en donnant une fausse date : "*La mort de Sedov s'est produite en 1937.*" Pourquoi ?

10. — Lors de l'interrogatoire de Mercader, l'assassin de Trotsky, par le juge d'instruction Raoul Carranca y Trujillo, à Mexico, le dialogue suivant eut lieu :

— *Quelle est votre opinion sur la mort de Léon Sedov ?*

— *Je ne pense rien de plus que ce qui a été imprimé sur l'affaire.*

— *Était-ce le Guépéou ?*

— *Oui, c'est le Guépéou qui a tué Léon Sedov."*

Certes, cette déclaration n'est pas une preuve, mais Mercader avait toutes les raisons d'être bien informé, et on se demande quel intérêt avait cet homme, qui voulait se présenter comme un trotskyste désabusé, à la faire.

Une évidence doit s'imposer à tous : le guépéoutiste menteur Zborowski et le guépéoutiste faussaire Soudoplatov ont de tout autres soucis que celui de la vérité. Leur acharnement à présenter la mort de Sedov comme naturelle découle donc d'une autre préoccupation, et il est à lui seul un élément de suspicion légitime. Le faisceau des mensonges et trucages des agents du Guépéou me paraît suffisamment impressionnant pour emporter la conviction.

Jean-Jacques Marie

Le rapport truqué du provocateur Zborowski

AU moment où Léon Sedov meurt à la clinique Mirabeau, à Paris, Zborowski adresse à Moscou un rapport sur le contenu prétendu d'une conversation qu'il aurait eue, avant l'opération, avec Léon Sedov. Zborowski écrit :

« *Sedov partit de loin. Il me dit : "Le terrorisme ne contredit pas le marxisme. Il y a des situations dans lesquelles le terrorisme est nécessaire..." Lors de la lecture d'un journal, il me déclara : "Tout le régime en URSS tient sur Staline ; il suffirait de le tuer pour que tout s'effondre." Il revint à maintes reprises là-dessus et soulignait la nécessité d'abattre le camarade Staline. Suite à cette conversation, le "Fiston" me demanda : "Est-ce que je crains la mort en général et est-ce que je serais capable d'accomplir un acte terroriste ?" A ma réponse que tout dépendrait de la nécessité et de la rationalité d'un tel acte, le "Fiston" me répondit : "Toute l'affaire dépend d'un homme prêt à mourir ; comme les membres de La Volonté du peuple" (1). Et il me dit que j'étais un homme trop doux pour un tel genre d'affaire. La conversation sur ce thème fut interrompue par l'arrivée de la "Voisine" (Lola Estrine, future Lola Dallin, l'une des trois personnes au courant de l'hospitalisation de Sedov, NDLR) et ne reprit pas ensuite » (2).*

Zborowski reprend et développe, au bon moment, les termes d'un rapport antérieur, du 8 février 1937, où il affirmait que Sedov lui avait dit : "Il faut tuer Sta-

line." Bref, le meurtre de Sedov ne serait qu'un acte défensif préventif.

On voit ici se dessiner le truc utilisé lors de l'assassinat de Klement en juillet 1938, puis de Trotsky en 1940 : le Guépéou fabriquera une "lettre" de Klement, où ce dernier, avant d'être déchiqueté par ses bourreaux, affirmait rompre avec Trotsky, en qui la lettre dénonçait un collaborateur du fascisme... Comme lors des procès de Moscou. L'assassin de Trotsky sera présenté dans la *Pravda* comme un trotskyste désabusé.

Le rapport de l'agent Zborowski, bras droit de Léon Sedov, pouvait ainsi être utilisé pour dénoncer en Sedov-l'assassiné un assassin en puissance. Donc, le procès de Moscou avait dit vrai. L'homme qui avait prétendu démonter la falsification du premier procès de Moscou et entre autres la fausseté des accusations de terrorisme jouait double jeu. Le meurtre physique se doublerait d'un assassinat politique. Comme bien d'autres faux staliniens, le rapport truqué de Zborowski resta à l'état de document de police : Zborowski devait être préservé tant qu'il n'était pas démasqué. Et une fois

(1) La Volonté du peuple, constituée en 1879, organisa plusieurs attentats contre de hauts dignitaires du régime tsariste et abattit le tsar Alexandre II, le 1^{er} mars 1881.

(2) Ce texte est publié dans le tome 2 de son *Trotsky* (édition russe, page 198) par Dmitri Volkogonov, le seul "historien" qui ait eu accès aux trois tomes du fonds Trotsky aux archives du Guépéou-NKVD-KGB.

Trotsky assassiné, Staline et le Guépéou n'avaient plus besoin de s'acharner sur son fils. Mais le rapport Zborowski est la signature du crime, que ses auteurs ont tenté de camoufler en simple complication médicale.

Le meurtre de Sedov avait une quadruple fonction : frapper Trotsky personnellement par la mort violente de son dernier

enfant vivant ; faire payer à Léon Sedov son minutieux démontage des falsifications du premier procès de Moscou ; entraver la publication du bulletin russe de l'Opposition ; faire obstacle à la préparation de la conférence de proclamation de la IV^e Internationale.

J.-J. M.

Adj. 1933. — 6^e lot. — N° 6649.
(F. VIII.)

N° 131

TRIBUNAL
DE
PREMIÈRE INSTANCE
DU
DÉPARTEMENT DE LA SEINE
CABINET D'INSTRUCTION

AVIS D'ORDONNANCE RENDUE

Paris le 14 FÉV. 1939

En exécution de l'article 10, § 2 de la loi du 8 décembre 1897, il est immédiatement donné connaissance à M^e *Rosenthal* avocat à la Cour d'Appel, conseil de M^r *Léon Trotsky, P. C.* que M. *Joseph Lagendat* juge d'instruction, vient de rendre en date de ce jour une ordonnance de

non-lieu

(recherche des causes de la mort de Sedov)

LE COMMIS-GREFFIER,
[Signature]

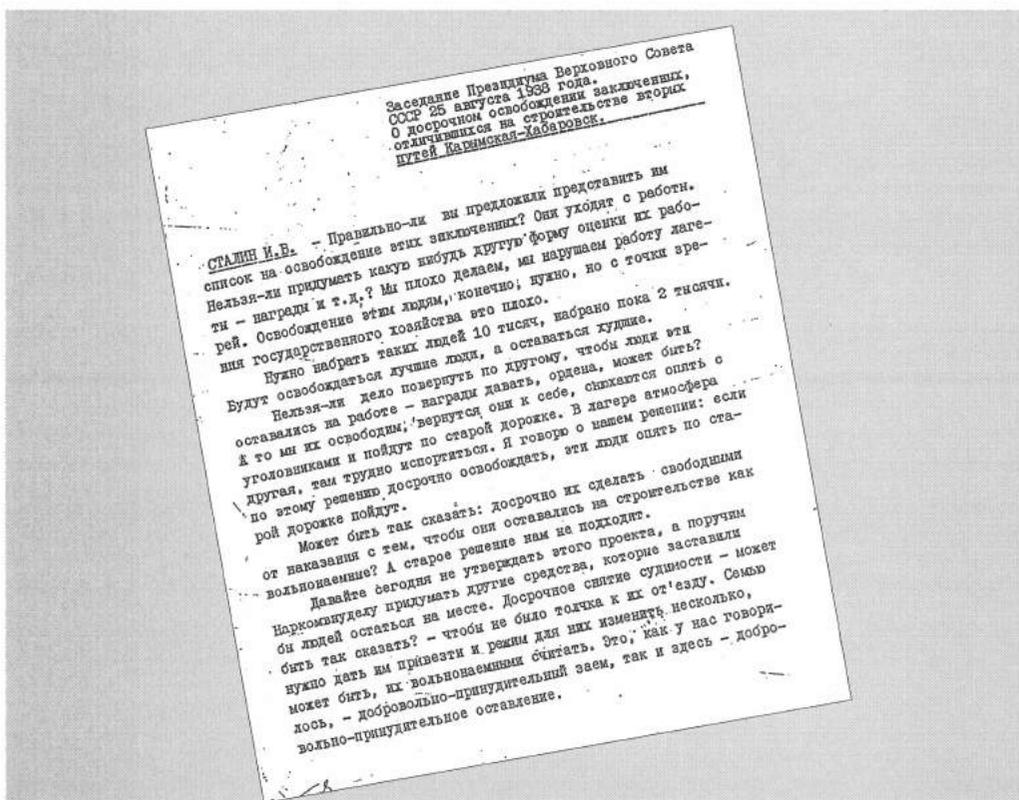
Notification du non-lieu dans l'enquête sur les causes de la mort de Léon Sedov (ordonnance du 14 février 1939).

Staline
et le
“séjour volontaire
forcé”
(1938)

Lors de la réunion du présidium du Soviet suprême de l'URSS du 25 août 1938, Nicola Iejov, le commissaire du peuple à l'Intérieur (NKVD), proposa de libérer par anticipation un certain nombre de détenus du Goulag qui s'étaient distingués dans la construction de routes sur le tracé Karymskaia-Khabarovsk.

Staline, dans un bref discours jamais publié, rejette cette proposition et accuse sans le nommer Iejov de saboter le travail des camps de concentration. On peut voir là un des premiers signes, dans l'univers de la bureaucratie, de la disgrâce qui va bientôt frapper Iejov, destitué de son poste le 8 décembre 1938.

Le texte publié ci-contre est extrait du sténogramme de la séance, dont la photographie figure ci-dessous. On remarquera le caractère décousu du discours de Staline... et le cynisme tranquille avec lequel il annonce l'invention, après "*l'emprunt volontaire forcé*" prélevé sur le salaire, du "*séjour volontaire forcé*" des détenus, libérés par anticipation pour dévouement au travail tout en étant contraints de rester au Goulag !



“Comme on parle chez nous de l’emprunt volontaire forcé, ainsi on aurait le séjour volontaire forcé” **(Joseph Staline)**

Avons-nous eu raison de proposer de faire figurer ces détenus sur la liste des libérables ? Ils vont abandonner le travail. Est-ce que l’on ne peut pas imaginer une autre façon d’apprécier leur travail, des récompenses, etc. ? Nous faisons mal, nous ruinons le travail des camps. La libération, pour ces gens, est bien entendu nécessaire, mais du point de vue de l’économie de l’Etat, c’est une mauvaise chose.

Il faut rassembler 10 000 de ces gens-là, or on en a rassemblé pour le moment 2 000. On va libérer les meilleurs et ce sont les pires qui resteront.

Ne peut-on pas régler la question autrement, pour que ces gens-là restent au travail ? Leur donner des récompenses, des décorations, peut-être ?

Car si nous les libérons, ils vont revenir chez eux, ils vont encore s’aboucher avec des bandits et repartir sur leur ancienne voie. Au camp, l’atmosphère est

différente, au camp il est difficile de se gêner. Je parle de notre décision : si, conformément à cette décision, on les libère avant terme, ces gens-là vont repartir sur leur ancienne voie.

On peut peut-être dire : les libérer de leur punition avant terme en les laissant sur le chantier comme travailleurs libres ? La vieille décision ne nous convient pas.

Ne confirmons pas aujourd’hui ce projet et confions au commissariat du peuple à l’Intérieur la mission d’inventer d’autres moyens, qui contraindraient les gens à rester sur place. Une annulation anticipée de leur condamnation — peut-on dire ainsi ? — qui ne soit pas une incitation à leur départ ? Il faut leur donner la possibilité de faire venir leur famille, et modifier un peu leur régime, peut-être les considérer comme des travailleurs libres. Comme on parle chez nous de l’emprunt volontaire forcé, ainsi on aurait le séjour volontaire forcé.

Souvenirs du Goulag (I)

(Nina Savoieva)

Le *Bulletin médical* publié à Magadan, le centre administratif des camps de la Kolyma, a publié en 1991 les souvenirs de Nina Savoieva, médecin parti à la retraite en 1972 et qui commença sa carrière dans un groupe de jeunes médecins, pour l'essentiel des femmes, envoyés par l'administration de la Faculté de médecine de Moscou à Vladivostok et Magadan soigner les détenus du Goulag.

Ses souvenirs, dont nous comptons publier plusieurs extraits, donnent la rare vision de quelqu'un qui n'appartient ni au monde de l'administration ni à celui des détenus.



Nina Savoieva.

“Leur principale maladie était la faim et l'épuisement”

LE train express Moscou-Vladivostok emmenait à Kolyma un grand groupe de jeunes médecins de la première Faculté de médecine de Moscou, de la promotion de 1940...

Le bateau qui devait nous emmener dans la baie de Nagaïevo était en retard. Nous restions dans une attente épuisante. On demanda aux jeunes médecins que nous étions d'aider à la cuisine de la petite ville de transit, car la charge de travail des cuisiniers était énorme. Pour l'essentiel, les gens chargés de la cuisine, de la distribution, du ménage, étaient des femmes et notre groupe de médecins était composé à 80 % de femmes. L'une des cuisinières travaillait aussi à la cuisine du camp, lorsque les convois de déportés se suivaient de façon ininterrompue. Je pense qu'elle devait être elle-même une détenue condamnée à une peine légère de droit commun. Elle me parlait en toute confiance et je l'écoutais avec intérêt. J'allais plusieurs fois chez elle, elle me racontait beaucoup de choses. Un jour, elle me dit :

“Si vous voulez, je vais vous montrer dans notre baraquement l'endroit sur les lits de planches où le poète Ossip Man-

delstamm est mort en 1938 (1). Après sa mort, ses voisins de lit ont pendant deux jours recueilli sa ration de pain, petit-déjeuner, déjeuner, dîner. Il était connu déjà avant la révolution.”

Notes de la rédaction :

(1) En novembre 1933, Ossip Mandelstamm avait écrit un poème sur Staline, qui tomba bientôt entre les mains du NKVD et entraîna son arrestation et sa déportation :

“Nous vivons mais ne sentons pas le pays sous nos pieds,

A dix pas, nos discours ne s'entendent même pas,

Et dès que l'on peut chuchoter un mot à son voisin

Il vous rappelle le montagnard du Kremlin

Ses doigts épais aussi gras que des vers

Et ses mots aussi vrais que des poids lourds.

Ses moustaches rient comme des cafards

Et les guêtres de ses bottes reluisent.

Entouré d'une meute de parrains au cou mince

Il joue avec les sous-hommes qui le courtisent,

L'un siffle, l'autre miaule, le troisième larmoie,

Et lui seul tonne, et lui seul tutoie.

Il forge comme des fers décret sur décret

Au bas-ventre, en plein front, en plein nez,

dans les yeux,

L'échafaud pour lui, c'est toujours la fête

Pour l'homme au large poitrail d'Ossète.”

Ce nom, à l'époque, ne m'était pas encore connu, mais je le fixai dans ma mémoire, car la mort tragique et symbolique de cet homme m'avait ébranlée.

En 1944, à l'hôpital du Sevlag (2), à Belitchaia, j'ai raconté la mort d'Ossip Mandelstamm à Varlam Chalamov (3), qui était alors hospitalisé pour dystrophie aggravée et avitaminose. Nous l'avons sérieusement soigné avant de réussir à le remettre sur pied. A l'hôpital, il a fait la connaissance d'un détenu aide-soignant de la section de chirurgie, Boris Nicoï-laevitch Lesniak, qui, en 1946, après sa libération, devint mon mari. Il s'occupa avec ardeur de Chalamov. Je laissai Chalamov à l'hôpital, comme responsable du secteur culturel, ce qui lui permit d'éviter d'être réaffecté aux travaux épuisants de la mine (4), qu'il ne pouvait supporter pendant longtemps. Chalamov resta à l'hôpital jusqu'en 1946, date à laquelle je n'y travaillai plus. Lesniak fut libéré du camp, lui, en novembre 1945. Mais après Belitchaia et jusqu'à sa libération du camp, Chalamov ne fut plus jamais renvoyé aux travaux pénibles. Et dans les années cinquante, il écrivit sa nouvelle *Sherry-Brandy*, où se reflète ce que je lui avais raconté sur la mort de Mandelstamm...

(Mi-septembre, les médecins s'embarquent sur le navire Felix Dzerjinski pour Magadan.)

Le lendemain de notre arrivée, nous eûmes une rencontre avec le chef du Dalstroï (5), le général Nikichov. Il nous expliqua que la majorité d'entre nous devaient travailler avec des détenus dont le contingent était tout à fait varié : des bandits, des pillards, des assassins, des violeurs, des condamnés de droit commun, mais que la majorité était composée d'ennemis du peuple, traîtres à la patrie, espions, saboteurs de tous ordres et terroristes. Aussi, lors de nos rapports avec les détenus, il nous fallait être extrêmement prudents, sévères et vigilants. Il déclara que beaucoup de ces gens étaient capables d'actes vils, pour ne pas dire plus, et nous conseilla d'avoir cela en tête, surtout les femmes.

Ensuite, notre groupe fut reçu par le chef de l'OUSSVITL (6), le lieutenant-

colonel Drabkine, et par le chef de la direction sanitaire, Sadomski. Tous ces gens nous parlèrent comme si nous étions des aveugles. Ils nous prévinrent non seulement contre les actes de violence à craindre de la part des détenus, mais aussi contre leur influence (...).

Comme première affectation, je fus envoyée à la mine Tchkalov, de la direction des exploitations minières de Tchai-Ourinsk. C'est là que je reçus mon baptême de la Kolyma. Ce que je vis là-bas me secoua. J'étais pourtant prête à beaucoup de choses, mais ce que j'avais imaginé pâlit fortement devant la réalité.

Une terre cabrée, éventrée, retournée, où s'affairaient en surface ou dans ses crevasses des hommes aussi gris que cette terre, ou plutôt des ombres d'hommes, vêtus de misérables haillons crasseux. Leurs visages épuisés, brun-grisâtre, produisaient une impression sinistre. Ma première rencontre avec la production au camp et le mode de vie du camp me permit de comprendre deux choses : d'abord, que personne ne s'intéressait sérieusement à la survie de ces hommes, dont la principale maladie était la faim et l'épuisement ; et ensuite, que le seul service dans ce système qui ne soit pas hostile aux détenus était le service médical, malgré toutes les limites de ses prérogatives et de ses possibilités. C'est sous le signe de cette double compréhension que se déroulèrent mes douze années de travail au camp...

Je trouvai à la mine un tableau effrayant de désorganisation et de conditions antisanitaires. Les baraquements, avec leurs deux rangées de lits de planches, étaient mal protégés contre le froid et mal chauffés. Les détenus étaient vêtus et chaussés de haillons concentrationnaires (des chaussettes de deuxième ou troisième qualité). Les condamnés au

(2) Sevlag : camps du Nord.

(3) Auteur des *Récits de Kolyma*.

(4) A Kolyma, la principale extraction minière est celle de l'or.

(5) Dalstroï : nom de la subdivision de l'administration centrale des camps (c'est-à-dire, au sens propre, le Goulag) qui gère toute la Kolyma.

(6) Nom de l'administration d'un camp de travaux correctifs.

titre de l'article 58 (7), article politique, qui formaient la majorité du contingent, étaient extrêmement affaiblis et épuisés. La maigre nourriture était pauvre en calories et, de plus, les rations attribuées sur la base de normes de ravitaillement réduites étaient impudemment pillées, tant sur leur trajet vers la cuisine qu'à leur sortie de la cuisine. Les poux grouillaient partout. En hiver, on manquait de bois de chauffage et d'eau. Pour avoir de l'eau, il fallait faire fondre de la neige. Les chambres de désinfection ne tuaient pas les poux et les punaises, elles se contentaient de rendre humides les vêtements, dans lesquels ensuite se déplaçaient les gens par cinquante degrés en dessous de zéro pendant une journée de travail de douze heures. Quasiment chaque jour, on ramenait un détenu à l'hôpital ou à la morgue. Les détenus mouraient directement dans la mine, de refroidissement généralisé de l'organisme. Chaque jour, on emportait un plein bassin de doigts et d'orteils gelés que nous devions amputer.

Tout cela m'ébranla et j'entraî quasi-ment dès le premier jour en conflit avec l'administration du camp. A mon arrivée, le nombre de détenus affectés au groupe B dans le camp (le groupe B, dans le langage de l'administration du Goulag, désigne les détenus provisoirement libérés du travail) fut presque multiplié par deux. L'administration entra en fureur et me menaçait.

De plus, il ne fallut pas se battre seulement avec elle.

Il y avait, au camp numéro un, un aide-soignant nommé Kolomiets. Pendant ses études d'aide-soignant, il avait été condamné pour un petit délit de droit commun. Dans le camp, on l'appelait à juste titre "*la bête sauvage*". Il battait les détenus qui venaient à l'infirmerie et frappait surtout les plus faibles. Il chassait au travail même ceux que j'en libérais. C'était un défi qu'il me lançait. Je proposai à la direction du camp de le démettre sans délai, de l'affecter aux travaux communs dans une autre mine, mais il avait des protecteurs dans l'administration du camp.

Kolomiets finit tragiquement. J'avais exigé que les aides-soignants, outre l'accueil des malades à l'hôpital, contrôlent le centre alimentaire et l'état sanitaire des baraquements, assurent une vérification périodique de la santé des individus et aillent visiter les brigades pendant le travail sur le chantier. Lors d'une de ces visites, Kolomiets fut abattu d'un coup de pic en pleine tête (*A suivre*).

**(*Meditsinski Biulleten*, numéro 31,
édité à Magadan, 1991, pp. 64 à 68)**

(7) Article du Code pénal condamnant pour "*activité contre-révolutionnaire*".



L'équipe médicale du Sevlag.



Médecins et infirmiers (en majorité des détenus) du Sevlag. Le troisième personnage en partant de la gauche à l'avant-dernier rang, en haut (marqué d'une croix et portant une casquette) est Varlam Chalamov, auteur des *Récits de Kolyma*. La première au deuxième rang en partant de la gauche est Evguenia Guinzbourg, l'auteur du *Vertige*. Le troisième au premier rang est le docteur Boris Lesniak.

**Le “non”
de Léon
Vikenti Lipski
(1943)**

**(membre du secrétariat national
du Parti communiste polonais)**

Dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, nous avons publié en pages 139 à 143 un document du secrétaire du Comintern (dissous depuis le 15 mai 1943), Dimitrov, adressé à Staline, Merkoulov (chef du NKVD) et Molotov, leur annonçant triomphalement l'exécution de Léon Vikenti Lipski.

Ce dernier, membre de la direction du Parti communiste polonais, en avait été le seul membre résidant en Pologne à refuser cette dissolution, décidée par Staline pour des motifs de politique extérieure (la préparation du pacte avec Hitler, qui condamnait à mort la Pologne) et de politique interne au mouvement ouvrier (le PC polonais était l'un des plus mal stalinisés). Il avait prétendu continuer l'activité communiste en Pologne et avait pour ce "crime" été assassiné.

Nous avons cherché des renseignements complémentaires sur Léon Vikenti Lipski. Un de nos amis polonais nous a communiqué la photocopie du chapitre consacré à Lipski d'un ouvrage de Ryszard Nazarewicz sur l'histoire du PC polonais, récemment publié à Varsovie : *Armia Ludowa, dylematy i dramaty* (1998). Nous extrayons de ce chapitre, intitulé "*Le cas de Léon Lipski*", les renseignements reproduits ci-après.

"Le cas de Léon Lipski"

1. — L'assassinat

Léon Lipski vivait à Varsovie sous le faux nom de Stanislaw Lebkowski et, sous cette fausse identité, tenait une petite boutique 21, rue Sienna. Le 21 juin 1943, un groupe de trois membres de la Gwardia Ludowa (détachement armé du PC polonais reconstitué en janvier 1942 sous le nom de Parti ouvrier polonais), dirigé par un jeune adhérent de 18 ans, Franciszek Prozek, entra dans la boutique et abattit ce Stanislaw Lebkowski qui lui avait été désigné comme un "agent de la Gestapo" par le chef de l'état-major général de la Gwardia Ludowa, Franciszek Jozwiak.

Trois semaines plus tard, la Gestapo arrêta Prozek et l'exécuta. Le jeune militant mourut sans savoir quels étaient l'identité et le crime réels de sa victime. On reconnaît là l'un des traits caractéristiques du stalinisme : diffamer et discréditer l'adversaire, le liquider en dissimulant ses idées et actes réels et utiliser à cette fin le dévouement de militants trompés et abusés, puisqu'ils croient agir pour la cause du socialisme en liquidant des partisans avérés, mais indociles aux ordres et aux décisions arbitraires de Moscou ou des relais nationaux. Ainsi, la victime est liquidée et l'exécuteur lui-même est entaché et tenu... s'il n'est pas à son tour liquidé.

Qui sait si Prozek n'a pas été livré à la Gestapo par les commanditaires de l'assassinat eux-mêmes ?

2. — L'itinéraire de Lipski

Lipski naquit en 1902. Il adhéra au Parti communiste polonais en 1920, au moment même de la guerre entre la Pologne et la Russie soviétique. Il devint très vite secrétaire du comité d'arrondissement du Parti communiste de Zagłębie, secrétaire du comité régional de Poznan, puis secrétaire du comité régional de Varsovie. Il prit comme pseudonyme le nom de "Lukasz" et participa aux V^e et VI^e Congrès du parti. En 1933, il partit à Moscou travailler plusieurs mois dans l'appareil de l'Internationale syndicale rouge (Profintern). Il fut empêché de participer aux autres congrès par ses nombreux séjours en prison : de 1922 à 1938, il passa sept ans dans les prisons polonaises.

Ses deux frères, militants communistes comme lui, s'étaient réfugiés à Moscou. Le premier, Ludwig, y fut arrêté par le NKVD et exécuté le 7 décembre 1937. Le second, Antoni, resté en Pologne, fut convoqué à Moscou par la direction du Comintern, immédiatement arrêté par le NKVD et fusillé le 28 août 1938.

La dissolution rampante du Parti communiste polonais, engagée sur ordre de Moscou depuis le 28 novembre 1937, formalisée par une décision du secrétariat national du comité central réuni en l'absence de Lipski, en date du 12 juillet 1938, maintenue secrète et confirmée le 16 août 1938, était alors un fait accom-

pli, mais dont la mise en œuvre se heurtait à de nombreuses difficultés. C'est pour les surmonter qu'avait été constituée, sous la direction de l'émissaire du Comintern, Bogdanov, une "troïka", qui présidait à cette mise en œuvre... depuis Paris ! Cette "troïka" envoyait en Pologne des émissaires inconnus des militants, qui agissaient sans le moindre mandat des organismes réguliers du parti lui-même. Elle s'adressa au "quintette", nom donné aux cinq membres qui formaient sur le territoire polonais le secrétariat national du comité central du PC polonais, pour mener à bien cette opération dans la pratique. Lipski était l'un des cinq.

3. — Le crime de Lipski

Un rapport de ce "quintette" (en réalité, des quatre autres membres hors Lipski) évoque la résistance opposée par ce dernier lors de sa réunion organisée pour convaincre les militants de la nécessité de dissoudre leur parti. Leur premier rapport au Comintern relate ainsi les propos de Lipski (rien ne garantit la fidélité avec laquelle ils sont retraduits !) :

« *Le quintette en Pologne posa le problème de la manière de procéder à la dissolution du parti. Lipski, pseudonyme Lukasz, prit alors la parole contre la dissolution du parti en s'exprimant de la pire façon sur le Comintern et les camarades. Citons quelques-uns de ses propos : "Ce n'est pas nous qui avons désigné Lenski (1) et les autres comme dirigeants du parti, c'est le Comintern qui les a désignés, et nous, nous n'avons pas à répondre pour leurs crimes et provocations", (a dit Lipski). La réunion du quintette n'a pas abouti et c'est pour quoi ont été avancées les propositions d'envoyer un délégué au Comintern ou de lui adresser une lettre. Lukasz n'a pas été d'accord avec la proposition d'envoyer un délégué au Comintern en disant : "Si vous avez envie de faire connaissance avec les prisons soviétiques, vous n'avez qu'à y aller." Et la proposition a été retirée.* »

Les quatre autres membres du secrétariat se réunissent sans Lipski et déci-

dent de lui accorder un congé pour raisons de santé, puis, ainsi débarrassés de lui, se réunissent officiellement en séance de secrétariat national, décident alors, au nom de cette instance, d'accepter la dissolution du parti. Ils envoient ensuite un militant informer Lipski que "le secrétariat avait accepté la décision du Comintern et que tous ses membres étaient d'accord pour la dissolution du parti. Lorsque Lukasz entendit cela, il déclara catégoriquement qu'il n'acceptait pas la dissolution du parti et qu'il rassemblait quelques camarades qui avaient des contacts avec les masses."

Selon ce rapport des quatre au Comintern, Lukasz "s'efforça de publier un communiqué affirmant qu'il n'était pas vrai que le Comintern avait dissous le parti". Ce texte a-t-il été diffusé ou non ? La formulation du secrétariat national n'est pas très claire à ce sujet. Le même rapport des quatre affirme l'existence d'un autre tract, non signé, prenant la défense des dirigeants du PC polonais liquidés à Moscou et souligne l'existence de "soupçons" sur le fait que "c'est Lipski qui en fut l'initiateur et qu'il fut imprimé sur les presses des services secrets polonais" (calomnie stalinienne typique). La suite du rapport laisse entendre que, dans sa région d'origine (Zaglebie), Lipski entraîna derrière lui une bonne partie des militants... et peut-être même dudit secrétariat national.

Dans un document ultérieur, un des quatre membres du secrétariat, Edward Uznanski, affirmera qu'avant que la décision de dissolution ne leur soit communiquée, "Lukasz avait réussi à convaincre la majorité des camarades de la nécessité de convoquer une conférence nationale". Il voulait donc que les délégués des militants se prononcent eux-mêmes sur le processus engagé. Réunir une conférence nationale une fois le secrétariat informé de la dissolution aurait été un rejet de fait de la décision, et donc un acte d'indiscipline vis-à-vis de Moscou. Elle est donc annulée, malgré l'op-

Notes de la rédaction :

(1) Lenski Julian (1889-1938), secrétaire général du PC polonais de 1929 à sa dissolution en 1937. A été aussi membre du comité exécutif et du présidium du Comintern à la même période.

position de Lipski. Mais Uznanski précise : *"Elevés dans la discipline du PCP et du Comintern, aucun d'entre nous n'eut le courage de s'opposer à la volonté du Comintern, bien que nous fussions intérieurement en désaccord avec cette décision."* C'est une des raisons pour lesquelles Lipski est aussi dangereux et doit être sali, puis éliminé.

La "troïka" installée à Paris adresse au Comintern un rapport détaillant les raisons que Lipski avance pour s'opposer à la dissolution du parti :

"1) La situation politique du pays exige la réactivation du parti et non sa dissolution (...).

2) La presse du parti ne parle pas de cette dissolution.

3) Si l'Internationale voulait vraiment que le secrétariat national se dissolve, alors il pouvait trouver une voie directe pour ça.

4) Il n'est pas possible de dissoudre un parti qui a des traditions de combat sur la base de propos tenus par un quelconque courrier."

Ce rapport ne met dans la bouche de Lipski que des raisons de circonstance et non de fond. Peut-être sont-ce les seules qu'il a avancées au début, mais elles n'auraient pas suffi à le dresser contre les décisions de Moscou. Elles suffisent, en revanche, pour que le rapport de la "troïka" qualifie son activité de "provocatrice". Selon ce rapport, *"il existe deux groupes provocateurs, l'un qui est déjà démasqué (Lukasz et autres), l'autre qui se dissimule encore (Zygmunt et les autres)"*, ce deuxième groupe étant manifestement constitué de militants qui sont seulement suspectés de ne pas accepter avec enthousiasme la dissolution de leur parti.

Après quoi, la "troïka" déverse sur Lipski une avalanche de calomnies, destinées à être reprises par Moscou pour justifier sa liquidation.

Lipski rédige et diffuse alors un appel contre la dissolution du PCP (c'est le texte que la "troïka" appelle un "communiqué"), dont le texte complet n'a pas été trouvé à ce jour. On n'en possède qu'un court fragment, reproduit dans le journal socialiste *Robotnik* (5 juillet 1938, n° 184, page 3, dans un article intitulé *"Les destinées du communisme en*

Pologne"). Ce court fragment, qui ne reflète sans doute que partiellement le document, montre en tout cas que la position de Lipski sur le fond est caricaturée par les rapports envoyés contre lui au secrétariat du Comintern.

On y lit : *"Notre vieux dirigeant, le secrétaire général de notre parti, le camarade Lenski, sous la direction duquel le parti a grandi, s'est renforcé et s'est trempé dans les combats de classe quotidiens, est qualifié d'espion. Est-ce possible ? C'est une contre-vérité. Nous n'y croyons pas. Nous ne croyons pas à ce mensonge, parce que le camarade Lenski a derrière lui 30 ans d'activité dans le mouvement révolutionnaire clandestin, et c'est la direction du parti, ayant à sa tête le camarade Lenski et personne d'autre, qui a permis le développement magnifique de notre parti. Aujourd'hui, toutes nos conquêtes sont en ruine. A qui est-ce que c'était nécessaire ? Seulement et exclusivement au fascisme.*

Est-ce que nous, les communistes, nous allons assister passivement à tout cela ? Est-ce que nous allons permettre que l'on continue à assassiner notre mouvement, que nous avons consacré tant d'efforts et d'énergie à construire ?"

Puis, l'appel invite les militants communistes à *"se dresser"* pour la défense des meilleurs militants qui ont été mis à l'écart et *"d'obtenir leur retour immédiat dans l'organisation"*. Nous n'avons trouvé aucune donnée sur la diffusion réelle de cet appel et sur l'écho qu'il aurait reçu. Mais sa seule existence était pour Moscou un défi intolérable.

Lors de l'effondrement de la Pologne face à l'invasion allemande, puis à l'entrée de l'Armée rouge en septembre 1939, Lipski se réfugie à Bialystok, dans la maison des prisonniers politiques fondée par le Secours rouge. On rapporte au NKVD ses propos. Il déclare alors : *"Il faut revenir au pays, le pays est sous la botte de l'occupant, il faut y commencer une activité."* Le NKVD l'arrête et l'incarcère dans la prison de Minsk. Lors de l'avance de l'armée allemande, le NKVD entasse les prisonniers dans un train pour les évacuer vers l'est. Lipski s'enfuit. De la prison ou du train (ce qui est plus vraisemblable), on n'en sait rien.

Il revient à Varsovie et, avec deux autres anciens membres du PC polonais, loue une petite boutique, 21, rue Sienna, pour dissimuler ses activités militantes sous une couverture commerciale. Il fonde alors un Parti communiste de Pologne évidemment clandestin, qui publie un mensuel, *Marche à gauche*. Les archives ont conservé les numéros 2 à 7 de ce mensuel, de décembre 1942 à décembre 1943. D'après l'ouvrage dont sont tirés ces renseignements, « *il n'y a pas dans leur contenu d'anticommunisme, on y trouve une critique des répressions du NKVD, de la politique gauchiste du Comintern et du "social-fascisme"* » (2).

L'article programmatique de la revue (publié dans le numéro de janvier 1943, n° 3) affirme :

"Il semblait que la tactique du Front populaire remettait de nouveau le Parti communiste sur ses pieds, lorsque soudain, en 1938, le Comintern dissout le PCP. Officiellement en lui reprochant d'être infecté par la provocation. Et dans les faits ? Qui sait si, à la base de la décision du Comintern, on ne trouve pas les besoins diplomatiques du gouvernement soviétique (...). Il est indubitable que le Parti communiste polonais aurait élaboré son propre programme et sa propre tactique sans les ordres incessants tombés d'en haut. La disparition de l'élasticité révolutionnaire et la bureaucratisation organisationnelle du PPS (Parti socialiste polonais, NDLR) aurait à coup sûr permis le développement de l'influence et du poids du PCP et aurait donné à ce parti la possibilité de jouer un rôle significatif et positif. Mais les changements incessants de ligne, qui n'étaient pas provoqués par des conditions locales, mais découlaient de l'appréciation de la situation internationale effectuée par le Comintern, lequel, lui-même, se dirigeait presque exclusivement sur les intérêts d'Etat de l'URSS, devaient avoir une influence déprimante sur les ouvriers polonais. Souvent, les ouvriers communistes ne savaient pas à quoi s'en tenir et quelle tactique ils devaient mettre en œuvre (...). Aujourd'hui, c'est dans les combats impitoyables contre l'occupant que les masses ouvrières doivent forger leur propre parti puissant (...). Ce ne peut pas être un parti dont la ligne tac-

tique est soumise à ses zigzags infondés et change de mois en mois, et dont les dirigeants, un jour placés sur un piédestal, se retrouvent le lendemain couverts de crachats et discrédités comme provocateurs.

Seul un parti socialiste révolutionnaire puissant sur le plan théorique, solide sur le plan de l'organisation, trempé dans les combats, indépendant de facteurs étrangers tant de l'intérieur que de l'extérieur, peut mener les masses ouvrières jusqu'à la lutte pour l'indépendance et pour le socialisme."

En un mot, Lipski et ses camarades s'affirmaient hostiles à la fois à la subordination à Moscou ("facteurs étrangers de l'extérieur") et à la subordination à la bourgeoisie nationale ("facteurs étrangers de l'intérieur"). Or la défaite des Allemands à Stalingrad, matérialisée par la capitulation de Paulus, le 31 janvier 1943, annonce le retournement de la guerre... Dès lors, Lipski et ses amis gênent le Kremlin et sa politique de subordination étroite des partis communistes, qui, partout où cela est possible, doivent remettre en selle l'Etat bourgeois. Même si Staline prévoit pour la Pologne un traitement spécial, une force communiste indépendante est pour lui inacceptable. Dès lors, le sort de Lipski est scellé.

Le 28 février 1943, Pavel Fitine, le chef de la première section des services de renseignements du NKVD, écrit à Dimitrov à propos de Lipski : « *L'ancien membre du PCP Lipski (pseudonyme : Lukasz) a créé une organisation antisoviétique dénommée Parti communiste de Pologne. Outre Lipski, se trouvent à la tête de cette organisation Jerzy Szczot, ancien militant du PCP, et probablement Zelm Konstany, ancien membre du comité de rédaction du journal polonais Sztandar Wolnosci ("Le Drapeau de la liberté") à Minsk. Ils publient un mensuel, Lewa Marzs ("Marche à gauche"), dans lequel ils font de l'agitation pour la création en Pologne d'un parti ouvrier purement polonais, indépendant du Co-*

(2) "Social-fascisme" : nom donné à la social-démocratie par le Kremlin et le Comintern à partir de 1928, fondé sur l'affirmation de Staline suivant laquelle social-démocratie et fascisme étaient des "frères jumeaux".

minintern, qui serait capable de conduire les masses contre une éventuelle occupation soviétique (...). Les Allemands considèrent cette organisation comme l'une des plus hostiles. Lipski et son groupe ont une attitude hostile à l'égard du gouvernement Sikorski (3), bien qu'ils le reconnaissent officiellement, car ils envisagent après la guerre de former leur propre gouvernement. Dans la période initiale de formation du Parti ouvrier polonais (4), Lipski a tenté d'y adhérer et a même mis une imprimerie à sa disposition. Mais il n'y a pas été accepté, parce qu'en 1938 il avait lancé un appel aux anciens membres du PCP, dans lequel il les invitait à ne pas appliquer la décision du Comintern de dissoudre le PCP »

Le 6 mars, Dimitrov répond à Fitine en lui donnant des éléments destinés à préparer la liquidation physique de Lipski. Dimitrov, connu pour son amour de la boisson, affirme : *"Au cours de son activité dans le PCP, Lipski n'avait pas d'autorité parmi les militants, car il était considéré comme ivrogne et comme un homme moralement déchu. Quelques camarades le soupçonnaient de provocation. Ses tentatives provocatrices de s'opposer à la dissolution du parti ont été battues. Pendant la guerre germano-polonaise, Lukasz se trouvait à Bialystok. Le Comintern, les organisations locales du parti et le NKVD ont reçu de nombreux militants polonais des dénonciations démasquant Lukasz."*

Bref, sa liquidation est décidée. Seules les modalités prêtent à discussion. Un dirigeant stalinien polonais propose de le dénoncer à la Gestapo en le présentant aux Allemands comme le prétendu secrétaire général du Parti ouvrier polonais. Si la proposition prouve que la place réelle de Lipski était assez importante pour que la Gestapo puisse le croire, elle aurait rendu difficile de présenter ensuite Lipski comme un provocateur aux ordres de la même Gestapo. La proposition fut donc abandonnée.

Pawel Finder, qui se vantera auprès de Gomulka d'avoir ordonné la liquidation de Lipski, lui déclarera : *"Il n'a pas*

été liquidé parce qu'après la dissolution du PCP, il a mené une action de diversion contre cette décision du Comintern, mais parce qu'il préparait en ce moment une action de diversion contre le PCP, qu'il avait l'intention de saper l'unité de notre parti, de semer le trouble dans ses rangs." Finder informa Jozwiak de ce jugement politique, Jozwiak s'affirma d'accord et mit à exécution la sentence...

Le 8 novembre 1963, la commission de contrôle du Parti ouvrier polonais unifié (nouveau nom du PC polonais depuis la fusion forcée avec le Parti social-démocrate polonais en 1948), sous la présidence de Roman Nowak, réhabilita *post mortem* la mémoire de Lipski :

"Après avoir pris connaissance de la totalité des documents, après avoir mené toute une série de conversations et effectué des recherches, la totalité de la commission centrale de contrôle du parti est arrivée à la conclusion que les reproches présentés au camarade Lipski suite à la position qu'il prit lors de la dissolution du PCP ne le disqualifient en rien comme communiste. Le fait qu'il ne fut pas alors d'accord pour la dissolution du PCP et même qu'il s'efforça de diffuser un tract contre cette décision tragique, bien que cette position fût en opposition à celle de la majorité de la direction et de l'encadrement du parti, découlait de son attachement profond au parti (...). Il n'y a pas non plus aucun fondement pour disqualifier la position politique du camarade Lipski, assassiné en juillet 1943 pendant l'occupation hitlérienne."

Assassiné par qui, la commission de contrôle se garde bien de le dire. Mais le militant, même peu averti, lisant qu'il avait été *"assassiné pendant l'occupation hitlérienne"*, sans la précision *"par les occupants hitlériens"* ou *"par les nationalistes bourgeois"*, devait assez aisément comprendre qui avait commandité et exécuté le meurtre...

(3) Président du gouvernement nationaliste polonais en exil, dont le siège était à Londres.

(4) Nom du nouveau Parti communiste polonais reconstitué en janvier 1942 sur ordre de Moscou.

**La résistance
à Staline
en URSS :
l'Union
des jeunes socialistes
de Tcheliabinsk
(1945)**

C'était le printemps 1945. Ils étaient 17 écoliers de Tcheliabinsk qui achevaient leur dixième et dernière année de scolarité. Trois d'entre eux, Iouri Tchentchik, Guenii Bondarev et Isaac Dinaburg, furent bientôt arrêtés, accusés d'avoir fondé une organisation antistalinienne et envoyés au Goulag. Un petit journal de Tcheliabinsk, *Komanda*, dans son numéro du 3 juillet 1992, a publié une interview du frère cadet de Iouri Tchentchik, Gueorgui Tchentchik, membre de cette organisation, qui éclaire les conditions dans lesquelles elle a été constituée.



Photographie de Iouri Tchentchik parue dans le journal russe *Komanda*, le 3 juillet 1992. On remarquera que ses yeux ont été masqués.

“Nous avons trouvé que le socialisme était la société la plus juste, mais nous ne voyions pas cette justice dans notre socialisme”

QUESTION : Gueorgui Filipovitch, pourquoi et comment est apparue l'idée de créer une organisation anti-stalinienne ? Était-ce un jeu d'adolescents, le romantisme de la clandestinité ou une entreprise sérieuse ?

Réponse : Il n'y avait là aucun jeu. Comment tout a-t-il commencé ? A partir de nos réflexions sur les faits de l'existence que nous observions. Nous avons tous été éduqués, comme tout le monde, dans un esprit communiste, sur la base de chansons, de films, de livres patriotiques, dans les idéaux du socialisme. Nous ne connaissions pas d'autre idéologie. Mais dans la vie, tout était différent.

Pour moi, personnellement, mon changement brutal d'idées, mon revirement ont commencé avec mon envoi à la campagne aux travaux des champs. Nous, les gamins de la ville, nous avons vu des kolkhoziens privés de tout droit, réduits à l'état de mendiants. Je ne parlerai pas de tout. Mais le fait que les kolkhoziens n'avaient pas de passeport (1) suscitait une vigoureuse protestation. Comment est-il possible, me disais-je, que dans notre société libre, le village soit une prison pour le paysan : il ne

peut pas le quitter, il ne mange pas à sa faim, il travaille de l'aube au crépuscule sans rien recevoir en échange ?

C'est à partir de nos impressions de la campagne qu'ont commencé nos conversations, que nous nous sommes mis à réfléchir sur ce qui se passait dans le pays.

Ensuite, j'ai fait la connaissance de Iossif Dinaburg. Il était dans la classe en dessous de moi, mais il passa des examens en externat et entra dans notre classe. Et la veille du nouvel an (1945), arriva dans notre école Jenia Bondarev. Il était plus âgé que nous et il était parti au front comme volontaire en 1944, mais à cause de sa mauvaise vue on avait refusé de l'envoyer se battre et il avait été affecté dans les bureaux. Là, il se heurta à la vie militaire et à la bureaucratie du parti, bref, à l'envers de la guerre. C'est de là que naquit sa protestation.

A la fin de 1944, Bondarev fut démo-bilisé pour raisons de santé. A cette

(1) Il s'agit du passeport intérieur, dont tout citoyen soviétique devait disposer et qui était contrôlé lors de ses déplacements. Depuis un arrêté de 1932, les kolkhoziens étaient privés de passeport intérieur... donc du droit légal de se déplacer à l'intérieur même de l'URSS. Ils étaient donc rivaillés à leur village et à leur kolkhoze (NDLR).

époque, on venait juste d'introduire un nouveau diplôme de fin d'études moyennes : une attestation de maturité. Il décida de reprendre l'école pour passer ce diplôme. Il faut dire que Jenia était excellent en tout. Dans la vie, il fut partout excellent et sortit de l'école avec la médaille d'or. Il avait une faculté de travail ahurissante ; il travaillait des nuits entières ; il avait enfoncé des clous dans les bras de son fauteuil pour s'empêcher de dormir.

Lorsque nous nous réunîmes tous les trois, c'est Bondarev, précisément, qui introduisit l'idée que notre société socialiste était mal construite et qu'il fallait la modifier. Nous avons discuté de ces questions, étudié les travaux de Lénine, de Marx, où nous avons trouvé que le socialisme était la société la plus juste, mais nous ne voyions pas cette justice dans notre socialisme.

Q. : Et à quelle conclusion êtes-vous arrivés ?

R. : *Que ce n'était pas le socialisme. Mais qu'est-ce que c'était, alors ? Nous ne le savions pas, c'est pourquoi nous lui avons donné la dénomination conventionnelle de "formation-X", ou de capitalisme d'Etat.*

Et, bien entendu, la question est apparue aussitôt : il faut lutter, constituer une organisation, élaborer un programme. C'est toute la dixième classe en entier qui discutait de ces questions. Mais nous achevions l'école. Nous avons décidé qu'il fallait d'abord achever nos études, terminer l'Université et, une fois acquise la connaissance de la science, des lois, il nous serait plus facile de lutter contre le système.

Je rêvais de devenir physicien et j'entrai à la faculté de l'Oural, Bondarev à la faculté de Moscou, Dinaburg resta à Tcheliabinsk, à l'Institut pédagogique de la faculté d'histoire et de philologie. Nous nous rencontrions souvent et, malgré notre décision de différer le combat jusqu'à la fin de nos études universitaires, nous discussions pourtant sur ce thème. Iossif n'était pas partisan de ralentir le travail. Je lui proposai d'écrire un programme, une sorte de Manifeste de la Jeunesse communiste.

Nous nous mêmes d'accord là-dessus. Dinaburg transmit le texte du Manifeste avec un de mes camarades, qui se le vit confisquer dans des circonstances non élucidées. Je compris tout de suite de quoi il retournait, je compris que Dinaburg était déjà arrêté et j'attendis mon tour.

(Il fut arrêté quelques jours après. Il avait 17 ans. Lors de l'instruction, les jeunes gens arrêtés, qui jugeaient normale leur activité et ne s'en étaient pas caché, racontèrent donc tout :

« Nous avons réfléchi sur les destinées du pays, nous lisions les classiques du marxisme-léninisme, nous rêvions d'édifier une existence fondée sur leurs préceptes. *Etait-ce donc interdit ? Le contenu de nos discussions posait un autre problème : pour nous, nos actions ne constituaient pas une violation de la loi, mais le juge d'instruction soulignait : "Votre activité était criminelle." Aujourd'hui, je comprends que cela relevait de l'article 58 du Code pénal : agitation antisoviétique, constitution d'une organisation, etc. »*

Q. : A Tcheliabinsk, au même moment, éclatèrent d'autres affaires de "jeunes". N'avez-vous pas, en prison, rencontré des gars de ces affaires ?

R. : *Oui. Les membres d'un groupe d'étudiants de l'Institut pédagogique, qui publiaient un volume de textes manuscrits sous le titre Le Vin de neige. Et puis, je me souviens d'un garçon nommé Poliakov. Nous avons été un moment dans la même cellule. Lui relevait de l'affaire bien connue des écoliers âgés de 14 ans, Poliakov et Guerchovitch. Ils avaient collé des tracts "antisoviétiques" à l'usine de tracteurs de Tcheliabinsk.*

Poliakov prit cinq ans de camp. Quant aux membres de l'Union des jeunes de Tcheliabinsk, Tchentchik énumère leurs condamnations :

"Bondarev et moi, nous reçûmes du père des peuples 5 ans de camp, suivis d'exil, sans jugement, Dinaburg écopa de 10 ans de camp. Deux filles qu'il avait associées à la transcription du pro-

gramme, Valia Bondareva et Rosa Galvidis, prirent trois ans avec sursis. Mais le procureur fit appel a minima et Rosa a pris trois ans de camp. Je l'ai rencontrée en camp."

En exil, Tchentchik rencontre une jeune Estonienne, Vaïko, qui avait, à l'âge de 17 ans, elle aussi, pris cinq ans de camp pour appartenance à une organisation de jeunesse nationaliste.

L'auteur de l'article, Elena Rokhatchevitch, concluait son article par la remarque suivante :

« Lorsque j'ai préparé cet article, j'ai demandé au KGB de pouvoir consulter le "dossier" de ces jeunes de Tcheliabinsk. On m'a répondu : les archives sont fermées. Lorsque Gueorgui Tchentchik a demandé à consulter ce "dossier", on lui a dit qu'il ne se trouvait pas à Tcheliabinsk. Où a-t-il disparu ? Ne veut-on pas encore une fois nous imposer le mythe de la docilité historique du peuple réduit à un troupeau docile ? La vision officielle du Goulag nous présente ses détenus comme d'innocentes victimes

de la répression. Et brusquement apparaîtrait la résistance... »

Les membres de la Société des jeunes révolutionnaires de Saratov, sur lesquels le n° 5 des *Cahiers* a publié une étude d'Andreï Kourionichev, avaient de 11 à 13 ans. Poliakov, Guerchovitch et leurs camarades avaient 14 ans, ceux de l'Union des jeunes socialistes de Tcheliabinsk avaient 17 et 18 ans, les 57 ou 58 membres du Parti communiste de la jeunesse de Voronège, qui s'est formé en 1946 avec pour but le renversement de Staline et la révolution mondiale, avaient 17 et 18 ans.

D'autres cercles de jeunes, sur lesquels les *Cahiers* reviendront, se sont formés sans arrêt au lendemain de la guerre. C'est donc toute une partie de la jeunesse même qui se dressait contre le régime stalinien, au moment où des milliers de soldats de retour du front, portés par la victoire soviétique sur le nazisme, voulaient eux-mêmes des changements sociaux et politiques.

L'Autre
Résistance
de Gérald Suberville
(suite)

Le n° 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (pp. 109 à 116) a publié des extraits de l'ouvrage de Gérald Suberville : *L'Autre Résistance* (1), qui raconte l'activité de l'Action ouvrière du Languedoc en 1943-1944 et présente ses aspirations politiques, assez clairement définies dans l'appel à la grève du 11 novembre 1943, qui affirme :

“Camarades ! Pour commémorer le 11 novembre 1918 et pour appuyer la lutte revendicative. Contre la famine, contre l'esclavage. Pour la libération définitive du prolétariat. Tous les chantiers cesseront le travail de 11 heures à midi, le 11 novembre. Cette grève préparera le mouvement plus ample qui permettra au prolétariat mondial de se libérer définitivement du joug capitaliste et fasciste.

En arrière, les affameurs ! Vive la lutte ouvrière !” (p. 31).

Lors de sa conférence du 10 avril 1999 au CERMTRI, Gérald Suberville a apporté des éléments complémentaires sur l'activité de l'Action ouvrière du Languedoc et sur la politique, en 1944, de sa direction nationale, sous la houlette de Maurice Kriegel-Valrimont, installé à Lyon, où il assumait la direction nationale d'une Action ouvrière qui n'avait en réalité que deux branches régionales : l'une à Lyon même (où elle s'appelait d'ailleurs Action combattante [AC]), l'autre dans le Languedoc, sous la direction de Gérald Suberville (dans le texte ci-dessous, toutes les citations exactes de son texte sont en italique, les passages résumés en romain).

(1) Editions AIOU, 48 330 Saint-Etienne Vallée française.

“Union des patrons patriotes et des ouvriers” contre indépendance de classe

SELON Gérard Suberville, les contacts avec cette direction nationale furent très limités : un premier contact lors de la création de l'Action ouvrière fin 1942 avec Degliame (pseudonyme : Fouché), ancien permanent du syndicat du textile de la CGT. Il ajoute :

“Nos relations avec la direction de l'Action ouvrière se limitèrent, outre le premier contact, à un second contact, que je pris à Antibes en 1943 avec Fouché, en compagnie de Jalade, et à un ou deux rendez-vous que prit Lucienne, notre secrétaire, avec Fouché et Valrimont à Paris. Enfin, j'ai rencontré une fois Valrimont à Paris en 1944, peu avant le débarquement. Je ne devais revoir, à ma souvenance, ni l'un ni l'autre de ces dirigeants.”

Notre AO du Languedoc ne participa à ma connaissance à aucun des congrès ou assemblées de l'AO à Lyon. Je pense qu'elle ne fut jamais ni convoquée ni avisée.”

Gérald Suberville analyse ensuite trois moments importants de l'existence de l'Action ouvrière :

— l'assemblée d'information de Lyon du 23 janvier 1944 ;

— le congrès de l'Action ouvrière des 15 et 16 mars 1944 ;

— et ce qu'il appelle le testament de Kriegel-Valrimont (2).

1. — L'assemblée d'information de Lyon du 23 janvier 1944

« Les cadres de l'Action combattante (AC) du Rhône se réunirent en “assemblée extraordinaire” avec les dirigeants “régionaux et nationaux” de la zone sud. L'AC aurait été créée, selon le compte rendu, en août 1941. »

Le secrétaire régional Jacqueline retrace les diverses activités de cette Action combattante et souligne :

« L'ouvriérisme marqua les débuts de l'AC. On lui en fit le reproche et c'était justifié. Cependant, il fallait des “étapes” pour “amener les ouvriers à la collaboration de classe nécessaire”. Cette dernière orientation était celle du Comité natio-

(2) Maurice Kriegel-Valrimont, né en 1914, membre des Jeunesses communistes, puis du PCF en 1936, il est l'un des dirigeants des Mouvements unis de résistance, qu'il représente au sein du comité d'action militaire du Conseil national de la Résistance (COMAC), organe qui contrôle militairement l'action des Forces française de l'intérieur (FFI). Député PCF de Meurthe-et-Moselle de 1945 à 1958, membre du comité central du PCF en avril 1950, il dirige le bureau de presse du comité central, puis remplace Florimond Bonte à la direction de l'hebdomadaire du PCF, *France nouvelle*. Touché par la vague d'épuration liée à l'élimination du groupe dit Casanova-Servin (1961), il est limogé de toutes ses fonctions cette année-là (NDLR).

nal de libération ; elle prit corps au sein de l'UCIF (Union des cadres et industriels français) et se concrétisa dans la création des comités patriotiques d'entreprise, dont l'organe dirigeant doit comprendre "un patron, un ingénieur, un technicien, un ouvrier". »

Un peu plus loin, Jacqueline évoque l'existence, chez les communistes, de quelques "sectaires, qui refusent l'union des patrons patriotes et des ouvriers, alors que la presse du PC préconise cette union".

Les autres interventions de Barcelonne, Simone, Lange et Dufour portent sur divers problèmes de l'activité de l'AC dans leurs secteurs : cheminots, transports lyonnais, textile, etc. Puis, le responsable de la zone sud de l'Action combattante, Théo, conclut les débats :

« Il déplore "le sectarisme et l'incompréhension de certains chefs communistes régionaux". Il relève que ces "déviations sont en contradiction avec les directives de leur organisme central". Il estime qu'en cas de freinage régional du PC, il faut "passer outre et marcher avec nos propres forces liées à la masse des travailleurs et des patriotes". »

2. — Le congrès de l'Action ouvrière (15 et 16 mars 1944)

Alors qu'il n'existe réellement que deux Actions ouvrières, celle de Lyon et celle du Languedoc, cette dernière n'est pas convoquée à ce "congrès national". Gérard Suberville cite de longs extraits des résolutions adoptées au nom des "représentants de l'Action ouvrière de toutes les régions réunis en assemblée" :

« Les représentants de l'Action ouvrière de toutes les régions réunis en assemblée saluent les décisions du comité directeur du Mouvement national de libération condamnant l'attentisme et préconisant l'action immédiate (9 lignes sur ce sujet).

Ils approuvent la création des Corps francs de libération (CFL) (10 lignes). Ils sont décidés à créer des CFL dans les

entreprises qui ont des groupes AO, ou encore de créer des milices patriotiques en accord avec tous les patriotes : ouvriers, techniciens et patrons (7 lignes).

Buts de l'AO en créant les CFL :

— lutte quotidienne contre l'envahisseur par sabotages (2 lignes) ;

— défense du patrimoine national (4 lignes) ;

— défense des grèves patriotiques (4 lignes).

Demandent la répartition des armes aux CFL et que les dépôts d'armes soient mis à la disposition des "milices" (14 lignes).

Enregistrent avec satisfaction la création de l'état-major FFI pour coordonner l'action militaire de tous les patriotes (4 lignes).

Affirment le principe de la subordination des militaires aux civils (3 lignes).

Sur l'unité syndicale (14 lignes) :

Ils saluent le renouveau du syndicalisme confédéral, la réalisation de l'unité syndicale et l'action des organisations syndicales clandestines et du bureau confédéral.

Sur l'unité de toutes les forces sociales contre l'envahisseur (19 lignes) :

• Appel à l'union des ouvriers, cadres et patrons patriotes.

• Appui à l'Union des cadres industriels de France pour la défense du patrimoine national et les travailleurs menacés par la famine imposée par l'occupant et la déportation.

• Efforts pour réunir dans l'entreprise toutes les forces sociales "sans aucune distinction".

• Action contre la déportation. Salut au CAD (16 lignes) (3).

• Châtiment des traîtres (13 lignes).

Pour une justice ferme contrôlée par le CNR et le CFLN (Conseil français de libération nationale).

La résolution finale du congrès est équilibrée en trois points :

(3) Comité d'action contre la déportation, créé à Lyon en 1943 contre l'envoi d'ouvriers au travail forcé en Allemagne (NDLR).

- *Union des patrons, cadres, UCIF* (16 lignes).

- *Contre la déportation*, "la résistance des réfractaires doit prendre des formes actives et, au besoin, armées" (16 lignes).

- *Vive la CGT* (15 lignes). »

3. — Le "testament" de Valrimont (1^{er} mai 1944)

« C'est le testament de l'AO, déclara, paraît-il, Valrimont à ses amis, à l'occasion de la parution de ce document de 15 pages.

Testament parce que l'AO était entermée ? Ou parce que Valrimont s'était à ce moment branché sur d'autres objectifs.

Étrange ballet, en réalité !

On a vu que l'assemblée générale de janvier 1944 se tint sous le sigle de l'Action combattante, le nom de l'AO étant (même rétroactivement) banni de ce texte.

Par contre, le congrès de mars 1944 ressort le drapeau de l'Action ouvrière.

Or, le 3 avril 1944, une note de l'état-major CFL à toutes régions précise :

"Les CFL se substituant à l'ensemble des services d'action existants, les différents services AS-GF (4), maquis, fer (5), seront supprimés. Les équipes d'action de l'AO sont versées aux CFL, le service AO subsistant pour les questions d'ordre social et politique."

Cette note émanait de Fouché, Valrimont et leurs amis.

Pour l'AO du Languedoc... cela ne pouvait signifier qu'un arrêt de mort. Que resterait-il d'une AO privée de l'action, sa raison d'être essentielle, sinon la seule ?

Dans ce "testament", Valrimont fait remonter la création de l'AO à octobre 1942, au moment de la "relève". Selon lui, cette création répondait au désir "d'union de toutes les forces sociales dans la Résistance contre les envahisseurs et les traîtres", et aussi au désir d'aider le regroupement syndical. Ainsi naquit le service de l'AO des MUR (Mouvements unis de résistance). »

Valrimont précise :

« Cette création suscita l'inquiétude légitime des militants syndicalistes et ouvriers, qui redoutaient de voir susciter un élément de division des forces ouvrières. Mais nous avons prouvé que notre seul but était de "rassembler toutes les forces sociales".

Malgré toutes les difficultés et les incompréhensions, l'AO est maintenant représentée dans toutes les régions de la zone sud et se développe en zone nord, en particulier dans la région parisienne.

Notre doctrine :

1. Rassembler toutes les forces sociales contre l'envahisseur.

2. Lutter contre déportation et travail forcé.

3. Appui inconditionnel à la CGT.

4. Participation à l'action immédiate et à la lutte armée dans les CFL, et constitution des milices patriotiques.

5. Préparation de la grève nationale.

6. Propagande de la Résistance.

7. Développement systématique de l'organisation dans tous les départements.

8. Sécurité. »

Valrimont reprend chacun de ces points :

« Sur le premier point : à part une poignée d'hommes des trusts, toujours prêts à vendre le pays pour sauvegarder leurs privilèges, il y a accord de tous les membres de l'entreprise : ouvriers, techniciens, ingénieurs et patrons patriotes. C'est le premier et le plus important objectif des militants de l'AO : unir tous les Français au sein de l'entreprise. D'où création de comités d'entreprise avec les patrons. »

Les autres points sont essentiellement techniques. Signalons le septième point, qui affirme l'existence dans chaque région d'un comité régional formé d'un "militant inspecteur régional", d'un "militant inspecteur des départements", d'un militant pour "problèmes techniques". Ces structures régionales, selon l'exposé de Gérard Suberville du 10 avril, étaient de purs fantômes...

(4) Armée secrète-Groupes francs (NDLR).

(5) Service de l'Armée secrète s'occupant du réseau ferré (NDLR).

**Raffin-Dugens :
trotskyste
à 85 ans**

(Paul Collin)

Le n° 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a présenté une brève biographie de Raffin-Dugens (pp. 118 à 121). Nous publions dans ce numéro le dernier chapitre d'un mémoire universitaire sur Raffin-Dugens, rédigé par Paul Collin en 1972, à l'Institut d'études politiques de Grenoble, sous la direction de Pierre Broué. Ce mémoire retrace l'ensemble de la carrière politique de Raffin-Dugens. Nous en extrayons trois précisions :

1. — Raffin-Dugens fut élu le 21 janvier 1921 (au lendemain du Congrès de Tours) secrétaire de la fédération communiste de l'Isère. Il fut réélu à cette fonction le 8 mai, puis le 13 décembre 1921. Le 28 mars 1922, il démissionne de cette responsabilité pour raisons de santé, mais reste membre du comité fédéral. En mai 1922, il est battu aux législatives. Très actif dans la campagne du PCF contre l'occupation de la Ruhr décidée par le gouvernement français en 1923, il est exclu du PCF le 7 février 1925. Il continue néanmoins quelques mois à participer aux activités publiques du PCF, puis se retire à la fin de 1925 de l'activité politique publique, tout en continuant à soutenir le PCF.

2. — A la fin des années 1920, Raffin-Dugens s'éloigne du PCF. A partir de cet instant, il limite son activité militante à la Fédération unitaire de l'enseignement et ne revient sur le terrain politique qu'en 1935, où il se présente avec succès aux élections municipales à Eybens, sur une liste "*d'union, de justice et de défense des intérêts communaux*". Il préside le 26 janvier 1936, avec Paul Vaillant-Couturier, une réunion publique du PCF, mais s'éloigne à nouveau de l'activité politique, sans doute essentiellement pour raisons de santé. Il a alors grand peine à marcher ; il semble aussi ébranlé par les procès de Moscou.

3. — L'interdiction du PCF, au lendemain du pacte germano-soviétique, qu'il soutient, le rapproche de ce parti, auquel il semble qu'il ait réadhéré à ce moment. Paul Collin souligne : "*Cet homme de 80 ans passés tire de ses propres mains en 1941 les premiers appels du Parti communiste à la résistance*" à Eybens. En mars, il cache dans sa propriété la ronéo clandestine qui lui sert à imprimer ces tracts. Il envisage de distribuer des tracts dans les casernes allemandes.

C'est une première rupture avec la politique du PCF. Il est à la tête d'une liste PCF aux élections municipales à Eybens, en mars 1945, avec Jouclard, résistant communiste de la première heure. Jouclard et lui, après le ballottage du premier tour, sont invités à laisser la place pour le deuxième tour à deux ralliés de fraîche date, plus acceptables pour la bourgeoisie locale. Il refuse de s'incliner et est exclu le 30 mai 1945.

Un autre membre du Parti communiste, exclu à la même époque, Henri Fabre, apprend par la presse son exclusion comme “hitléro-trotskyte”, ce qui le pousse alors à prendre contact avec les trotskystes, qu’il ne connaissait pas. Raffin-Dugens matérialise sa rupture avec le stalinisme en adhérant en octobre 1945 à la section française de la IV^e Internationale.



“Pourquoi nous avons adhéré à la Quatrième Internationale”

CEST probablement vers la fin de la guerre, avant sa seconde exclusion du PCF, en 1945, en tout cas, que Raffin-Dugens avait fait la connaissance d'un jeune maître de conférences de mathématiques de l'université de Grenoble, Laurent Schwartz, qui était aussi, à partir de 1945, secrétaire régional du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, organisation trotskyste (1).

Les deux hommes avaient eu de sérieuses discussions politiques. Les arguments développés par Laurent Schwartz contre la politique stalinienne, la bureaucratie dans l'Etat ouvrier et dans les différents partis communistes, son réquisitoire contre la politique nationaliste, voire chauvine, et la collaboration de classe du Parti communiste au sein du gouvernement, et, un peu plus tard, sa politique de “relèvement de la France”, la bataille de “la production”, la condamnation de la grève comme “arme des trusts” et le renvoi à plus tard de la lutte pour les revendications ouvrières rencontraient chez le vieux lutteur un terrain favorable. Les hommes de sa génération ne se retrouvaient plus dans le nationalisme cocardier et le ministérialisme agressif qui prévalaient dans le parti qui avait été pour eux celui de l'internationalisme prolétarien et de la révolution soviétique.

Quand Raffin-Dugens est exclu parce qu'il refuse de s'effacer devant des “communistes” de la deuxième heure,

Schwartz lui explique que c'est aujourd'hui le trotskysme qui incarne ce bolchevisme auquel il a adhéré en 1917, tandis que les dirigeants communistes suivent aujourd'hui la mode qu'avaient suivie au lendemain de la Première Guerre mondiale les renégats du socialisme.

Prêt à se laisser convaincre, Raffin-Dugens n'est pas le seul à réagir de cette façon : avec lui, deux autres vétérans, Horace Martin, exclu en même temps que lui de la cellule d'Eybens, et Charles Martel, signent, à la veille des élections à la Constituante, un manifeste intitulé “Pourquoi nous avons adhéré à la Quatrième Internationale” (2).

Ce texte est capital, tant par la personnalité de ses signataires que par son contenu.

Raffin-Dugens, Martel et Martin sont en effet trois anciens militants communistes de l'Isère. Tous trois adhérents du Parti communiste dès sa fondation, ils en avaient été des cadres importants. Raffin-Dugens avait été secrétaire de la FCI à ses débuts, Martel lui avait succédé à ce poste en 1925, avant de devenir en 1927 rédacteur de *La Voix paysanne*, puis, en 1930, secrétaire de la section latine de l'Internationale paysanne à Moscou (3).

(1) Archives Jasserand et témoignage de M^{me} Jasserand.

(2) La totalité du manifeste est reproduite en annexe ; Archives Broué.

(3) Voir Eliane Juquel, *op. cit.*

Ce texte commun est sans doute le plus complet en notre possession pour cette période, qui a été signé par Raffin-Dugens, qui a joué dans sa rédaction un rôle important, malgré la cécité dont il était atteint. Les références nombreuses à la faillite de la Deuxième Internationale, à la révolution allemande de 1919, aux grèves de 1920 en France montrent qu'il s'agit d'un bilan fait par des hommes pour qui les années après la révolution russe avaient été décisives.

Le rapport est constamment établi entre les expériences militaires de Raffin-Dugens et de ses deux camarades et les leçons politiques qu'ils tirent de la Libération. Comparant leur situation de militants trotskystes relativement isolés, ils déclarent :

« Nous avons trouvé dans le programme de la IV^e Internationale tout ce que nous demandions à un parti révolutionnaire et nous venons lui apporter notre adhésion.

Nous savons que cette voie n'est pas facile, que nous ne sommes encore qu'une minorité. Mais il nous est arrivé une fois dans notre vie, et nous en sommes fiers, de marcher avec un si petit nombre d'hommes que cela pouvait paraître décourageant : c'était lorsqu'en 1914, nous suivions la politique révolutionnaire de Lénine contre l'Union sacrée. C'est pourtant cette politique qui assura le triomphe de la révolution d'Octobre en Russie. »

Toute l'expérience de la Conférence de Kienthal est sous-jacente dans ces lignes. La démarche de pensée de Raffin-Dugens et de ses camarades est identique quand ils analysent, encore une fois à la lumière de leur passé qui se confond avec l'histoire du mouvement ouvrier, ce qu'ils appellent la capitulation des partis socialistes et communistes :

« Nous avons, à notre époque, dénoncé Noske, Ebert, les sociaux-démocrates allemands, qui, après avoir fait l'Union sacrée avec Guillaume II dans la guerre (même contre la Russie des soviets), réprimèrent férocelement la poussée révolutionnaire allemande de 1919. Ils allèrent jusqu'à assassiner les deux irréprochables internationalistes Karl Liebk-

necht et Rosa Luxemburg, alors qu'ils laissaient en place les éléments réactionnaires de l'armée et de l'administration, qui plus tard devaient soutenir Hitler.

Nous dénonçons Blum, l'homme de la pause, de la dévaluation, de la non-intervention en Espagne ; Thorez, l'inventeur de la formule "Il faut savoir terminer une grève" ; Jouhaux, le saboteur de la grève des cheminots de 1920 (4) et de la grève du 30 novembre 1938 ; nous dénonçons la poltronnerie de ces "chefs", qui, en 1936, brisèrent le splendide élan de la classe ouvrière. Ils prétendaient se justifier en affirmant qu'en face de la menace hitlérienne, il n'y avait pas d'autre solution que l'alliance avec le parti bourgeois radical-socialiste (celui qui donna le pouvoir à Paul Reynaud et, par lui, à Pétain) et la confiance vis-à-vis des chefs de notre "grande armée républicaine" (ceux qui capitulèrent en 1940). »

Puis, abordant directement le problème crucial de la Libération pour des hommes qui attendaient la victoire des revendications ouvrières, le texte poursuit :

« Nous dénonçons encore une fois le parti socialiste et le parti communiste, qui, pendant la guerre, ont manifesté le chauvinisme le plus étroit, ont prêché la confiance aveugle en de Gaulle et son gouvernement d'Alger. Après la Libération, ils ont eux-mêmes dissous les organismes populaires créés dans la clandestinité (comités de Libération, comités d'épuration et surtout milices ouvrières) pour remettre tout le pouvoir à de Gaulle, à son armée, à sa police (...). Comme autrefois ceux qui étaient à la tête de la social-démocratie, aujourd'hui, ceux qui sont à la tête du parti communiste se sont laissés griser et corrompre par le pouvoir ; devenus fonctionnaires appointés du parti, membres des Assemblées parlementaires ou des ministères, ils sont devenus, tout comme les chefs socialistes, des bureaucrates embourgeoisés : s'élevant au-dessus de la masse travailleuse, ils ont cessé de servir ses intérêts. Ils sont habiles à justifier les pires erreurs politiques (dissolution de la III^e Internationale, dissolution des milices ouvrières, dissolution des Jeunesses communistes).

(4) Martin fut délégué de 12 000 cheminots durant cette grève.

Manœuvres, tactique, disent-ils. Mais les trusts ne sont pas dupes et les masses ouvrières sont désemparées. Ils sont sur la pente savonneuse, ils la descendront jusqu'en bas. »

Toutes les mesures prises par le Parti communiste au sortir de la guerre pour détruire les premiers éléments de double pouvoir, conseils et comités d'usine, milices populaires, sont pour les trois vétérans autant d'attaques au combat de la classe ouvrière pour un régime soviétique.

Car, pour eux, c'est l'exemple de la Russie de la révolution d'Octobre qui reste à tout moment présent. Les références qu'ils y font sont constantes. Ainsi, affirmant leur confiance dans le prolétariat international, ils écrivent :

"Quant à nous, la force sur laquelle nous comptons, c'est celle des travailleurs, qui, en 1917, renversèrent en Russie la féodalité et la bourgeoisie coalisées et qui soutinrent pendant quatre ans une guerre victorieuse contre les ennemis de l'intérieur et contre les impérialistes étrangers..."

La comparaison se poursuit dans ces perspectives et on peut lire sous leur plume, ensuite, cette définition des tâches transitoires qu'ils assignent au gouvernement des partis communistes et socialistes :

"Au lieu de s'allier, au sein du ministère, avec les représentants des trusts, les partis ouvriers devraient prendre leurs responsabilités, comme les travaillistes ; nous n'avons absolument aucune confiance dans les travaillistes, mais au moins ils ont le mérite de prendre leurs responsabilités en Angleterre et former à eux seuls le gouvernement.

Nous exigeons la rupture de la coalition avec la bourgeoisie ! Gouvernement des partis ouvriers !

Ce gouvernement doit, comme le gouvernement des soviets en octobre 1917, publier tous les traités secrets des gouvernements impérialistes..."

Et les dernières lignes constituent un appel pour un parti de type bolchevique, qu'ils avaient en 1921 essayé de construire en France :

"C'est à vous, camarades, que nous adressons cet appel. Nous sommes vieux et certains d'entre nous ne verront pas la victoire du prolétariat, mais elle est certaine. Nous vous conjurons de rester courageusement au combat et de rejoindre le Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, qui est aujourd'hui le seul parti révolutionnaire, le seul parti qui lutte pour l'instauration de la dictature prolétarienne par le régime des soviets."

A ce texte très important allait s'ajouter, sous leurs signatures, mais aussi sous celles des autres candidats trotskystes dans l'Isère, Laurent Schwartz, le docteur Fabre, Maurice Laval et Renée Momet (5), la profession de foi du PCI. Beaucoup plus courte, elle retrace en une page les difficultés économiques et politiques, propose surtout un programme remettant aux mains de la classe ouvrière les clés de l'économie :

"a) nationaliser toutes les industries clés, mines, industries mécaniques, électriques et chimiques, ainsi que les banques et leurs assurances ;

b) instituer un plan de production dressé par la CGT et contrôlé démocratiquement par les ouvriers à la base ;

c) organiser le contrôle ouvrier de la production ; les ouvriers doivent élire démocratiquement les comités d'entreprise ;

d) pour assurer aux travailleurs un niveau de vie acceptable, il faut instituer l'échelle mobile des salaires, traitements et pensions."

Sur ce programme, sur la liste qui le présentait, se rassemblèrent 2 704 voix le 21 octobre 1945, chiffre inespéré pour une organisation aux effectifs squelettiques (6).

Ce succès du PCI devait amener un cousin de Raffin-Dugens, Antoine, ouvrier

(5) Le docteur Fabre, externe des hôpitaux de La Tronche, entré dans la Résistance en 1942, adhèrent au PC en 1943, devint membre du PCI. Maurice Laval, trotskyste depuis 1936, ouvrier métallurgiste, avait été déporté en Allemagne. Renée Momet, institutrice, était membre du PCI depuis 1944.

(6) *La Vérité*, 9 novembre 1945. Le PCI totalisera 10 817 voix entre Paris et l'Isère.

aux usines Brun, à rejoindre le trotskysme au lendemain du 21 octobre (7). Le "*manifeste des vieux militants révolutionnaires*" avait porté quelques fruits. Mais, plus qu'un manifeste électoral, c'est un texte d'une importance capitale pour l'histoire du mouvement communiste. Les problèmes qu'il pose, que posaient Martel, Martin et Raffin-Dugens, dépassent en effet largement le cadre de l'Isère et peuvent faire comprendre les espérances nées de la Résistance, puis déçues par la Libération, qui agitaient les militants les plus anciens, les plus expérimentés, mais aussi qui avaient été les plus fidèles au Parti communiste avant de prendre conscience de sa "capitulation", comme Raffin-Dugens.

Fidèle depuis 1921 au Parti communiste, même après son exclusion en 1925, Raffin-Dugens devait en effet attendre quatre-vingt-cinq ans pour adhérer à une organisation trotskyste et dresser — en quelques mois — le bilan de toute une vie politique consacrée à l'internationalisme.

Assurément, ce choix est délibéré, conscient, le *Manifeste* le montre. Il découle directement du bilan établi, au sortir de la guerre, de la politique du Parti communiste après la disparition des "organismes populaires" créés dans la clandestinité (8). Après la montée aussi, dans le parti qu'il avait créé, de ces "*néos communistes*" qu'il dénonce publique-

ment à Eybens (9). Très certainement, il sait mieux que quiconque ce que représente le trotskysme. Il n'a pas ignoré la présence à Domène, chez un de ses camarades de la Fédération unitaire, de Trotsky, dont il n'a pas ignoré non plus les relations avec son neveu Raoul Faure (10). Mais il lui a fallu la guerre et l'échec des espoirs mis dans la Résistance pour se décider à renouer avec l'internationalisme, qui, trente ans auparavant, l'avait conduit à Kienthal, par une décision apparemment aussi brutale.

Le dernier geste politique de Raffin-Dugens n'est sans doute pas le moins important. Il est, en tout cas, dans le droit fil d'un comportement politique dominé par la fidélité aux idées et un tempérament "fonceur".

Le 6 mars 1946, il s'éteignait à Eybens.

A la demande de sa famille, aucun éloge politique ne fut prononcé sur sa tombe (11).

Paul Collin

(7) Archives Jasserand. Antoine Raffin-Dugens fut candidat du PCI dans l'Isère aux élections de 1946.

(8) *Manifeste des vieux révolutionnaires*. Archives Broué.

(9) Archives Jasserand.

(10) Eliane Juquel, *op. cit.*

(11) Témoignage de M^{me} Jasserand.

La grève de Cronstadt (1998)

La situation à Cronstadt, porte maritime de Saint-Pétersbourg, s'est tendue à l'extrême. La première grève illimitée de l'histoire récente de la ville a eu lieu à l'usine maritime de réparations navales et s'est prolongée plus de deux semaines. C'est là que sont réparés les bateaux de guerre, c'est de cette usine que dépend pour l'essentiel l'activité de la ville. N'ayant plus été payés depuis six mois par le ministère de la Défense de Russie, les ouvriers en ont eu finalement assez de renforcer gratuitement la capacité défensive du pays.

Une grève victorieuse

LA chronique de la grève est une chronique classique de la guerre entre patrons et salariés.

• **2 novembre, 9 heures du matin :** Premier jour de grève. Revendications des 2 000 grévistes : paiement immédiat du tiers des salaires dus (4 millions de roubles) et du reste d'ici mars de l'année suivante, avec, bien sûr, reprise du paiement régulier des salaires.

Réponse de l'administration : pas un sou aux trublions.

10 heures du matin : tout le pouvoir, à l'usine, passe aux mains du comité de grève. Pas une voiture, pas un homme ne peut pénétrer dans l'usine ou en sortir sans l'aval des grévistes poussés à bout.

Dans les ateliers, des brigades ouvrières veillent à la protection des machines, contrôlent l'application des décisions du comité de grève, préviennent toute tentative de briser la grève.

• **3-4 novembre :** Le patron de l'usine, Chorokhov, capitaine de premier rang (qui vient juste de rentrer à Cronstadt après un séjour d'un mois sous les cieux cléments de la Méditerranée), ordonne aux chefs d'atelier d'établir la liste nominative des grévistes.

Premières menaces de licenciements. Refus de négocier.

• **5 novembre :** Meeting habituel des 2 000 grévistes sur le territoire de l'usine. *"Tenir jusqu'à la victoire. Soutien des syndicats de Pétersbourg"* : Evgueni Makarov, président de la fédération des

syndicats de Saint-Pétersbourg, le syndicat de la flotte militaire maritime et d'autres transmettent leur soutien financier à la caisse de grève de l'usine.

Le même jour, la laiterie de la ville est "avertie" que le chauffage va être coupé à cause de la grève. La provocation est déjouée : les travailleurs de la laiterie sont solidaires des grévistes.

Une énorme pression est exercée sur les ingénieurs et employés : *"Si vous vous obstinez, il y aura des licenciements, vous perdez 50 roubles par jour de grève."*

• **6 novembre :** Le *Kizliar* est littéralement mis au pied du mur (d'accostage). Ce bateau est réparé, mais ne peut quitter le territoire de l'usine. Chaque jour de retard dans la livraison coûte à l'usine 51 000 roubles d'astreinte.

Les grévistes : *"De toute façon, cet argent n'est pas pour nous, nous n'avons plus rien à perdre, nous sommes à bout."*

La Fédération des syndicats indépendants de Russie exprime son soutien aux travailleurs de l'usine maritime de Cronstadt.

• **7-8 novembre :** Les équipages de deux navires de guerre algériens n'y comprennent rien (leurs navires en réparation sont bloqués sur les docks) : *"Nous payons en dollars et ces fous de Russes refusent l'argent."*

Comment expliquer à des étrangers que les ouvriers ne verront ni dollars ni roubles, que l'argent ira ailleurs ?

• **10 novembre** : Le patron de l'usine (ou son représentant) assiste à toutes les réunions du comité de grève. Aucune réponse aux revendications des grévistes. Probablement poussées par la direction, des organisations extérieures, qui ont temporairement des activités sur le territoire de l'usine, expriment leur "indignation", menacent de faire payer les dommages prétendument subis.

• **12 novembre** : Assemblée générale des travailleurs. La grève est reconduite. Pour la première fois, l'administration passe des menaces à la persuasion. Elle en appelle au "bon sens", propose la reprise des travaux les plus indispensables. Après consultation des ouvriers et des employés, le comité de grève rejette cette proposition douteuse.

• **16 novembre** : Nouveau cycle de négociations avec les autorités. Rencontre entre le président du comité de grève et le vice-gouverneur de Saint-Pétersbourg, Ilya Klebanov. A 18 heures, V. G. Galtchenko est invité à Smolny pour rencontrer le gouverneur, Vladimir Iakovlev. Il s'étonne un peu : encore une semaine de grève et on va l'inviter à Moscou, rencontrer les dirigeants du pays. Ce dont ils ont besoin, ce ne sont pas des paroles, mais de l'argent. Et depuis longtemps, le comité a les moyens de se procurer de l'argent et a fait des propositions, par exemple dans une lettre à l'amiral Kouroedov, chef de la flotte maritime militaire. Il suffirait d'autoriser l'usine à démonter et à récupérer le métal des bateaux à la casse (il y en a des quantités aux abords de Cronstadt) : la situation financière de l'entreprise serait aussitôt redressée. D'autant que les mini-entreprises privées créées par la direction auprès de l'usine ont depuis longtemps reçu cette autorisation par des voies inconnues et vivent fort bien. Ou bien de faire bénéficier l'usine de la location de la base de déchargement Lomonossov (qui appartient à l'usine) par des organisations extérieures. On en a fait don à la ville et des inconnus s'enrichissent en utilisant à fond les infrastructures de la base.

Il faut ici souligner que c'est le syndicat de l'entreprise qui a dû proposer à la direction son **propre** programme pour

sortir de la crise, c'est-à-dire de faire un travail qui n'était pas de leur responsabilité. Alors, on peut poser une question : compte tenu du haut niveau de discipline et de conscience manifesté par les grévistes, de leur approche responsable des problèmes de la production, à quoi servent donc les fonctionnaires nommés à la direction de l'usine par le ministère de la Défense ? On a l'impression qu'ils ne font qu'empêcher la marche normale de l'entreprise et ne s'occupent nullement du personnel, tandis que le syndicat et le comité de grève ont non seulement défendu les intérêts des travailleurs, mais ont réalisé le prototype de la direction solide dont l'usine aurait besoin pour fonctionner normalement.

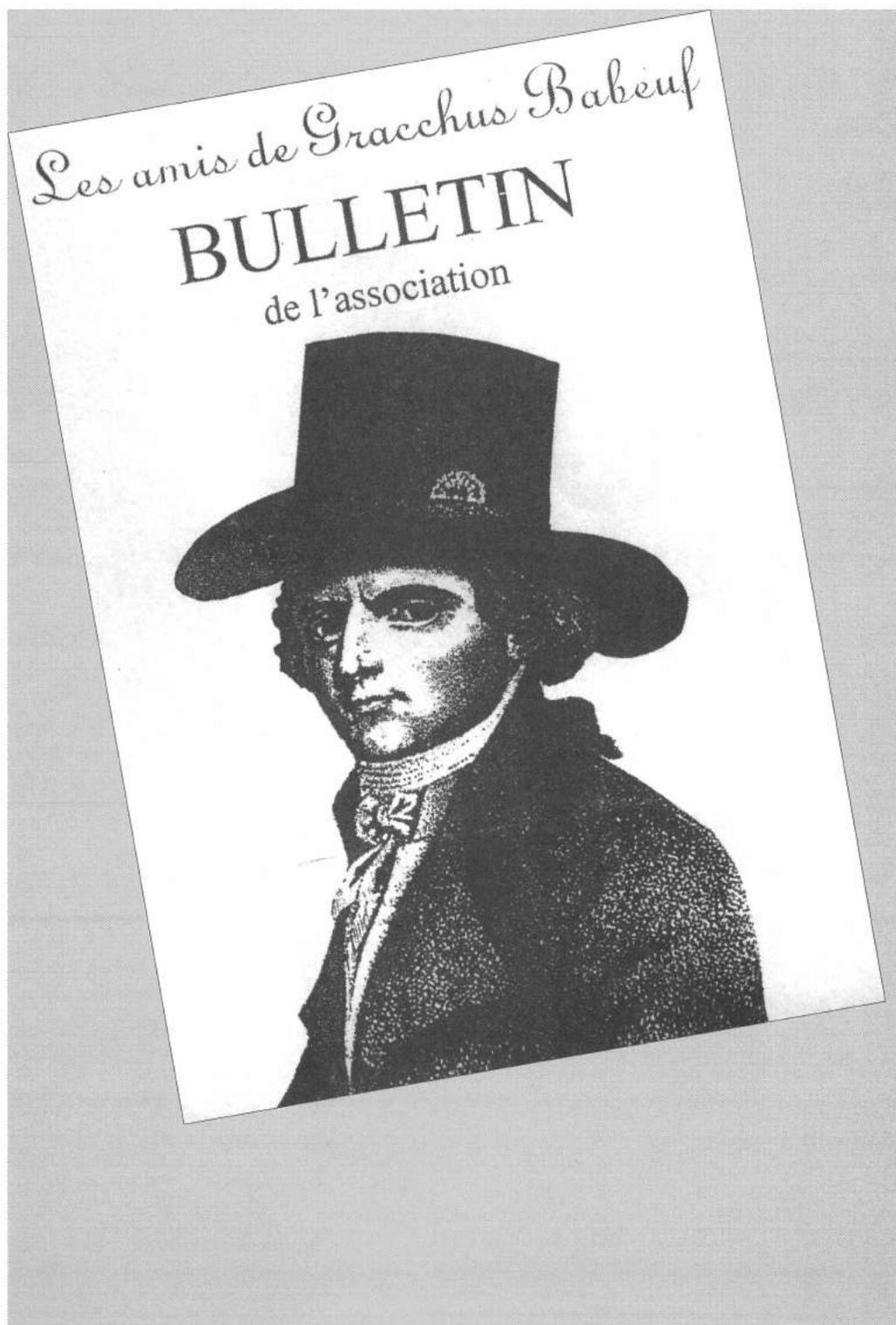
Vladimir Kortchev
(*Solidarnost*, n° 22)

Dernière heure : Suite à l'intervention du gouverneur de Saint-Pétersbourg, Vladimir Iakovlev, un accord a été conclu entre les grévistes et les représentants de l'administration. Suivant cet accord, l'administration s'est engagée à payer aux ouvriers et aux employés 2,4 millions de roubles, c'est-à-dire un mois de salaire en retard, le 20 novembre et un second mois avant le 2 décembre. Les dirigeants de l'usine ont également garanti qu'à l'avenir, le salaire du mois serait payé en temps et en heure, et que le reste des salaires en retard serait payé avant le mois de mars. En conséquence, le comité de grève a décidé de suspendre la grève et de la reprendre si, au début du mois de décembre, la direction n'avait pas tenu ses promesses.

D'après les informations du service de presse de la fédération des syndicats de Saint-Pétersbourg et de sa région, les premiers 2,4 millions ont été versés aux travailleurs. En ce qui concerne la deuxième étape (les 2,4 millions suivants), d'après les affirmations du chef de la direction principale des usines de réparation navale du ministère de la Défense, Valeri Fedorov, l'argent "*a été transmis aux banques*", mais il est difficile de dire où il se trouve exactement à l'heure actuelle.

**Sur
le babouvisme
méridional**

(Michel-André Lafelice)



Extrait du n° 6 du bulletin de l'Association des amis de Gracchus Babeuf

L'INTÉRÊT pour la conjuration des Egaux paraît moindre en 1996 par rapport aux années soixante, où se sont multipliés les articles et les ouvrages consacrés à cette séquence de la période révolutionnaire. Pour l'historiographie dominante, le babouvisme semble un anachronisme, surtout après la disparition des Etats du socialisme réel. La biographie de J.-M. Schiappa parue en 1992 et l'essai audacieux de P. Riviale (1994) prouvent qu'on ne peut réduire le babouvisme à un simple sursaut du jacobinisme et que celui-ci marque vraiment la naissance d'une tradition communiste moderne, qui a tendance à reprendre quelques couleurs depuis quelques mois.

En nous appuyant sur le nombre somme toute restreint des abonnés provençaux au *Tribun du Peuple*, nous avons tenté de saisir les ramifications provinciales du babouvisme. Les départements du Sud-Est ont représenté notre terrain d'enquête privilégié pour cerner la réalité d'un babouvisme méridional.

Constituer l'ébauche d'une carte d'influence babouviste dans la Provence prise au sens large a pu apparaître comme une gageure. Pourtant, dans cette région du Midi plus atteinte que d'autres par la propagande des Egaux (comme le Nord/Pas-de-Calais, d'ailleurs), la liste des abonnés au *Tribun du Peuple* peut nous renseigner sur la répartition géographique des babouvistes réels ou supposés tels.

Ainsi, la plupart des abonnés résidaient-ils dans un cadre urbain, les villes étant, durant la période directoriale, de véritables refuges pour un jacobinisme en repli depuis Thermidor. Les villes du Midi méditerranéen ont constitué des points de fixation face à une Terreur blanche féroce surtout dans les campagnes et n'épargnant aucun département du Sud-Est, à part peut-être provisoirement l'Hérault.

La très grande majorité des abonnés au *Tribun du Peuple* a pris une part active au mouvement révolutionnaire. En général, ils ont été des cadres du jacobinisme provençal. Certains ont siégé parmi les Montagnards : Antonnelle, Ricord ; le peintre marseillais Topino Lebrun a assumé la fonction de juré au tribunal révolutionnaire. De nombreux abonnés ont participé à l'administration départementale : André Gastaud à Nice, Derbez pour les Alpes de Haute-Provence, Benoît, Bouilhon, Pons et Rous pour le département de l'Hérault. D'autres ont dirigé la société populaire de leur commune : Chabaud pour Nice, Agricool Moureau pour le club d'Avignon et Jean-Louis Bonhomme pour le comité central des sociétés du Var.

Quelques babouvistes ont joué un rôle influent au sein de municipalités de moyenne importance : Collombet à Saint-Raphaël, Sénéquier à Fréjus, Vernet à Vibaudan.

Dans le Midi méditerranéen, les abonnés au *Tribun du Peuple* de Babeuf

ont eu comme dénominateur commun ce que l'historien américain a appelé "*l'immense épopée révolutionnaire*". Ils ont eu parfois des responsabilités de premier plan dans l'appareil jacobin départemental. Il est donc envisageable de se questionner sur la continuité révolutionnaire ou une véritable mutation idéologique de ces lecteurs du périodique de Babeuf.

Il nous apparaît très délicat de cerner les raisons de leur adhésion — si elle fut réelle — à une politique qui a dépassé les limites d'une révolution bourgeoise et paysanne. Comme dans la région du Nord et du Pas-de-Calais décortiquée par F. Wartelle dès 1975, une partie de l'élite politique s'est rapprochée en l'an IV des lignes directrices formulées par le premier journal communiste de France. Participants actifs à la République jacobine incarnée par Robespierre, ils se sont re-

trouvés floués par l'épuration thermidorienne, qui a constitué une étape somme toute décisive pour la formation du babouvisme et sa pénétration auprès de couches relativement étendues de patriotes radicaux victimes des péripéties de la Terreur blanche.

Jacobins, sans-culottes et babouvistes communautaristes ont alors surmonté leurs différences sociales en adhérant à l'idée qu'une insurrection était juste et nécessaire pour en finir avec la réaction. Le Midi méditerranéen a donc constitué un vaste terrain de luttes et de confrontations politiques. La participation active des abonnés aux mouvements populaires de l'an IV prouve que de nombreux militants ne baissaient pas les bras et résistaient à la contre-révolution. Ils ont ainsi prouvé leur attachement aux principes fondateurs de la Première République.

Tirage: 400 exemplaires	Buts de l'association : <ul style="list-style-type: none"> • aider à la propagation des écrits et des idées de Gracchus Babeuf, des babouvistes ainsi que de ceux qui leur ont consacré des études. • d'organiser, chaque année, le 27 mai ou en fin de semaine suivant cette date, une manifestation, place Gracchus Babeuf à St-Quentin. • et de permettre la construction, à St-Quentin, d'un monument en hommage à Gracchus Babeuf, qui y naquit.
10 F le numéro	Siège social: Centre Henri Matisse 1, rue Théophile Gautier 02100 St-Quentin
Directeur de la publication ROGER Bernard	CCP 3.059.78.K Chalons
Imprimé par nos soins	Conseil d'administration : ROGER Bernard président GORET Louis vice-président MARTIN Claude secrétaire COLSON Catherine trésorière LORENZO Fernando trésorier adjoint
Abonnement : 6 numéros 50 Francs chèque à l'ordre de l'Association	Membres: AURIGNY Michel GAWLIK Alain MOREAU Chantal
ISSN 1259-5403	✉ Adresser le courrier à : ROGER Bernard 20, rue Calixte Souplet 02100 Saint-Quentin ☎ & 📠 : 03-23-62-01-66 Envoi des cotisations à : M ^{me} COLSON Catherine 9, rue des Facons 02240 Ribemont ☎ : 03-23-63-76-11

Chronique des falsifications



Les bolcheviks et l'argent... américain !

DEPUIS juillet 1917, la calomnie habituellement proférée à l'encontre des bolcheviks est d'avoir perçu pour leur entreprise révolutionnaire de l'argent allemand. En fouillant dans les revues russes, j'ai découvert une accusation plus originale, qui montre que l'imagination calomniatrice ne connaît pas de bornes. Dans le numéro de janvier 1993 de la revue russe stalinienne *Nach Sovremennik*, l'auteur d'un article intitulé "L'anéantissement de la Russie", S. Kara-Mourza, accuse la révolution russe d'avoir été financée par les Américains. Page 122, il écrit :

"Le livre de Sutton (1) décrit l'histoire frappante du financement de la révolution russe par les financiers de Wall-Street. Ainsi, par exemple, au moment du coup d'Etat d'Octobre, une délégation américaine de la Croix-Rouge se trouvait en Russie ; cette délégation était en réalité composée presque exclusivement de politiciens et d'hommes d'affaires d'envergure. Dès le 2 février 1918, l'un de ses dirigeants, le très important homme d'affaires américain, V. Thomson, transmet un million de dollars au gouvernement bolchevique, et accomplit ce geste sur l'ordre de J. Morgan, dont il était l'un des plus proches collaborateurs. Ensuite fut effectuée une pression planifiée sur le gouvernement des USA et des pays d'Europe occidentale pour les contraindre à ne pas aider les blancs

et à reconnaître le gouvernement bolchevique ; les agents de cette pression étaient des hommes politiques et des financiers liés avec les banques Morgan et Rockefeller. Par ailleurs, ces mêmes individus apparaissent parfois comme membres du "bureau de propagande" de Karl Radek et comme agents financiers soviétiques en Occident » (Nach Sovremennik, janvier 1993, p. 122).

1. — Sous réserve de vérification sur la réalité de ce versement d'un million de dollars par la Croix-Rouge au gouvernement (et non à un parti !), ledit million, s'il a été versé le 2 février 1918, pouvait difficilement être utilisé par les bolcheviks en octobre 1917 ; cet usage prétendu rappelle les 40 millions de marks réclamés par l'ambassadeur d'Allemagne, Mirbach, en mars 1918... pour les besoins de contre-propagande face à l'argent anglais, français et américain qui circulait dans le pays, argent versé par Mirbach à on ne sait qui et que le social-démocrate allemand Bernstein comptabilisait audacieusement dans l'argent allemand prétendument versé aux bolcheviks pour les aider à prendre le pouvoir cinq mois plus tôt...

(1) Le Sutton en question est un certain Antony Sutton, auteur d'un ouvrage fantaisiste intitulé *Wall Street and the Bolshevik Revolution* (New Rochelle, 1974), qu'aucun historien un peu sérieux ne se hasarderait à citer.

2. — Les agents politiques et financiers (en même temps agents soviétiques directs !) censés faire pression sur les gouvernements européens et américain en faveur des bolcheviks contre les blancs restent, chez S. Kara-Mourza, totalement et prudemment anonymes. Il se garde de citer un seul nom. Il évite ainsi le flagrant délit d'affabulation.

3. — Un peu plus haut (page 121), Kara-Mourza montre le bout de l'oreille en affirmant (sur le seul témoignage de l'ambassadeur allemand à Londres, von Eckardstein !) que le Japon n'a pu attaquer la Russie en 1904 que parce que Rothschild lui "garantit l'appui financier de la maison Rothschild et donna ainsi au Japon la possibilité de commen-

cer la guerre". Le "complot juif" n'est pas loin.

4. — Comme font le plus souvent Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné dans *Le Livre noir du communisme*, Kara-Mourza se garde, dans ses références en note, d'indiquer la ou les pages des ouvrages auxquels il renvoie. Impossible, donc, de vérifier quoi que ce soit.

5. — Les staliniens, dont Kara-Mourza est en Russie un éminent représentant, ne sont pas aujourd'hui les derniers à cracher publiquement sur la révolution d'Octobre et participent ainsi à leur place modeste, vu leurs ressources financières aujourd'hui limitées, au concert anticommuniste universel.

La guerre civile en Russie et les socialistes-révolutionnaires

“**S**EULS les soulèvements d'Iaroslavl, Rybinsk et Mouroum, organisés par l'Union de défense de la patrie du dirigeant socialiste-révolutionnaire Boris Savinkov, et celui des ouvriers des usines d'armement d'Ijevsk, inspirés par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires locaux, furent, semble-t-il, préparés à l'avance. Toutes les autres insurrections se développèrent spontanément et ponctuellement” (Nicolas Werth, *Le Livre noir du communisme*, p. 84).

Dans son énorme ouvrage de souvenirs consacrés à la guerre civile, *Esquisses des troubles russes*, le général Denikine, qui, deux ans durant, dirigea les armées blanches du sud de la Russie, souligne l'importance du rôle des socialistes-révolutionnaires dans la lutte antibolchevique. Toutes ses affirmations ne sont pas des vérités incontestables, mais, si ses jugements reflètent sa position politique, les faits qu'il cite sont souvent confirmés par le recouplement de sources

différentes auxquelles on peut les confronter. Dans le chapitre XII, il écrit :

« Au début de mai 1918, le 8^e conseil du parti des socialistes-révolutionnaires se réunit et décida de passer à la lutte ouverte avec le pouvoir soviétique, et en même temps de s'appuyer sur l'intervention alliée (1) pour "renverser la violence allemande". Le travail en ce sens fut mené avec une grande énergie, en particulier dans la région de la Volga et en Sibérie. Partout, les comités socialistes-révolutionnaires constitués prirent sur eux l'initiative de préparer des soulèvements. Et comme toutes les autres forces politiques restaient inactives ou penchaient vers une entente avec les bolcheviks, c'est autour des socialistes-révolutionnaires que commencèrent à se regrouper les éléments antibolcheviques, qui leur étaient souvent complètement étrangers. D'autant plus que les sympa-

(1) C'est-à-dire sur les détachements français, anglais, italiens, roumains, etc.

thies du Conseil national tchèque (2) allaient manifestement en faveur des S-R, et en particulier de Tchernov (3) (...).

On vit apparaître, dès lors, des choses curieuses. Ainsi, l'Armée de l'Oural (4), extrêmement pauvre en intellectuels, liquida l'institution séculaire du pouvoir des atamans sous l'influence des S-R, confia le pouvoir à un gouvernement élu dirigé par le S-R Fomitchev et entra en étroite union avec le comité régional des S-R pour lutter contre les bolcheviks (...).

Les S-R utilisèrent largement le soulèvement des Tchécoslovaques. Et lorsque la brigade de Cecek, le 8 juin, s'empara de Samara, il fut déclaré que le pouvoir passait au Comité des membres de l'Assemblée constituante (le "Komoutch"). Ainsi, un voile démocratique, populaire encore dans l'opinion publique russe, recouvrait une nouvelle

dictature, celle du Parti S-R, qui possédait le pouvoir sans partage, inspirée par Tchernov qui la dirigeait en coulisses, soit parce que son nom était trop odieux, ou parce qu'il ne croyait guère dans le succès de l'entreprise.

Cette expérience unique de gouvernement socialiste (5) présente un grand intérêt pour l'histoire de la lutte antibolchevique. C'est l'expérience la plus courte — elle dura en tout 197 jours — et, semble-t-il, la moins heureuse » (Oktiabr, octobre 1992, page 78).

(2) Direction des prisonniers de guerre tchèques du temps du tsar.

(3) Président du Parti socialiste-révolutionnaire de droite.

(4) Armée blanche monarchiste.

(5) Denikine considère le gouvernement menchevique de Géorgie, appuyé sur l'armée allemande, comme à part.

Stéphane Courtois : un historien officiel de l'Education nationale...

CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE

PROGRAMME DES ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES PRÉVUES SUR "LA CINQUIÈME" du 16 au 20 décembre 1996

LUNDI 16 DÉCEMBRE	MARDI 17 DÉCEMBRE	MERCREDI 18 DÉCEMBRE	JEUDI 19 DÉCEMBRE	VENDREDI 20 DÉCEMBRE
10 H 00 - 10 H 30 - LA PREUVE PAR CINQ (collège, lycée, tout public) DE LÉNINE À KHROUCHTCHEV Sur ce thème, Stéphane Courtois aborde le sujet du jour : LÉNINE à partir des documents suivants : Lénine et la révolution. Lénine, l'homme d'état.	10 H 00 - 10 H 30 - LA PREUVE PAR CINQ (collège, lycée, tout public) DE LÉNINE À KHROUCHTCHEV Sur ce thème, Stéphane Courtois aborde le sujet du jour : LE PETIT PÈRE DES PEUPLES à partir des documents suivants : Staline. Produire à tout prix.	10 H 00 - 10 H 30 - LA PREUVE PAR CINQ (collège, lycée, tout public) DE LÉNINE À KHROUCHTCHEV Sur ce thème, Stéphane Courtois aborde le sujet du jour : ÉTAT TOTALITAIRE à partir des documents suivants : La mythologie stalinienne. Nomenklatura.	10 H 00 - 10 H 30 - LA PREUVE PAR CINQ (collège, lycée, tout public) DE LÉNINE À KHROUCHTCHEV Sur ce thème, Stéphane Courtois aborde le sujet du jour : KHROUCHTCHEV à partir des documents suivants : Khrouchtchev, l'homme du dégel. Au temps de Monsieur K.	10 H 00 - 10 H 30 - LA PREUVE PAR CINQ (collège, lycée, tout public) DE LÉNINE À KHROUCHTCHEV Sur ce thème, Stéphane Courtois aborde le sujet du jour : LE GLACIS SOVIÉTIQUE à partir des documents suivants : Yalta, Potsdam. Budapest 1956. Échos de guerre froide.

CINQ émissions pédagogiques sur cinq assurées par le même historien, c'est peut-être une des formes de la citoyenneté plurielle ; ce

n'est en tout cas pas vraiment préparer les élèves à la confrontation des points de vue et des analyses...

... un peu truqueur...

CHAPITRE 9

DE LA LUTTE SYNDICALE A LA LUTTE ARMÉE

(septembre 1941 - février 1942)

Rebière exécute l'officier d'état-major Reimer.

La riposte allemande est immédiate et terrible. Le 22 octobre, vingt-sept otages sont extraits du camp de Chateaubriant et fusillés. Presque tous sont communistes; parmi eux Guy Môquet, 17 ans, fils d'un député communiste, et les plus connus des syndicalistes communistes emprisonnés.¹ Au même moment

1. Parmi les exécutés se trouvaient d'importants militants syndicalistes, membres du Parti : Charles Michels, secrétaire de la fédération CGT des Cuirs et Peaux; Jean Poulmarch, secrétaire du syndicat de la Chimie de la région parisienne et membre de la CA de la CGT; Jean-Pierre Timbaud, secrétaire du très important syndicat parisien des Métaux; Jules Vercruysse, secrétaire de la fédération CGT du Textile; Désiré Granet, secrétaire de la fédération CGT du Papier-Carton; Jean Grandel ex-secrétaire général de la fédération postale CGT; Jules Auffret, membre de la CE de l'Union départementale de la région parisienne; Henri Pourchasse, délégué des Cheminots parisiens. Voir Fernand Grenier, *Ceux de Chateaubriant*, 1^{re} édition, Londres, 1943; réédition très augmentée en 1967. Voir aussi Alfred Gernoux, *Chateaubriant et ses*

Extrait de Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980.

Certes, l'auteur écrit "presque tous sont communistes", et pas "tous", mais la liste qu'il dresse ne comprend que des militants du PCF ; de plus, en note, il renvoie à deux ouvrages, qu'il cautionne donc comme source fiable et quasiment unique : au premier chef, le livre du député du PCF Fernand Grenier, propagandiste officiel patenté du stalinisme, "auteur d'ouvrages hagiographiques à succès", selon Philippe Robrieux, qui annexe impudemment à son parti l'opposant Pierre Guéguen (militant du PCF qui a rompu avec ce parti à l'occasion du pacte germano-soviétique et que ses "ca-

marades" ont mis en quarantaine) et le trotskyste Marc Bourhis ; et celui d'Alfred Gernoux, qui ne s'en distingue pas. Ces ouvrages cautionnent l'opération de détournement de la direction du PCF, qui ose ainsi s'annexer le trotskyste et son camarade opposant, tout en multipliant les insultes contre ceux qu'elle ne craint pas d'appeler les "hitléro-trotskystes". On pourrait s'étonner qu'un spécialiste de la dénonciation des contre-vérités et falsifications dites "communistes", non seulement oublie celle-là, mais la couvre. Mais faut-il vraiment s'en étonner ?

... et pas vraiment extralucide

En 1987, Stéphane Courtois et Marc Lazar ont publié un ouvrage, intitulé *Le Communisme*, aux éditions MA. En 1987, la "glasnost" et la "perestroïka" révélaient aux plus aveugles la profondeur de la crise qui frappait l'URSS et, par voie de conséquence, tous les pays dits "socialistes" (en particulier la Pologne), que l'élaboration en 1980 par Brejnev d'un "programme alimentaire", puis les tentatives de réforme d'Andropov en 1982-1983 avaient déjà soulignée ; la baisse électorale et la perte d'adhérents des deux partis communistes occidentaux (français et italien) étaient largement engagées, etc. Or Stéphane Courtois et Marc Lazar écrivent, sous la rubrique "*Système communiste mondial*" (page 247) :

"Le système communiste mondial fait preuve d'une remarquable aptitude à évoluer, à s'adapter, à progresser. Plus, donc, que d'expansionnisme so-

viétique, il serait aujourd'hui préférable de parler de système communiste en expansion."

Deux ans avant la chute du Mur de Berlin, quatre ans avant l'effondrement de l'URSS...

Certes, tous les prophètes peuvent se tromper, même les plus mauvais. Remarquons simplement qu'en l'occurrence, l'"analyse" donnée ci-dessus est très exactement celle qui justifie la "guerre des étoiles" de Reagan et tous les programmes de surarmement pour faire face au prétendu "*péril communiste*". Peut-être circonstancielle, cette rencontre réjouissante entre les besoins du budget du Pentagone et l'analyse de ces spécialistes patentés éclaire d'un jour vif la portée du *Livre noir du communisme*, dont ils sont l'un et l'autre maîtres d'œuvre.

Jean-Jacques Marie



Congrès des socialistes-révolutionnaires en juin 1917.

Pages oubliées



La signature des accords de Munich, le 30 septembre 1938. De gauche à droite : Goering, Chamberlain, Mussolini, un interprète, Hitler et Daladier.

“Chamberlain représentait sans doute les intérêts des Loyds londoniennes”

(Pierre Miquel)

LA Première Guerre mondiale s’achève par la dislocation du vieil Empire austro-hongrois. Sur ses ruines, le traité de Versailles édifie en particulier l’Etat tchécoslovaque, marqué d’emblée par deux traits de caractère :

— il comporte d’importantes minorités nationales : au nord, les Allemands des Sudètes (3,2 millions), flanqués de quelques dizaines de milliers de Polonais, entre autres, dans la poche de Teschen — dont Versailles avait accordé la ville aux Polonais, mais les bassins miniers à Prague —, à l’est les Ukrainiens (500 000), au sud-est les Slovaques (3 millions) et au sud les Hongrois (800 000).

— il apparaît d’emblée comme un lieu privilégié des investissements du capital britannique et français et, sur le plan politique, comme un pion de la diplomatie française dans l’Europe centrale. Un accord militaire lie d’ailleurs la France et la Tchécoslovaquie.

A partir de 1935, Hitler utilise les revendications de la minorité allemande des Sudètes, soumise à de nombreuses discriminations par les gouvernements de Prague, pour préparer, sous couvert d’autonomie, l’intégration de leur territoire, suivie par le démembrement, puis l’intégration de la Tchécoslovaquie. Il s’y prépare à marche forcée au lendemain de l’Anschluss (rattachement par la force de l’Autriche au III^e Reich, le 11

mars 1938). Le 30 septembre 1938, à Munich, Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier signent un accord sur la Tchécoslovaquie, dont le président Benès n’a pas été invité à ces “négociations” et dont deux représentants sont internés dans une chambre d’hôtel proche pour être informés à la fin des “négociations” de ce qu’auront décidé pour eux les quatre grandes puissances.

Les quatre n’ont pas invité non plus de représentant de l’Union soviétique. Pour Chamberlain comme pour Hitler, l’Union soviétique, assimilée au “bolchevisme”, est l’ennemi numéro un. Munich livre le territoire des Sudètes à Hitler. Le surlendemain, le 2 octobre, le chef militaire de la Pologne, le colonel Beck, occupe la poche de Teschen, pendant que la Wehrmacht occupe le territoire des Sudètes. Ce mini-partage de la Tchécoslovaquie est plus rarement évoqué que le partage dont la Pologne sera victime un an plus tard...

Dans son livre *Le Piège de Munich* (1), Pierre Miquel souligne : “A compter les vaches tchèques avec application, à réclamer des dédommagements pour la cession des voies ferrées, Chamberlain représentait sans doute les intérêts des Loyds (2) londoniennes, qui craignaient de payer

(1) Denoël, 1998.

(2) Compagnie d’assurances britannique, qui assurait de nombreux biens en Tchécoslovaquie.

les dommages à la place des nazis (...). Les Français (...) étaient plus sensibles aux intérêts stratégiques et aux industries de guerre. Mais ils avaient joui en Tchécoslovaquie d'un marché privilégié pour leurs capitaux : ils venaient en deuxième position derrière l'Angleterre pour leurs investissements. Dans ce secteur, il était clair que Munich provoquerait un arrêt des placements à long terme, mais non pas nécessairement la mise en question des créances. Même si les Français étaient partie prenante dans les banques, les industries alimentaires et textiles tchèques, leur gros effort avait porté sur la chimie, la sidérurgie, l'armement. Alice Teichova a montré que le groupe Schneider avait implanté les

techniciens français en Tchécoslovaquie, où ils assuraient la sécurité du pays. En décembre 1938, Schneider sera contraint de vendre ses parts de la Skoda. La négociation de Munich était donc fâcheuse pour Schneider, mais aussi pour de Wendel et la sidérurgie française. On ne vendrait plus aux Tchèques ni tourelles blindées ni canons" (pp. 196-197).

Le 14 mars, Hitler fait proclamer l'"indépendance" de la Slovaquie, Etat croupion placé sous la présidence de l'évêque nazi, M^{gr} Tiso. Le lendemain, 15 mars, les troupes allemandes entrent dans ce qui reste de la Tchécoslovaquie et occupent Prague. C'est à cette situation qu'est consacré l'article de Daniel Guérin publié ci-après.



Carte postale éditée à l'occasion de l'annexion des Sudètes par l'Allemagne nazie.

“Seuls les Etats-Unis socialistes d’Europe libéreront le peuple tchèque”

LA brutale disparition de la Tchécoslovaquie de la carte de l’Europe prouve, une fois de plus, que le régime capitaliste est incapable de résoudre équitablement la question des nationalités, qu’en régime capitaliste, le droit de libre disposition des peuples n’est qu’une sinistre farce.

Un problème est posé depuis des siècles : celui de la coexistence des Allemands et des Tchèques au cœur de l’Europe centrale. Il est posé depuis qu’au VI^e siècle des tribus slaves apparurent sur le plateau de Bohême et vinrent s’insérer au milieu des tribus germaniques. A travers les âges, une âpre lutte n’a jamais cessé de se dérouler sur la frontière linguistique séparant les deux peuples.

Ilot slave isolé au milieu des populations allemandes qui l’entouraient presque de tous côtés, le peuple tchèque était voué à la servitude. La catastrophe du 15 mars 1939 s’insère dans une série de revers historiques : 1620, le désastre de la Montagne-Blanche ; juin 1848, le bombardement de Prague par le général Windischgraetz.

Le traité de Versailles, en créant la Tchécoslovaquie, a-t-il apporté une solution au vieux problème ? Non ! Il n’a fait que substituer aux anciennes injustices de nouvelles injustices. Il n’a fait qu’exaspérer les rapports entre Allemands et Tchèques. Le peuple tchèque

est devenu le vassal de l’impérialisme français, le chien de garde chargé de maintenir en Europe centrale l’inique “diktat”. D’opprimé, il est passé oppresseur : il a asservi, à son tour, des minorités nationales, les Allemands des Sudètes, en premier lieu, et aussi les minorités hongroise, slovaque, ruthène, polonaise, etc.

Dans les circonstances où nous nous trouvons placés au début de septembre dernier, nous avons dénoncé — et nous devons dénoncer — le véritable caractère de la Tchécoslovaquie de Benès. Nous avons crié bien haut, et nous avons le devoir de le faire, qu’une guerre à propos de la Tchécoslovaquie ne pouvait être qu’une guerre *impérialiste*, et non pas une guerre pour l’indépendance nationale du peuple tchèque.

Mais en même temps, nous dénonçons les buts véritables poursuivis par l’impérialisme allemand sous le couvert du “droit des peuples à disposer d’eux-mêmes”. Nous écrivions (*Juin 1936, 10 septembre*) :

“Hitler ne mobilise pas pour les beaux yeux des Sudètes, mais parce que l’industrie allemande, équipée pour inonder l’univers entier de ses produits, étouffe à l’intérieur des frontières allemandes, parce qu’elle convoite les marchés de l’Europe sud-orientale, parce que l’Allemagne, pauvre en matières premières, louche vers les blés de Hongrie, de Yougoslavie et de

Roumanie, vers le pétrole roumain, et que la Tchécoslovaquie se trouve en travers de sa route."

A Munich, l'impérialisme français, ne se sentant pas encore prêt à affronter la guerre, a laissé royalement tomber son vassal tchèque. Privée de l'appui des baïonnettes françaises, la Tchécoslovaquie de Benès s'est disloquée. Hitler n'eut plus qu'à "boire" l'obstacle placé en travers de sa route.

Mais les accords de Munich et leurs conséquences inéluctables : l'"arbitrage" de Vienne, l'annexion du 15 mars 1939, n'ont fait, une fois de plus, que substituer aux injustices antérieures de nouvelles injustices.

Les Tchèques sont retombés dans leur ancienne servitude, dans une servitude qui sera, sans nul doute, beaucoup plus lourde que celle à laquelle ils étaient soumis jusqu'à 1918 dans la vieille monarchie austro-hongroise.

Parce que nous sommes, nous, des partisans sincères — et non pas hypocrites — du droit de libre disposition des peuples, nous nous élevons aujourd'hui contre l'asservissement du peuple tchèque, de même que nous ne cessons de dénoncer et de combattre l'asservissement des peuples colonisés par l'impérialisme français.

Coïncidence symbolique : à peine Hitler avait-il jeté ses colonnes motorisées sur Prague que notre impérialisme jetait sa soldatesque dans les rues de Damas, occupait militairement la capitale de la Syrie. Ici et là, mêmes procédés, même étalage de la force, même volonté de domination.

Le peuple tchèque — nous n'en doutons pas — va reprendre sa lutte séculaire pour l'indépendance. Nous le savons capable de donner du fil à retordre à l'impérialisme allemand (de même que nous savons le peuple syrien capable de donner du fil à retordre à l'impérialisme français).

Mais, de l'épreuve cruelle qu'il vient de subir, nous souhaitons qu'il tire la leçon. Il expie aujourd'hui l'erreur tragique de ne pas s'être joint, au lendemain de la guerre, aux prolétariats révolutionnaires de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de s'être fait, au contraire, le champion de l'"antibolchevisme" en Europe centrale, d'avoir fourni à l'Entente des mercenaires pour l'intervention contre le premier Etat ouvrier et d'avoir ainsi contribué à consolider le régime capitaliste, à l'heure où celui-ci pouvait être abattu. Il expie aujourd'hui l'erreur de s'être traîné à la remorque de sa bourgeoisie, d'une bourgeoisie dont une fraction l'a vendu à l'impérialisme français, et l'autre à l'impérialisme allemand, et qui, ainsi, l'a trahi deux fois. Il ne se libérera qu'en rompant toute collaboration de classe avec ceux qui furent ses fossoyeurs.

Son salut, il ne doit pas l'attendre aujourd'hui des intrigues de M. Benès, cet agent "brûlé" de l'impérialisme français, ni d'une victoire militaire des "grandes démocraties", *mais seulement de la victoire du prolétariat international sur tous les impérialismes.*

De notre côté, ce n'est pas en faisant l'"union sacrée" avec notre bourgeoisie, mais en combattant celle-ci plus énergiquement que jamais, que nous aiderons le peuple tchèque — ainsi que les opprimés du monde entier — à briser leurs chaînes.

Seuls, les Etats-Unis socialistes d'Europe résoudront enfin le vieux problème historique ; seuls, ils assureront la coexistence pacifique des travailleurs allemands et des travailleurs tchèques au cœur de l'Europe centrale ; seuls, ils feront du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes une réalité.

24 mars 1939

**Deux Cahiers
du CERMTRI
sur la question
balkanique**

Des Cahiers d'une brûlante actualité

ON peut certes trouver, dans ces textes reproduits dans les deux *Cahiers du CEMTRI*, de rares développements d'une rhétorique révolutionnaire fleurie qui peut prêter à sourire. Ainsi, lorsqu'on lit dans un article sur la Yougoslavie en 1920 les lignes suivantes : *"Les masses populaires yougoslaves ont accueilli avec joie la doctrine révolutionnaire du Parti communiste. La propagande communiste a touché au vif les sentiments du peuple ; un succès égal a suivi les agitateurs communistes dans leur action près des nationalités et races qui divisent la population de la Yougoslavie en une dizaine d'unités ethnographiques. Dans les villes et à la campagne, au centre et sur les limites de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, les masses opprimées du peuple ont accepté le communisme comme l'expression exacte de leur pensée."*

Mais cette rhétorique un peu naïve, qui reflète d'ailleurs la réalité d'un développement du Parti communiste yougoslave à laquelle la bourgeoisie répond par la répression et par la terreur, ne donne pas du tout le ton de ces deux *Cahiers*, qui rassemblent des textes de Trotsky, Kabatchaïeff, Zinoviev, Vouyouvitch, Ker, Djorov, des Socialistes de Turquie et des Balkans, du Bureau socialiste international, dont les analyses constituent une aide extrêmement précieuse pour comprendre les événements actuels.

Ce n'est pas un facile argument publicitaire : on peut en juger par ce seul extrait d'un article publié par Trotsky le 3 janvier 1909 dans *La Pensée de Kiev*. A la suite d'une analyse sur les conflits qui ravagent depuis des décennies les Balkans entre la Turquie, l'Autriche, la Russie, etc., il souligne que les *"machinations des puissances impérialistes s'unissent aux intrigues sanglantes des dynasties balkaniques"* (on dirait aujourd'hui des cliques nomenklaturistes) pour aggraver les divisions artificielles créées dans les Balkans. Si ces divisions ne sont pas surmontées, si les peuples de ces pays ne parviennent pas à constituer une fédération balkanique, ces divisions iront s'aggravant :

"Un territoire économiquement unifié et s'étendant est une condition indispensable à un développement économique. Cela s'applique non seulement à la Turquie, mais à la péninsule balkanique dans sa totalité. Ce n'est pas sa diversité nationale, mais le fait qu'elle soit émiettée dans de nombreux Etats qui pèse sur elle comme une malédiction. Les frontières douanières la divisent artificiellement en fragments séparés. Les machinations des puissances capitalistes s'unissent aux intrigues sanglantes des dynasties balkaniques. Si ces conditions se perpétuent, la péninsule des Balkans demeurera une boîte de Pandore. Seul un Etat unique de toutes les nationalités balkaniques, sur une base démocratique et fédérale d'après le modèle de la Suis-

se et des Etats-Unis, peut apporter la paix intérieure aux Balkans et assurer les conditions d'un large développement des forces productives."

Cette analyse n'est pas propre à Trotsky. On la retrouve dans l'appel des Socialistes de Turquie et des Balkans, diffusé par le Bureau socialiste international en 1912, lorsqu'éclate la première guerre des Balkans, qui prélude à la Première Guerre mondiale :

L'appel affirme : *"Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également sur des monceaux de cadavres et de ruines s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière, avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère populaire."*

L'appel des Socialistes de Turquie et des Balkans ouvre une perspective qui sera reprise par l'Internationale communiste, mais combattue farouchement par Staline et la bureaucratie du Kremlin : la Fédération balkanique. Après avoir affirmé : *"Nous reconnaissons aux peuples — et aux peuples seuls — le droit de disposer de leur sort"*, l'appel affirme : *"A la guerre que nous répudions de toutes nos forces, comme moyen de résoudre les problèmes politiques et sociaux, nous opposons l'action des masses conscientes et organisées. A l'idéal sanglant des nationalités de disposer du sort des peuples par la guerre et de marchander leurs droits et leurs territoires, nous répondons par la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la Conférence interbalkanique et socialiste de Belgrade de 1909, d'unir étroitement, sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du Proche-Orient, sans distinction de race et de religion."*

Au même moment, un appel du comité central du POSDR de Russie constate : *"Les socialistes des Balkans ont condamné avec décision la guerre. Les socialistes d'Italie et d'Autriche ont agi de même et tous les socialistes de l'Europe occidentale ont appuyé nos*

camarades d'Orient. Qu'à cette voix s'ajoute la nôtre. Continuons notre organisation contre la monarchie tsariste."

Reprenant cette tradition, abandonnée par la social-démocratie après la guerre, l'Internationale communiste ouvre la perspective d'une Fédération des pays balkaniques et constitue à cette fin une Fédération communiste des Balkans. La seconde brochure du CERMTRI publie un très long texte de cette Fédération communiste, rédigé en 1924. Les auteurs dénoncent la politique d'oppression nationale menée par la monarchie et la bourgeoisie serbes contre les nationalités opprimées du royaume de Yougoslavie (Slovènes, Croates, Hongrois, Roumains, Albanais, Bulgares, etc.). Ils affirment nécessaire *"d'aider de toutes ses forces les peuples opprimés dans leur lutte contre l'hégémonie serbe pour le droit à l'autodétermination jusqu'à la formation d'Etats indépendants"*, tout en dénonçant *"la séparation des nations par des murailles infranchissables"* et en ouvrant la perspective d'une *"Fédération des républiques ouvrières et paysannes de Yougoslavie"*.

La deuxième brochure s'achève sur une série d'articles portant sur *"La Deuxième Guerre mondiale, la Yougoslavie et la IV^e Internationale"*. Il est impossible, en quelques lignes, d'en donner le contenu. Deux phrases d'un article du trotskyste américain John G. Wright, sur *"La guerre civile en Yougoslavie"* en 1943, résumant des parties de son analyse, méritent l'attention. Il note — ce qui est toujours vrai aujourd'hui : *"Sans s'assurer le contrôle de la Yougoslavie, il est impossible de tenir les Balkans."*

C'est ce que Hitler avait entrepris en 1941 en dépeçant la Yougoslavie en trois morceaux : l'est macédonien livré à la Bulgarie fasciste, un Etat croate fasciste et un Etat serbe. Il note un peu plus loin : *"Washington, Londres et leur satellite yougoslave s'opposent tous à l'extension de la guerre des partisans en Yougoslavie, parce que celle-ci s'accompagne nécessairement de l'extension et de l'intensification de la guerre de classe."*

C'est le même constat qui menait en France la "résistance bourgeoise" (gaulliste) à adopter ce que Gérard Suberville appelle une attitude "attentiste" et poussait le PCF à freiner la lutte des partisans (FTP ou FFI) et à y préférer l'attentat individuel urbain, qui ne peut, par définition, revêtir un caractère de masse, mais permet à l'occupant nazi de déchaîner la terreur des exécutions massives d'otages et de refroidir ainsi les ardeurs combattantes de la population.

La brochure s'arrête en 1943, par un texte qui rappelle que la perspective de la "*Fédération socialiste balkanique reste plus que jamais la solution salutaire pour les peuples de ces pays*". On en a une vérification a contrario par le constat des divisions que la nomenklatura a réussi à perpétrer et à aggraver sous l'impulsion des impérialismes étrangers,

et au premier chef de l'impérialisme américain, qui a remplacé les bourgeoisies française et anglaise du début du siècle et de l'entre-deux-guerres, aujourd'hui trop débiles pour remplir un autre rôle que celui d'adjoints, d'assistants ou de supplétifs.

En 1948-1949, Staline s'opposera de toutes ses forces à la perspective d'une Fédération balkanique, contraire aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin, qui, comme l'impérialisme, avait besoin de la division entre les peuples. L'accord passé entre Dimitrov et Tito sur cette perspective sera l'une des causes de l'exclusion du PC yougoslave du Kominform, dénoncé comme fasciste, et hâtera peut-être la mort de Dimitrov.

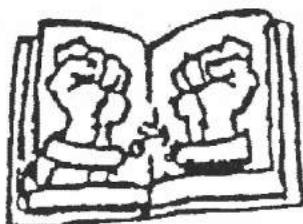
Marc Teulin



Les Balkans avant la Première Guerre mondiale.

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



- Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit cette fois de la seconde partie, concernant plus particulièrement les archives du mouvement syndical français depuis la Deuxième Guerre mondiale. Comme nous l'avons déjà signalé, pour des raisons pratiques, cet inventaire reste général ; bien entendu, nous sommes à la disposition de chacun pour compléter les informations.
- Le CERMTRI a publié des inventaires dans plusieurs de ses *Cahiers du CERMTRI*, disponibles sur demande (20 F + frais de port).
- Le CERMTRI a publié plusieurs *Cahiers* sur la lutte de classes en France (toujours en vente au centre) :
 N° 49 : Documents sur la grève générale d'août 1953.
 N° 88 : Documents sur l'époque du "produire d'abord". France, 1945-1947.
 N° 90 : Documents sur la lutte de classe en France. 1955-1957.

Mouvement syndical en France après 1940

COMPTES RENDUS DE CONGRÈS

CGT, avril 1946.

26^e Congrès de la CGT, rapport de B. Frachon 1938-1946 (brochure).

CGT, avril 1948, au moment de la scission Force ouvrière.

Congrès CGT de 1963 à 1978.

Congrès CGT-FO de 1948 (création de la confédération) à 1996 : rapports et comptes rendus.

REGROUPEMENTS SYNDICALISTES

Front ouvrier. Novembre 1944 à janvier 1948 ; la politique de front unique défendue par les trotskystes à la fin de la guerre.

L'Unité syndicale. Pour la reconstruction démocratique d'une CGT unique. De mars 1948 (n° 1) à avril 1949 (n° 5).

L'Unité, organe des Comités pour la démocratie et l'unité syndicales. De juillet 1950 (n° 1) à février 1952 (n° 35). Procès-verbal de l'assemblée constitutive. Collaborateurs au journal : Joyeux, Chéramy, Lambert, etc.

Pour l'unité. Pour le regroupement syndical. Trois numéros, 1952. Collaborateurs : André Lafond, Michel Collinet.

L'Unité syndicale, tribune libre du mouvement syndical. De mai 1952 (n° 1) à mai-juin 1957 (n° 25). Directeur Chéramy, collaborateurs : Dumont, Renard, Lefèvre, Hirzel, Lambert, Sadik.
La Commune – Le CLADO, Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière, du n° 1 au n° 7, mars 1958-avril 1957.

PUMSUD, Pour un mouvement syndical uni et démocratique, Forestier, Lapeyre, Lauré, Pastre, etc.

1959-1963 : brochures, procès-verbaux, assemblées générales, résolutions, déclarations.

Lettre aux militants CGT - 1963-1964 et...

Pour une CGT lutte de classe - 1967-1969. Bulletins et journaux (directeur Dumoulin).

Le Manifeste des 500 pour l'indépendance syndicale depuis le n° 1 (janvier 1996).

PRESSE et DOCUMENTATION SYNDICALES DE 1945 À NOS JOURS

Nombreux numéros sur des années diverses, mais pas de collections complètes :

La Bataille syndicaliste, 1945.

Résistance ouvrière, 1945 (tendance FO dans la CGT avant la scission).

Combat syndical PTT, décembre 1945 à juin 1947 (tendance minoritaire dans la fédération postale).

La Vie ouvrière, 1945-1984.

Le Peuple, 1947-1987.

Mouvement syndical mondial, 1950-1955.

L'Employé parisien, 1946-1947.

La Tribune des fonctionnaires, 1946-1947.

L'Action sociale, 1946-1947 (anarchiste).

Action ouvrière, 1949-1952 (autonome).

BROCHURES, TRACTS, DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LA CGT - 1948-1980

Nombreux documents, pas d'inventaire disponible.

Professions divers.

Brochures de l'Institut de formation de la CGT et de l'Institut d'histoire.

DOCUMENTATION SYNDICALE CGT-FORCE OUVRIÈRE

Presse confédérale, numéros épars depuis 1947.

La Nouvelle Tribune (fonction publique), nombreux numéros de 1948 à 1968.

Ouest-Syndicaliste (UD Loire-Atlantique), 1955-1998.

UD Loire-Atlantique : documents, congrès, rapports (1956-1971).

La Bataille sociale (UD parisienne), 1955-1993.

Fédération des employés : presse, circulaires, congrès, documentation, 1952 à 1993.

Syndicat des organismes sociaux, 1971-1976 (divers).

Différents documents et journaux : impôts, métallurgie, Aéroport de Paris (archives Daniel Renard), enseignants (SNUDI, SNLC).

Brochure : *Le Syndicalisme dans la société*, débat CCN 1970.

Brochure confédérale : *Pourquoi et comment se sont produites les scissions syndicales* (Vidalenc, 1964).

Le Militant, minorité FO (Pallordet), complet de mai 1962 à février 1968.

La minorité Lutte de classe, interventions au IX^e Congrès confédéral (1966).
Syndiqués (J. Mairé, avant de quitter la CGT-FO) - 1997.

ENSEIGNANTS

Ecole émancipée 1946-1988.

Les Amis de l'Ecole émancipée : bulletins, correspondances, textes divers etc.

1961-1982 : différents bulletins, textes, circulaires de la **FEN**, du **SNES**, du **SNES-SUP**.

Mouvement des MA 1977 - textes, tracts, circulaires.

"Contre le fichage" - 1978.

Laïcité : Le Bourget, manifestation du 9 mai 1982.

EE-FUO : tribune syndicale, textes divers, EE-FUO, SNES : 1977-1981.

Regroupements FEN : *"Pour que le SNI redevienne un vrai syndicat"*, *"Pour un syndicalisme lutte de classe"*, *"Indépendance syndicale et laïcité"* : 1983-1998.

Brochure (EE Vaucluse) : *Les enseignants dans la grève générale de mai-juin 1968*.

DOCUMENTATION SUR LA LUTTE DES CLASSES

1946 - grève des postiers : constitution d'un comité national de grève (voir archives Legué).

1947 - grève Renault : documentation très complète, tracts, brochures, résolutions, presse, etc.

1953 - grève générale d'août (postiers, transports, fonctionnaires...).

1955 - grèves à Nantes et Saint-Nazaire (cf. collection de *La Vérité* et presse).

1957 - grève des banques (brochure de Louis Eemans).

1963 - grève des mineurs : documentation, presse.

1972-1974 : Renault : tracts et bulletins d'entreprise, presse de toutes tendances.

PTT : 1944 À NOS JOURS

— Procès-verbaux des comités d'épuration contre les dirigeants de la fédération postale ex-confédérés - 1944.

— Congrès de Limoges, en 1945, et prise en main de la fédération par les ex-unitaires.

— Grève de juillet 1946 contre le tripartisme, presse complète et tracts du comité national de grève.

— Tracts et journaux de dénonciation des grévistes et de demande de sanctions par les dirigeants stalinien.

— Comités d'action syndicaliste, Fédération syndicaliste (Mourguès), Fédération indépendante (FO), débat entre les partisans de la scission et ceux qui veulent continuer dans la CGT (1946).

— *PTT-Syndicaliste*, organe de la fédération PTT-FO (complet) et nombreux journaux régionaux. Cette presse syndicale couvre les grèves de 1946, 1953, 1968 et 1974.

*

* *

BROCHURES SYNDICALES

1946 : *Où va la CGT ?*, par Pierre Monatte.

1946 : *Comités d'entreprises organismes d'avenir* (CGT).

Entre 1950 et 1975 :

Les Syndicats américains dans un tournant, par Maurice Lime (Ed. syndicalistes - La Révolution prolétarienne).

1950-1951 : brochures de L. Bouët sur le syndicalisme enseignant (voir brochures diverses dans le fonds "enseignants").

1954 : *Convention collective de la métallurgie parisienne* (CGT).

1955 : *L'Ouvrier libre* (n° 49 d'une revue où écrivent L. Laurat, Collinet, etc.).

1961 : *Le syndicat CGT des charpentiers en fer, monteurs-levageurs accusent* (CGT).

1966 : La minorité Lutte de classe. Interventions au IX^e Congrès confédéral de la CGT-FO

1968 : *Perspectives syndicalistes* (revue).

1971 : *Un complot manqué. Renault 1971* (CGT).

1972 : *Manifeste de l'Alliance syndicaliste (anarcho-syndicaliste)*.

1995 : *La lutte de classe en France - Echanges et Mouvements*.

La défense des 22 des ACN de Nantes.

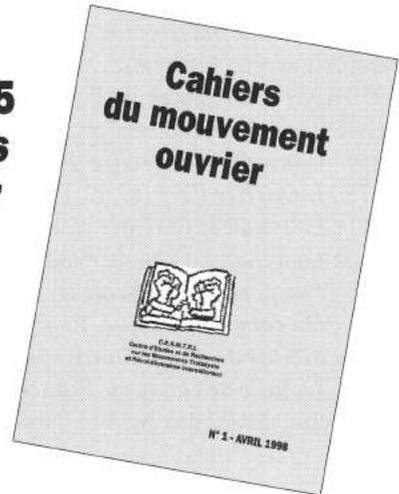
Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par les militants. Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

**Les n^{os} 1, 2, 3, 4 et 5
des Cahiers
du mouvement ouvrier
sont toujours disponibles**



Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an : à partir du n° 1 à partir du n° 2
 à partir du n° 3 à partir du n° 4 à partir du n° 5 à partir du n° 6

Commande du n° 1 : Commande du n° 2 :
Commande du n° 3 : Commande du n° 4 : Commande du n° 5 :
Commande du n° 6 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Au sommaire des prochains numéros

- Le dossier de la police politique bulgare contre l'anarchiste Gueorgui Gueorgiev Konstantinov ;
- Vadim Rogovine : l'entourage de Staline ;
- Victor Marouk : la tuerie de juin 1848 ;
- Mikhail Voiekov : l'apport de Vadim Rogovine ;
- Mikhail Panteleiev : le procès du Parti industriel ;
- Vie et mort de Pantelis Pouliopoulos ;
- La répression contre la famille Sedov ;
- Blasco : Antonio Gramsci ;
- Amadeo Bordiga : lettres aux camarades (1924-1926) ;
- Marcel Ollivier : la création des Etudiants socialistes révolutionnaires (1918) en France ;
- Documents sur les anarchistes espagnols (1936-1938) ;
- Jean-Marc Schiappa : le PCF en 1939-1940 ;
- Iouri Primakov : le procès des militaires en 1937.

ERRATA

Quelques coquilles ou fautes d'impression se sont glissées dans les nos 3, 4 et 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Cahier n° 3 :

- Dans la présentation du dirigeant trotskyste russe Aoussem, il est écrit page 36 : “*Le 16 janvier 1936, sa peine terminée, il prit le train pour se rendre à Leningrad et disparut à tout jamais*” ; page 38, le même fait est bizarrement daté du “*19 février 1936*”. Il faut lire dans les deux cas : “*16 janvier 1936*”.

- Page 61, David Riazanov, qui est partout orthographié convenablement, devient dans le titre “Razianov”. Même dans le titre il doit rester “Riazanov”.

Cahier n° 4 :

- Page 141 : l'insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche est datée des 6 et 7 juillet 1919, ce qui rend évidemment incompréhensible la condamnation postérieure de Maria Spiridonova pour cette insurrection ratée le 19 février 1919. Il faut lire bien entendu “*6 et 7 février 1918*”, comme il est indiqué dans la chronologie des événements publiée dans le n° 2 des *Cahiers*, page 140

Cahier n° 5 :

- L'auteur de l'article sur le frère cadet de Jules Martov, Sergueï Tsederbaum, s'appelle “Tamara” et non “Tatiana”.

Elle affirme, conformément à la vérité, que Sergueï Tsederbaum fut fusillé le 25 février 1939. La présentation, page 20, écrit qu'il fut fusillé en 1937. Cette affirmation télescope la date de sa dernière arrestation (“*février 1937*”) et de son exécution (“*février 1939*”). Page 27, son arrestation est datée du 8 février... 1837 ! Nul doute que le lecteur, à défaut du relecteur distrait, aura corrigé de lui-même cette coquille particulièrement visible et qui anticipe d'un siècle l'arrestation de Sergueï Tsederbaum.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360